

Rapport annuel IFC 2018

Redéfinir le financement du développement



IFC



À PROPOS D'IFC

IFC, qui est membre du Groupe de la Banque mondiale, est la plus importante institution mondiale d'aide au développement dont les activités sont axées sur le secteur privé dans les pays en développement.

Créée en 1956, IFC est contrôlée par les 184 pays qui en sont membres et définissent ensemble sa politique.

IFC a accumulé six décennies d'expérience sur les marchés les plus difficiles du monde. Grâce à sa présence dans plus de 100 pays, un réseau composé de centaines d'institutions financières et environ 2 000 clients du secteur privé, IFC est particulièrement bien placée pour créer des opportunités là où elles font le plus défaut.

IFC utilise son capital, ses compétences et son influence pour aider le monde à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée.

TABLE DES MATIÈRES

Message du Conseil d'administration IFC 2
Message de **Jim Yong Kim**,
Président du Groupe de la Banque mondiale 3
Message de **Philippe Le Houérou**,
Directeur général d'IFC 6
L'équipe de gestion d'IFC 9

REDÉFINIR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT 10

Mobiliser des solutions émanant
du secteur privé 24
Créer des marchés 32
Promouvoir la viabilité 44
Mettre fin à la pauvreté 52

RÉTROSPECTIVE DE L'EXERCICE D'IFC 62

IFC : principales données opérationnelles 64
IFC : principales données financières 65
État récapitulatif des résultats du
Groupe de la Banque mondiale 68

À PROPOS D'IFC 72

Répondre aux attentes 73
Les compétences d'IFC 76
Le personnel et les pratiques d'IFC 84

Couverture : Pour optimiser le financement du développement, IFC suit un processus de prise de décisions séquentiel qui donne la priorité aux solutions émanant du secteur privé appelé démarche de cascade.

MESSAGE DES ADMINISTRATEURS D'IFC



Au cours de l'exercice 18, les Administrateurs ont travaillé en étroite collaboration avec la direction pour traduire dans les faits la Vision d'avenir (*Forward Look*) du Groupe de la Banque mondiale. Cette concertation a porté sur une enveloppe financière qui doit permettre au Groupe de la Banque de produire des résultats à l'appui du développement de manière plus efficace — et durable sur le plan financier.

L'enveloppe de financement et le train de mesures considérées constituent la plus importante injection de capitaux dans les caisses de la Banque mondiale et d'IFC à ce jour et représentent un changement majeur dans l'approche utilisée pour relever les défis de développement les plus épineux de notre époque. Les initiatives adoptées contribueront, conjointement à l'engagement pris par la direction du Groupe de la Banque de procéder aux réformes internes nécessaires, à soutenir la réalisation du Programme de développement à l'horizon 2030 et des objectifs d'IDA-18, qui consistent à optimiser les financements à l'appui du développement, et aidera le Groupe de la Banque mondiale à continuer de montrer la voie à suivre en ce qui concerne les biens publics mondiaux et à intensifier son appui dans les situations fragiles et touchées par un conflit.

Les administrateurs ont aussi participé à l'examen de la répartition du capital entrepris pour rééquilibrer cette dernière entre les pays membres, et ont convenu de réduire la sous-représentation extrême de certains groupes de manière à poursuivre la réforme de la voix et à mieux aligner les droits de vote entre les institutions du Groupe de la Banque mondiale. Le Conseil a également formulé des directives et donné des orientations dans le but de permettre au Groupe de la Banque de poursuivre le renforcement de son modèle économique, notamment en simplifiant et en assouplissant ses processus, en renforçant ses cadres stratégiques et en accroissant l'impact de son action sur le développement grâce à l'application de la stratégie IFC 3.0, en prenant des mesures de renforcement de l'efficacité des rémunérations et d'autres dépenses, et en adoptant des cadres et des mécanismes pour assurer sa viabilité financière.

DEBOUT

(de gauche à droite)

Werner Gruber
Suisse

Frank Heemskerk
Pays-Bas

Turki Almutairi
Arabie saoudite (suppléant)

Andrei Lushin
Fédération de Russie

Yingming Yang
Chine

Jean-Claude Tchatchouang
Cameroun (suppléant)

Hervé de Villeroché
France

Otaviano Canuto
Brésil

Kazuhiko Koguchi
Japon

Andin Hadiyanto
Indonésie

Erik Bethel
États-Unis (suppléant)

Fernando Jimenez Latorre
Espagne

Omar Bougara
Algérie

Aparna Subramani
Inde

ASSIS

(de gauche à droite)

Melanie Robinson
Royaume-Uni

Christine Hogan
Canada

Máximo Torero
Pérou

Jason Allford
Australie

Bongi Kunene
Afrique du Sud

Merza Hasan
Koweït (doyen)

Franciscus Godts
Belgique

Patrizio Pagano
Italie

Juergen Zattler
Allemagne

Susan Ulbaek
Danemark

Andrew N. Bvumbe
Zimbabwe

MESSAGE DE JIM YONG KIM

Président du Groupe de la Banque mondiale



Il n'est pas exagéré de dire que les enjeux de notre époque peuvent paraître insurmontables. Dans le cadre des activités que nous menons dans le monde, nous sommes confrontés à plusieurs crises concomitantes, comme le changement climatique, les conflits, les pandémies, les catastrophes naturelles et les migrations forcées. Nous devons aider simultanément les pays dans lesquels nous intervenons à résoudre les crises les plus immédiates, à renforcer leur capacité de résilience face aux menaces qui se profilent à l'horizon et à réaliser des investissements durables pour se préparer à un avenir incertain.

Pour autant, même en ces temps difficiles, je n'ai jamais été aussi convaincu que nous atteindrons notre double objectif : mettre fin à l'extrême pauvreté à l'horizon 2030 et promouvoir une prospérité partagée au profit des 40 % les plus pauvres de la population mondiale. Dans tous ses domaines d'intervention, le Groupe de la Banque mondiale exploite de nouvelles technologies et crée de nouveaux instruments financiers pour faire progresser la mise en œuvre des trois composantes de la stratégie qui lui permettra d'atteindre ces objectifs : favoriser l'accélération d'une croissance économique solidaire et durable ; renforcer la résilience aux chocs et aux menaces ; aider les pays bénéficiaires à investir dans leur population.

Tout d'abord, l'accélération d'une croissance économique solidaire et durable exige une nouvelle conception du financement du développement pour que le système de marché mondial profite à tous ainsi qu'à la planète. La réalisation des Objectifs mondiaux coûtera chaque année des milliers de milliards de dollars, alors que l'aide publique au développement stagne à l'échelle des milliards de dollars : nous ne pouvons mettre fin à la pauvreté sans adopter une démarche fondamentalement différente.

En adoptant les principes de Hambourg en juillet 2017, le G-20 a avalisé une approche — dite « Cascade » — qui nous mènera à notre but : optimiser les financements au profit du développement. La Banque mondiale, IFC et la MIGA renforcent leur collaboration pour créer des marchés et introduire des solutions émanant du secteur privé dans des secteurs comme l'infrastructure, l'agriculture, les télécommunications, les énergies renouvelables et les logements à prix abordable. (Se reporter à la page 5 pour de plus amples informations.)

Ensuite, si l'on veut renforcer la résilience aux chocs et aux menaces — tout en continuant à développer des infrastructures à l'épreuve des aléas climatiques et à améliorer les systèmes d'intervention —, il nous faut des instruments financiers novateurs pour aider les pays pauvres à faire ce que les pays riches font depuis longtemps : partager les risques de crise avec les marchés financiers internationaux. Au printemps dernier, nous avons observé les premiers effets du Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie (PEF) qui, sous la forme d'un financement accéléré, est venu appuyer une intervention contre le virus Ebola en République démocratique du Congo. Grâce à ce dispositif — et à un instrument similaire que nous mettons au point pour améliorer la prévention des famines et la lutte contre ce fléau —, nous découvrons de nouveaux moyens d'aider les pays les plus pauvres à partager les risques avec les marchés financiers afin de rompre le cycle des paniques et de l'incurie qui accompagne souvent les crises.

MESSAGE DE JIM YONG KIM

Président du Groupe de la Banque mondiale

Toutefois, qui dit résilience dit d'abord lutte contre la menace existentielle que représente le changement climatique. Lorsque nous sommes retournés dans la capitale française en décembre 2017 pour célébrer le deuxième anniversaire de l'accord de Paris sur le climat, nous avons présenté plus d'une douzaine de projets visant à financer des interventions climatiques majeures, comme la prévention de l'érosion côtière en Afrique de l'Ouest et la valorisation à grande échelle des énergies renouvelables dans le monde entier. Il fallait absolument que nous donnions l'exemple. Aussi avons-nous annoncé que nous ne financerons plus le secteur amont de l'industrie pétrolière et gazière après 2019, mais que nous aiderons les pays à se donner durablement les moyens d'atteindre leurs objectifs de développement.

Enfin, nous devons trouver de nouvelles façons d'aider les pays à investir davantage — et plus efficacement — dans leur population pour se préparer à un avenir où le rythme des innovations ne cessera de s'accroître. Les emplois de demain exigeront des compétences particulières et complexes. Le capital humain deviendra une ressource de plus en plus précieuse. C'est pourquoi, dans le cadre du Projet de promotion du capital humain que nous avons lancé cette année, nous mettons sur pied une évaluation rigoureuse et détaillée des ressources humaines de chaque pays.

À l'occasion des Assemblées annuelles qui se dérouleront en Indonésie au mois d'octobre 2018, nous dévoilerons un Indice du capital humain qui classera les pays selon la qualité de leur investissement dans les ressources humaines de la prochaine génération. Ainsi clairement informés de la situation, les chefs d'État et les ministres des Finances pourront accélérer l'investissement dans leur population et préparer leur pays à l'économie de demain.

La demande de financements, de compétences et d'innovations ne cesse de croître dans le monde. Certes, les besoins sont considérables, mais le coût d'un échec dans ce domaine serait tout simplement trop élevé. L'augmentation de capital historique, d'un montant de 13 milliards de dollars, que nos actionnaires ont approuvée, nous aidera à relever ce défi, car elle renforcera la capacité du Groupe de la Banque mondiale à réduire la pauvreté, à s'attaquer aux problèmes les plus alarmants de notre époque et à aider les pays que le Groupe compte parmi ses clients — et leur population — à satisfaire leurs plus grandes aspirations.

Au cours de l'exercice écoulé, le Groupe de la Banque mondiale a engagé près de 67 milliards de dollars sous forme de financements, d'investissements et de garanties.

Les services de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) demeurent très prisés des clients : les engagements de la BIRD, en hausse, ont atteint 23 milliards de dollars durant l'exercice 18. De son côté, l'Association internationale de développement (IDA) a accordé 24 milliards de dollars d'aide aux pays les plus pauvres — soit l'engagement annuel le plus élevé de son histoire.

Pendant l'exercice, nous avons mis à profit la solide assise financière de l'Association internationale de développement pour lancer la première émission d'obligations IDA. Le montant des demandes de souscription pour cette émission de 1,5 milliard de dollars a dépassé 4 milliards de dollars. En conjuguant les apports des bailleurs de fonds traditionnels et les ressources mobilisées sur les marchés financiers, cette innovation financière relèvera la capacité de l'IDA à soutenir les pays les plus pauvres, y compris en finançant des opérations de prévention des conflits.

La Société financière internationale (IFC) a consacré plus de 23 milliards de dollars au financement d'activités axées sur le développement du secteur privé durant l'exercice écoulé, dont 11,7 milliards de dollars mobilisés auprès de partenaires d'investissement. Sur ce montant, près de 6,8 milliards de dollars ont été alloués à des pays admis à emprunter à l'IDA et plus de 3,7 milliards de dollars ont été investis dans des régions en situation de fragilité, de conflit et de violence.

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), qui a fêté son trentième anniversaire cette année, se classe désormais au troisième rang des banques multilatérales de développement en matière de mobilisation de capitaux privés directs au profit des pays à revenu faible ou intermédiaire. Au cours du dernier exercice, elle a émis un montant record de 5,3 milliards de dollars de garanties contre les risques politiques et pour l'amélioration des termes du crédit, qui ont facilité le financement de projets d'une valeur de 17,9 milliards de dollars dans les pays en développement. Durant l'exercice 18, les nouvelles émissions et l'encours d'engagements bruts de l'Agence ont atteint un volume — 21,2 milliards de dollars — presque deux fois plus élevé que celui de l'exercice 13.

L'augmentation de capital dont a bénéficié le Groupe de la Banque mondiale en 2018 constitue, nous le savons, un éloquent témoignage de confiance envers le personnel de notre institution, qui travaille sans relâche pour mettre fin à la pauvreté dans le monde. Son dévouement et son aptitude à concrétiser les ambitieux engagements que nous avons pris pour répondre aux aspirations des populations que nous servons sont pour moi une source d'inspiration quotidienne.

Toutefois, cette augmentation de capital représente aussi un redoutable défi, en ce sens qu'elle nous appelle à travailler de façon plus efficiente et plus efficace, à promouvoir l'innovation et à accélérer l'avènement d'un monde enfin libéré du fléau de la pauvreté. Au cours de l'année à venir, nous mobiliserons une fois encore tous nos efforts pour relever chaque jour ce défi.



Jim Yong Kim

Président du Groupe de la Banque mondiale



Benban
(Gouvernorat d'Assouan)

Comment une stratégie toute particulière aide l'Égypte à surmonter ses difficultés énergétiques

Il y a quatre ans, la République arabe d'Égypte était confrontée à une grave crise énergétique. Des coupures d'électricité de plusieurs heures nuisaient à l'activité économique et à la qualité de vie, tandis que la demande d'électricité dépassait l'offre de 20 %. Le peu de fonds publics disponibles étant sollicité à d'autres fins, l'Égypte devait trouver un autre moyen de rassembler les ressources nécessaires pour résoudre ses problèmes d'électricité. C'est alors que le principe de l'optimisation des financements pour le développement, cher à la Banque mondiale, est entré en jeu.

L'optimisation des financements pour le développement est un prolongement des efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale pour mobiliser des ressources au-delà de l'aide publique au développement afin de répondre aux besoins de développement des pays. Elle met à contribution les capacités des institutions qui composent le Groupe de la Banque pour déployer des solutions innovantes qui contribueront à réaliser le double objectif du Groupe. Fait plus important encore, le secteur privé est appelé à jouer un rôle crucial : celui de source de financements et de connaissances.

En 2014, l'État égyptien a commencé à travailler avec le Groupe de la Banque mondiale à la résolution de ses problèmes énergétiques. Il a réuni des experts nationaux et mondiaux pour élaborer une stratégie nationale qui privilégie la durabilité énergétique et l'investissement du secteur privé. À la fin mars 2015, cette formulation claire de la politique de l'État avait permis de mobiliser plus de 30 milliards de dollars d'investissements privés dans la production pétrolière et gazière et dans le gaz naturel liquéfié en Égypte. En décembre 2015, la BIRD a approuvé le premier de trois prêts-programmes visant à apporter un soutien technique et financier permettant de réaliser les objectifs de la réforme du secteur énergétique égyptien, et consenti des engagements d'un montant supérieur à 3 milliards de dollars sur la période 2015-2017.

Un volet essentiel du programme de réforme consistait à exploiter l'abondant rayonnement solaire dont bénéficie l'Égypte. En 2015, IFC a collaboré avec l'État à l'établissement de contrats pour le programme de tarifs

de rachat de l'énergie de source photovoltaïque (FiT). En 2017, elle a finalisé un accord de dette de 653 millions de dollars destiné à financer la construction du parc solaire photovoltaïque de Benban qui, une fois achevé, sera le plus grand au monde. Les 32 centrales solaires de Benban produiront jusqu'à 752 mégawatts d'électricité, desserviront plus de 350 000 clients résidentiels et créeront jusqu'à 6 000 emplois pendant la période de construction. La MIGA a été autorisée à accorder une assurance contre les risques politiques d'une valeur pouvant aller jusqu'à 210 millions de dollars au titre de 12 projets réalisés au sein du parc solaire. Globalement, le Groupe de la Banque mondiale et d'autres prêteurs mobiliseront au total 2 milliards de dollars d'investissements privés dans le cadre du programme FiT afin de financer la production de 1 600 mégawatts d'électricité.

Le secteur égyptien de l'énergie est en voie de transformation. En 2016, l'État égyptien a, entre autres réformes et avec l'aide du Groupe de la Banque mondiale, réduit de moitié les subventions accordées à ce secteur, représentant 3,3 % du PIB, tout en maintenant les tarifs d'électricité à un niveau abordable comparativement aux normes mondiales. Le secteur de l'énergie est devenu plus efficace et financièrement viable. L'État s'est également employé à rendre le cadre d'activité du secteur privé plus favorable, libérant ainsi plus de ressources publiques au profit de secteurs sociaux cruciaux.

De plus amples informations sont disponibles à l'adresse www.worldbank.org/mfd.

MESSAGE DE PHILIPPE LE HOUÉROU

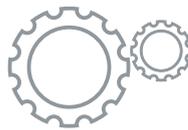
Directeur général d'IFC

L'exercice 18 a été une année historique pour le Groupe de la Banque mondiale. Nos actionnaires ont approuvé une augmentation du capital libéré de la BIRD et d'IFC de 13 milliards de dollars —7,5 milliards de dollars pour la BIRD et 5,5 milliards de dollars pour IFC. Cette augmentation de capital aura pour effet de plus que tripler le montant cumulé du capital libéré reçu par IFC depuis sa création.



**USD 23,3
MILLIARDS**

D'INVESTISSEMENTS



30 %

DES INVESTISSEMENTS
CONCERNENT DES
PAYS IDA



36 %

DES INVESTISSEMENTS
ONT TRAIT AU CLIMAT



45 %

DES NOUVEAUX
PROJETS DE SERVICES-
CONSEIL CIBLENT
LA PROBLÉMATIQUE
HOMMES-FEMMES



Nos actionnaires ont de surcroît décidé de suspendre les transferts d'IFC à l'Association internationale de développement (IDA). Les ressources supplémentaires constituées par le capital libéré et les économies réalisées par suite de cette suspension des transferts atteindront au total 9,2 milliards de dollars qui pourront être consacrés au financement des opérations d'IFC jusqu'en 2030.

Ces décisions sont un vote manifeste de confiance dans nos priorités stratégiques pour les années à venir. Elles suscitent toutefois d'importantes attentes : notre stratégie doit porter ses fruits de manière à avoir un fort impact, en particulier sur certains des marchés les plus difficiles du monde. D'ici 2030, selon nos projections, nous aurons plus que doublé nos engagements annuels pour les porter à 48 milliards de dollars. Nous nous sommes engagés à nettement accroître nos investissements dans les pays IDA et dans les régions fragiles et touchées par un conflit, ainsi que nos investissements dans le domaine climatique et nos interventions axées sur la problématique hommes-femmes.

Nous avons commencé, durant l'exercice, à utiliser les outils et instruments conçus l'année précédente. Nous avons également modifié notre structure organisationnelle, et nos investissements ont atteint un niveau record.

RECOURS À DE NOUVEAUX OUTILS ET DÉMARCHES

Nous avons recours à de nouveaux outils pour réduire les risques, sélectionner les projets de manière plus stratégique et mesurer de manière plus rigoureuse les résultats obtenus dans le domaine du développement :

• **Pour optimiser le financement à l'appui du développement**, le Groupe de la Banque mondiale a adopté une approche méthodique que nous qualifions de **Cascade** — c'est-à-dire un processus de prise de décisions séquentiel qui donne la priorité aux solutions émanant du secteur privé. Comme le montre la couverture du présent rapport, il est possible de représenter la Cascade par une série de chutes d'eau qui représentent, chacune, une étape des interventions privées/publiques et des programmes de financement.

• **Le Guichet IFC-MIGA de promotion du secteur privé conçu dans le cadre d'IDA-18** est un mécanisme de réduction des risques d'un montant de 2,5 milliards de

dollars qui permet de faire face aux difficultés associées aux projets présentant des risques élevés et à surmonter le défi associé à l'accès limité à des financements en monnaie nationale dans les pays IDA et dans les régions fragiles et touchées par un conflit. Durant l'exercice 18, nous avons procédé aux premières transactions et constitué une réserve de projets qui pourront bénéficier de ce guichet au cours des deux prochaines années.

• **Les diagnostics du secteur privé au niveau des pays et les analyses sectorielles approfondies** nous permettent de déterminer ce qui doit être fait pour créer des marchés dans chaque pays et dans chaque secteur. Ces deux outils de diagnostic serviront de base aux efforts de renforcement des stratégies nationales, et les analyses sectorielles mettront en relief le programme d'action en amont requis pour permettre au secteur privé de participer et de contribuer à combler les lacunes dans le domaine du développement. Ils permettront aussi de recenser les résultats qui doivent être obtenus dans le cadre du programme de services-conseil et d'investissement poursuivi par IFC dans chaque pays.

• **Le Guichet de conseil sur la création de nouveaux marchés** est un mécanisme de financement conçu pour soutenir les travaux en amont dans les pays éligibles à emprunter à l'IDA et dans les pays fragiles et touchés par un conflit. Durant l'exercice 18, les ressources mises à disposition à partir de ce guichet ont permis de réaliser des diagnostics qui nous aident à cibler nos activités de conseil sur la création de marchés et la constitution d'une réserve de projets.

• **L'amélioration de la sélection des projets** résulte de l'emploi de deux nouveaux outils. Le premier est le système de **Mesure et suivi de l'impact attendu** (AIMM), qui permet d'évaluer l'impact des projets proposés *ex ante* — ou attendu — sur le développement. La méthodologie AIMM et le système de notation correspondant sont appliqués à tous les projets d'investissement depuis le 1^{er} janvier 2018 ; ils seront employés pour les projets de services-conseil à partir de l'exercice 19. Le second concerne la **Tarification du carbone**, dont font l'objet depuis le 1^{er} mai tous les investissements dans des projets concernant les secteurs du ciment, des produits chimiques et de l'énergie thermique. Ces outils aideront IFC à retenir des projets ayant de plus faibles émissions de carbone, conformément aux recommandations du *Rapport de la Commission de haut niveau sur les prix du carbone*.

MESSAGE DE PHILIPPE LE HOUÉROU

Directeur général d'IFC

Les investissements financés par IFC ont atteint un nouveau montant record durant l'exercice 18 — grâce au talent et au dévouement de son personnel.

NOUVELLE STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Dans le but de compléter durant l'exercice 18 les modifications apportées à l'organisation d'IFC pendant l'exercice 17 — notamment la création de l'équipe chargée de l'économie et du développement du secteur privé et de celle responsable des partenariats, des communications et de la diffusion —, nous nous sommes concentrés sur les opérations et avons rééquilibré la structure entre les équipes sectorielles et régionales d'IFC pour mieux exploiter la gamme intégrale des ressources et des capacités dont nous disposons :

- **Une nouvelle structure** nous permettra de tirer pleinement parti de notre présence sur le terrain ainsi que de nos compétences spécialisées et de notre connaissance des secteurs dans le monde entier. La nouvelle structure comprend un directeur des opérations chargé de superviser l'intégralité des opérations d'IFC. Les équipes qui rendent compte aux nouveaux vice-présidents des régions d'IFC travaillent en étroite collaboration avec les directeurs seniors des branches d'activité mondiales pour trouver des solutions adaptées à chaque pays. Les équipes régionales renforcées d'IFC, qui sont guidées par de solides stratégies nationales, nous aident également à conforter notre collaboration avec la Banque et la MIGA, et à veiller à ce que « l'approche de la cascade » soit systématiquement adoptée et appliquée au niveau des pays.

- **Les réformes des services-conseil** permettront de resserrer les liens entre nos activités de conseil et nos travaux d'investissement de manière à donner la priorité aux activités en amont et à concevoir des projets de manière proactive. Nous avons regroupé la plupart des équipes de conseil couvrant plusieurs secteurs avec les responsables des investissements d'IFC à la fin de l'exercice 18 de manière à pouvoir mieux exploiter l'expérience et les informations acquises dans le cadre de la fourniture de conseils pour promouvoir nos priorités et créer des marchés.

RÉSULTATS OBTENUS

Malgré ces divers changements, IFC a financé des investissements qui ont atteint un nouveau montant record durant l'exercice 18 — grâce au talent et au dévouement de son personnel. Elle a porté ses financements à des entreprises privées de 19,3 milliards

de dollars pour l'exercice 17 à 23,3 milliards de dollars — montant record — durant l'exercice 18.

Cet accroissement reflète une mobilisation de ressources inégalée — qui a atteint 11,7 milliards de dollars durant l'exercice 18 contre 7,5 milliards de dollars pour l'exercice 17.

Près de 30 % de nos engagements avaient pour objet de soutenir le développement dans les pays les plus pauvres, c'est-à-dire les pays admissibles à bénéficier de financements de l'IDA. Nos investissements dans l'action climatique ont constitué 36 % des financements pour l'exercice, soit une proportion sans précédent. Nous avons de surcroît mis davantage l'accent sur l'égalité entre les hommes et les femmes en facilitant l'accès de ces dernières aux services financiers, en aidant les entrepreneurs à développer leur entreprise et en encourageant la parité hommes-femmes dans le monde de l'entreprise. Nous avons également continué de fournir des services-conseil aux clients de pays en développement — en particulier dans les pays IDA et dans les régions fragiles et touchées par un conflit. Environ 57 % du programme de service-conseil d'IFC a bénéficié à des clients de pays IDA et 19 % à des clients de régions fragiles et touchées par un conflit ; 27 % du programme a, par ailleurs, porté sur les questions climatiques. Près de 45 % des nouveaux projets de service-conseil ont été conçus dans le but d'avoir un impact sur la parité hommes-femmes, contre un tiers durant l'exercice précédent.

Nous avons également eu l'honneur de recevoir plus de 40 prix cette année — ce qui témoigne de la confiance accordée par le monde extérieur à notre capacité de produire des solutions et de réaliser des projets novateurs.

Durant l'exercice écoulé, nous avons posé les fondations nécessaires à la poursuite de la nouvelle stratégie d'IFC — grâce à l'augmentation de notre capital, au renouvellement du soutien de nos actionnaires, à une nouvelle structure et à de nouveaux outils et de nouveaux moyens de produire des résultats. Ces travaux de base permettront à IFC de participer activement au programme conçu pour porter le volume des financements du développement du niveau des milliards de dollars à celui des milliers de milliards de dollars et à transformer le financement du développement.



Philippe Le Houérou
Directeur général d'IFC

L'ÉQUIPE DE DIRECTION D'IFC

Philippe Le Houérou
Directeur général d'IFC



L'équipe de direction d'IFC veille à ce que l'institution utilise ses ressources efficacement en cherchant à optimiser son impact sur le développement et à répondre aux besoins de ses clients. Elle met à profit des années d'expérience dans le domaine du développement, une large gamme de connaissances et des perspectives culturelles diverses. Elle définit les stratégies et politiques de manière à permettre à IFC de créer des opportunités là où elles font le plus défaut.



Stephanie von Friedeburg
Directrice des opérations



Georgina Baker
Vice-présidente, Amérique latine
et Caraïbes, Europe et Asie centrale



Elena Bourganskaia
Chef du personnel



Marcos Brujis
Directeur général, IFC Asset
Management Company



Karin Finkelston
Vice-présidente, Partenariats,
communications et diffusion



Mohamed Gouled
Vice-président, Gestion des
risques et viabilité financière



Jingdong Hua
Vice-président et trésorier



Hans Peter Lankes
Vice-président, Économie et
développement du secteur privé



Monish Mahurkar
Vice-président, Stratégies et
ressources institutionnelles



Sérgio Pimenta
Vice-président,
Moyen-Orient et Afrique



Nena Stoilkovic
Vice-présidente,
Asie et Pacifique



Ethiopis Tafara
Vice-président, Risques au plan
juridique et en matière de conformité,
Questions de viabilité, et
Conseiller juridique

OPTIMI *le* RÔLE DU SECTEUR PRIV

Les temps ont changé.

Les solutions émanant du secteur privé ont désormais la priorité dans la réflexion sur le développement — afin de relever des défis plus nombreux, plus difficiles et dans plus de pays qu'auparavant.

Il faut, pour cela, mobiliser des investissements privés d'une bien plus grande ampleur que par le passé — et les affecter là où ils sont le plus nécessaires.

IFC est le chef de file mondial en ce domaine, et mobilise ses nombreux partenariats — en commençant par les institutions partenaires créées à Bretton Woods, c'est-à-dire la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Mener une action à plus grande échelle

IFC a aidé le gestionnaire d'actifs européen Amundi à lancer le plus grand fonds d'obligations vertes au monde axé sur les marchés émergents. Ce fonds devrait apporter 2 milliards de dollars à l'appui des besoins de financement ayant trait au climat.

SER

É





CHANG

de mode de

FONCTIONNE



Une volonté d'innovation

Suivant la démarche en cascade, IFC et d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale aident l'Égypte à attirer 2 milliards de dollars pour contribuer au financement du parc solaire de Benban.

ER MENT

Pour répondre aux ambitieux objectifs de développement d'aujourd'hui, IFC a configuré sa stratégie de création de marchés de manière à accorder un rôle bien plus important au secteur privé et s'emploie à l'appliquer de manière généralisée.

Cette stratégie repose sur le principe de la cascade — qui est le système de détermination des priorités constituant la base de l'approche définie par le Groupe de la Banque mondiale pour optimiser le financement à l'appui du développement. Cette démarche galvanise les innovations et les réformes nécessaires pour attirer de nouveaux investissements et accroître l'impact de chaque dollar mobilisé — en particulier dans les pays les plus pauvres et dans les régions fragiles et touchées par un conflit.

Les actionnaires ont approuvé cette nouvelle stratégie durant l'exercice en procédant à une augmentation du capital d'un montant record de 5,5 milliards de dollars.

Cette augmentation de capital est de loin la plus importante jamais obtenue par IFC durant ses 60 années d'existence, en tant que principale institution internationale de financement dont les activités sont axées sur le secteur privé. Cette mesure fera plus que tripler le montant cumulé du capital libéré reçu par la Société depuis sa création.

Le moment est venu pour IFC de justifier ce vote de confiance historique — en bâtissant sur ses solides fondations et en pratiquant de nouvelles méthodes de travail pour étendre la portée du secteur privé et, ainsi, créer des emplois, réduire la pauvreté et relever les niveaux de vie dans les régions les plus difficiles du monde en développement.

RENFORC

notre ASSISE FI



Pénétrer les marchés difficiles

La production afghane de raisins secs devrait doubler — et ce faisant bénéficier à 3 000 petits exploitants — grâce à l'appui accordé par IFC à l'installation ultramoderne construite par Rikweda Fruit Processing Company.

ER NANCIÈRE



TROU

de nouveaux

RISQUES E

IFC a recours à une large gamme d'outils et de plateformes de réduction des risques pour préparer le terrain à de nouveaux investissements et accroître leur impact. Ces instruments accroissent l'intérêt porté par les investisseurs à la poursuite d'opérations sur des marchés plus risqués, en éliminant les obstacles fondamentaux aux flux de capitaux.

Ces nouveaux instruments comprennent des mécanismes de financement hybrides et des plateformes de mobilisation. Ils aident IFC à attirer de nouveaux investissements et compétences spécialisées dans les régions qui en ont le plus besoin et à combler ainsi des lacunes fondamentales dans le paysage du développement.

VER

moyens d'équilibrer

T RENDEMENTS

Nouveaux outils

Grâce au Guichet IFC-MIGA de promotion du secteur privé créé dans le cadre d'IDA-18, IFC débloque un montant de 500 millions de dollars pour le financement de logements en Afrique de l'Ouest où rares sont ceux qui peuvent acheter un logement.

REDÉFINI IFC

Il faut adopter une démarche résolue pour atteindre des objectifs ambitieux.

IFC commence par formuler de nouvelles stratégies pour les pays, qui recensent les carences et définissent les moyens dont elle peut aider le secteur privé à les combler. Cette manière de procéder l'aide à déterminer où placer ses agents, pour collaborer avec ses nombreux clients et partenaires. Elle utilise par ailleurs son nouveau système de mesure des résultats en amont en notant ses projets sur la base de leur capacité non seulement à avoir un impact, mais aussi à créer des marchés.

IFC, qui s'emploie à rééquilibrer son portefeuille de manière à obtenir plus de résultats dans les pays les plus pauvres, devra impérativement poursuivre cette démarche intégrée pour accroître l'impact de chaque dollar qu'elle investit tout en soutenant la réalisation des objectifs commerciaux de ses clients et en améliorant les conditions de vie des populations.

IFC peut le faire. Elle doit le faire. Elle le fait.

NIR

VISÉES POUR 2030

- IFC investit 25 milliards de dollars par an pour son propre compte et mobilise 23 milliards de dollars auprès d'autres sources
- IFC investit 40 % dans les pays IDA et dans les régions fragiles et touchées par un conflit — dont 15 à 20 % dans les pays IDA à faible revenu, fragiles et touchés par un conflit
- IFC consacre 35 % des investissements qu'elle effectue pour son propre compte à des actions climatiques
- IFC engage 2,6 milliards de dollars par an au profit d'institutions financières qui orientent leurs activités sur les femmes
- IFC quadruple le montant des financements annuels affectés aux femmes et aux PME dirigées par une femme
- La moitié des administrateurs nommés par IFC aux conseils de sociétés auxquelles elle siège sont des femmes

PRIX MONDIAUX DÉCERNÉS EN 2018

Plus de 40 prix ont été décernés cette année à IFC et à ses clients en témoignage des résultats obtenus dans une large gamme de domaines.



COLUMBIA UNIVERSITY

School of International and Public Affairs

GLOBAL LEADERSHIP AWARD, décerné au titre de contributions novatrices et extraordinaires au bien public mondial



PROJECT FINANCE INTERNATIONAL

GLOBAL MULTILATERAL DEAL OF THE YEAR, décerné au titre des travaux menés conjointement avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à l'appui du programme égyptien d'énergie solaire



IJGLOBAL

DEVELOPMENT FINANCE INSTITUTION OF THE YEAR, décerné à l'institution de financement du développement de l'année au Moyen-Orient et en Afrique du Nord



LATINFINANCE

MULTILATERAL DEVELOPMENT BANK OF THE YEAR, décerné à IFC pour sa démarche innovante et son appui résolu à l'Amérique latine

18

PRIX DE L'EXERCICE

PRIX MONDIAUX

Financial Times :

FT Global GC 25, décerné au Vice-président et conseiller juridique, Ethiopis Tafara

Innovative Lawyers

Award, décerné pour l'innovation dans le domaine juridique : nouveaux marchés et capitaux

Fortune :

Top 50 Change the World List, décerné au client d'IFC, bKash (Bangladesh)

International Financial Law

Review Asia Awards :

Project Finance Deal of the Year, décerné au producteur indépendant d'électricité Myingyan (Myanmar)

Prix décerné à des partenariats :

Best Utilities Project Gold Medal et Projects Grand Prix, décernés au titre du PPP pour l'approvisionnement en eau de Kigali (Rwanda)

TXF : **Soft Commodities**

Finance Deal of the Year, décerné au titre du financement accordé par IFC au Mercon Coffee Group

Stevie Awards :

Best Annual Report, décerné au titre du meilleur rapport annuel dans les secteurs des opérations bancaires, des services financiers, des assurances et de l'immobilier

ARC Awards :

Gold Award for Best Annual Report, décerné au titre du meilleur rapport annuel d'institutions financières et de développement internationales

Graphic Design USA :

American Graphic Design Award, décerné au titre du rapport annuel d'IFC

League of American

Communications Professionals : **Vision Award**, décerné au titre du rapport annuel d'IFC



CONVENTION CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS

PRIX DES NATIONS UNIES POUR DES SOLUTIONS AU PROBLÈME DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES,

décerné au titre de la mobilisation de capitaux du secteur privé à l'appui de la conception et de la construction de la première grande centrale solaire à concentration du monde, KaXu Solar One, en Afrique du Sud



GLOBAL WATER AWARDS

WATER DEAL OF THE YEAR, décerné pour avoir apporté la contribution la plus importante à la promotion de la participation du secteur privé au secteur international de l'eau dans le cadre du projet d'approvisionnement en eau de Kigali au Rwanda

PRIX MONDIAUX

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

Project Finance International :

Prix de la meilleure transaction de l'année dans la région Asie-Pacifique, décerné au titre du projet d'électricité indépendant de Myingyan (Myanmar)

AsiaMoney China

Green Finance Awards :

Prix de la meilleure institution financière internationale verte

Singapore VC & PE Association :

Prix de la meilleure opération de l'année décerné par VC au client d'IFC Jungle Ventures

EUROPE

EMEA Finance :

Prix de la meilleure restructuration effectuée en Europe centrale et de l'Est, décerné à AES Kavarna (Bulgarie)

IJGlobal :

Prix de la meilleure transaction de l'année pour les aéroports européens, décerné aux 14 aéroports régionaux de la Grèce

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

LatinFinance :

Prix du meilleur prêt, de la meilleure entité parrainante et du meilleur financement d'infrastructure au Mexique, décerné à Red Compartida au titre du PPP pour les télécommunications sans fil (Mexique)

Prix au titre de PPP et

conférences : **Prix du PPP le plus innovateur de l'année**, décerné au PPP pour le réseau routier de São Paulo (Brésil)

IJGlobal :

Prix de la transaction solaire de l'année en Amérique latine, décerné au titre de Solem 1 et de Solem 2 (Mexique)

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

IJGlobal :

Prix du programme d'infrastructure, décerné au programme d'énergie solaire égyptien

ASIE DU SUD

Prix pour l'agriculture dans le monde :

CSR Leadership Award, décerné au client d'IFC DCM Shriram Ltd. (Inde) au titre de l'exercice de sa responsabilité sociale

Greentech Foundation :

Gold Award in Chemical Sector, décerné à DCM Shriram Ltd. (Inde) au titre de sa gestion exceptionnelle des risques dans le secteur chimique

Bureau of Energy Efficiency Ministry of Power, Government of India : **Best Performer in Energy Saving**, prix décerné à DCM Shriram Ltd. (Inde) au titre des résultats exceptionnels obtenus dans le domaine des économies d'énergie

IJGlobal :

Power Deal of the Year, décerné à Sirajganj 4 Dual Fuel (Bangladesh) au titre de la meilleure opération de l'année dans le secteur de l'électricité, **Hydro Deal of the Year**, décerné à Karot Hydropower (Pakistan) au titre de la meilleure opération de l'année dans le secteur hydroélectrique, **Water Deal of the Year**, décerné à Clean Ganga Varanasi Wastewater (Inde) au titre de la meilleure opération de l'année dans le secteur hydrique, **Midstream Oil & Gas Deal of the Year**, décerné à Moheshkhali Floating LNG Import Terminal (Bangladesh) au titre de la meilleure opération intermédiaire de l'année dans le secteur du pétrole et du gaz et **Wind Deal of the Year**, décerné à la ferme éolienne de 150 MW de Sapphire (Pakistan) au titre de l'opération éolienne de l'année

Partnerships Bulletin :

Prix spécial, décerné au PPP pour la dialyse au Bangladesh

The Asset Triple A Asia

Infrastructure Awards : PPP Deal of the Year, décerné à Sembcorp North-West Power Company (Bangladesh) au titre du PPP de l'année et **Renewable Energy Deal of the Year**, décerné à Azure Power Energy (Inde) au titre de la transaction de l'année dans le domaine des énergies renouvelables

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Prix pour les technologies de l'information et des télécommunications en Afrique : **CSR Initiative Award of the Year**, décerné à IHS Towers au titre de l'exercice de sa responsabilité citoyenne

GlobalCapital Bond Awards :

Prix décerné à l'émetteur d'obligations à moyen terme le plus innovant d'Afrique subsaharienne

IJGlobal :

African Renewables Deal of the Year, décerné à Bangweulu Solar PV (Zambie) au titre de l'opération la plus innovante concernant les énergies renouvelables en Afrique, **African Water Deal of the Year**, décerné à Kigali Bulk Water Supply PPP (Rwanda) au titre de l'opération de l'année dans le secteur de l'eau en Afrique et **African Upstream Oil & Gas Deal of the Year**, décerné à Vitol Sankofa (Ghana) au titre de l'opération de l'année pour les services intermédiaires relatifs au pétrole et au gaz en Afrique

REDÉFINIR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

PAGE

24

MOBILISER DES
SOLUTIONS
ÉMANANT DU
SECTEUR PRIVÉ

PAGE

32

CRÉER DES
MARCHÉS

L'endettement atteint des proportions historiques à l'échelle mondiale. Dans les pays les plus riches, il n'a jamais été aussi élevé depuis la Deuxième Guerre mondiale. Dans les pays en développement, il atteint des niveaux qui n'ont pas été observés depuis la crise de l'endettement des années 80. Cela constitue un défi considérable pour les efforts déployés à l'échelle mondiale dans le but de mettre fin à l'extrême pauvreté à l'horizon 2030 et à promouvoir une prospérité partagée. Il importe, pour le relever, d'adopter un nouvel état d'esprit.

PAGE

44

**PROMOUVOIR
LA VIABILITÉ**

PAGE

52

**METTRE FIN À
LA PAUVRETÉ**

MOBILISER DES **SOLUTIONS** **ÉMANANT DU** **SECTEUR PRIVÉ**



PAGE

26

**INSTRUMENTS DE
RÉDUCTION DES RISQUES :**
Pour éliminer un
obstacle au progrès
dans les marchés
difficiles



PAGE

28

MOBILISATION :
Pour utiliser les
capitaux privés
au service du
développement



IFC S'EMPLOIE À OPTIMISER LE
FINANCEMENT À L'APPUI DU
DÉVELOPPEMENT.

 **PAGE**

30

MARCHÉS FINANCIERS LOCAUX :
Pour assurer l'expansion
et la stabilité du
secteur privé



Photo : Dans les pays moins avancés, IFC aide à réduire les risques des investissements pour attirer des capitaux privés qui profiteront aux pauvres.

INSTRUMENTS DE RÉDUCTION DES RISQUES

POUR ÉLIMINER UN OBSTACLE AU PROGRÈS DANS LES MARCHÉS DIFFICILES

Chaque année, plus de 1 500 milliards de dollars traversent les frontières internationales — sous forme d'investissements directs étrangers qui aident les entreprises et les économies à innover et à prospérer. Ces investissements sont destinés, pour l'essentiel, à seulement 10 pays. À peine 1 % d'entre eux parviennent dans les régions où les besoins de financement sont les plus grands, celles qui sont touchées par des conflits et l'instabilité.

La situation tient essentiellement au risque, ou à la perception qu'en ont les investisseurs. Pour décider de l'usage qu'ils vont faire de leurs fonds, ces derniers procèdent à des évaluations complexes de toute une gamme de risques et d'incertitudes, entre autres dans les domaines financier, réglementaire, juridique et politique, qui sont généralement plus importants dans les pays les plus petits, les plus pauvres et les plus fragiles. Il est possible, en les atténuant — ou en permettant aux investisseurs de les répartir plus largement — de dégager d'importants volumes de capitaux privés.

IFC et le Groupe de la Banque mondiale ont procédé à diverses innovations à cette fin. Durant l'exercice 18, IFC s'est associée à l'Association internationale de développement (Banque mondiale) pour établir le *Guichet IFC-MIGA de promotion du secteur privé dans le cadre d'IDA-18*, d'un montant de 2,5 milliards de dollars qui a pour objet d'accélérer les investissements du secteur privé dans les pays IDA, en particulier dans les régions fragiles et touchées par un conflit. Ce mécanisme permet à IFC et à d'autres investisseurs de ces pays de partager les risques liés aux investissements avec les institutions de développement.

IFC a utilisé pour la première fois le guichet dans le but de débloquer un montant de 500 millions de dollars au titre du financement du logement en Afrique de l'Ouest, où moins de 7 % des ménages ont les moyens d'acheter un logis. Grâce au guichet, IFC a acquis un montant de 9 millions de dollars d'obligations à long terme en monnaie nationale émises par la Caisse régionale de refinancement hypothécaire de l'UEMOA, qui est une société de refinancement hypothécaire de premier plan. L'investissement d'IFC permettra à cette dernière d'accroître de 500 millions de dollars son portefeuille de prêts hypothécaires et aussi de développer les marchés obligataires nationaux.

Sur les marchés les plus risqués, IFC collabore aussi avec toute une gamme de partenaires de développement (voir page 98) pour aider les investisseurs privés à transférer une partie de leurs risques. Elle le fait en partie au moyen de financements mixtes (voir page 79), qui comprennent des financements concessionnels de bailleurs de fonds, pour atténuer les risques d'investissements particuliers. Durant l'exercice 18, IFC a utilisé un montant de 218 millions de dollars provenant de bailleurs de fonds pour catalyser un volume d'investissement privé de 1,5 milliard de dollars.

IFC joue également un rôle de premier plan en facilitant la constitution de partenariats public-privé (PPP). Depuis 2004, les PPP qu'elle a structurés ont facilité la réalisation d'investissements privés d'au moins 27,5 milliards de dollars.

L'exercice 18 a marqué une étape décisive pour un projet de PPP mené par IFC au Brésil dans le but de moderniser les infrastructures dans l'État de São Paulo. Des concessions ont été mises aux enchères pour trois des quatre routes d'un projet de tronçons routiers de 1 500 km ; les redevances versées à l'État au titre de ces dernières atteignent des montants record et forment la base du nouvel investissement d'environ 4 milliards de dollars nécessaire pour achever le projet. Les travaux novateurs réalisés par IFC ont incité les autorités nationales à demander à la Société de structurer des PPP similaires au niveau national.

USD 500 MILLIONS

ONT ÉTÉ DÉBLOQUÉS À L'APPUI
DU FINANCEMENT DU LOGEMENT
EN AFRIQUE DE L'OUEST

MOBILISATION

POUR UTILISER LES CAPITAUX PRIVÉS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

À l'échelle mondiale, des investissements d'au moins 100 000 milliards de dollars peuvent être financés par des investisseurs institutionnels — notamment des sociétés d'assurances, des fonds souverains et des caisses de pension.

Cela est plus que suffisant pour financer les 4 500 milliards de dollars dont auront besoin chaque année les pays en développement pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030. Il importe toutefois d'adopter un nouvel état d'esprit pour pouvoir tirer parti de l'important volume de capitaux privés disponibles dans le monde. Il est possible de mobiliser des investisseurs privés pour répondre aux besoins de développement les plus pressants, à condition que les risques et les rendements des investissements soient dûment équilibrés.

IFC est un chef de file mondial des efforts de mobilisation des capitaux privés. Elle a recours à cette fin à deux importants mécanismes. Le premier est le programme des prêts syndiqués qui, depuis 1959, a mobilisé 69 milliards de dollars auprès de plus de 500 partenaires de financement au titre d'un millier de projets réalisés dans 115 pays. Le second, IFC Asset Management Company, a levé 10,1 milliards de dollars d'actifs auprès d'investisseurs institutionnels, dont 2,3 milliards de dollars auprès d'IFC.

Le *Programme de portefeuille de prêts conjoints* (MCPJ) est la principale plateforme de prêts syndiqués d'IFC. Cette dernière a créé ce programme en 2013, lorsque la Banque populaire de Chine a engagé un montant de 3 milliards de dollars pour financer des investissements dans certains de ses projets. Depuis lors, le programme, auquel se sont associés divers investisseurs institutionnels mondiaux, a plus que doublé de volume. En 2017, l'Autorité monétaire de Hong Kong a engagé un montant de 1 milliard de dollars au titre du Programme, qui contribuera au financement de projets dans plus de 100 pays.

IFC continue d'innover, notamment en effectuant des transactions de mobilisation de créances. Ces transactions lui permettent de procurer des financements plus importants à ses clients en exploitant la capacité de couverture des risques des sociétés d'assurances. Elle a ainsi récemment lancé une initiative axée sur les institutions financières, *MCPJ Financial Institutions*, et une initiative de participation à des risques non adossée à des réserves, *MCPJ Unfunded Risk Participation*, qui permettront chacune de mobiliser 500 millions de dollars de fonds d'assurance sans constitution de réserves auprès de Munich Re, de Liberty Specialty Markets et de Swiss Re Corporate Solutions.

La mobilisation de créances a aidé IFC à fournir un financement de 185 millions de dollars à Vietnam International Commercial Joint Stock Bank pour lui permettre d'accroître le volume des prêts hypothécaires et des prêts aux petites et moyennes entreprises qu'elle accorde à des conditions abordables. Deux assureurs mondiaux, Liberty Mutual et Munich Re, ont émis une assurance-crédit au titre du projet. Les transactions de mobilisation de créances ont permis de financer des investissements effectués par IFC pour compte propre portant au total sur 325 millions de dollars durant l'exercice 18.

En 2018, IFC Emerging Asia Fund, qui est géré par IFC Asset Management Company, a été clôturé après avoir mobilisé 693 millions de dollars pour financer des investissements de capitaux dans 26 pays d'Asie. Au Mozambique, IFC a contribué à mobiliser près de 2,7 milliards de dollars auprès de différents prêteurs au titre du projet de couloir ferroviaire de Nacala. La ligne de chemin de fer de 912 km qui vient d'être construite reliera deux pays enclavés, la Zambie et le Malawi, au port le plus profond d'Afrique australe. Elle devrait donner lieu à la création de nombreux emplois dans la région, qui pourraient atteindre le million à l'horizon 2040.



**USD 69
MILLIARDS
MOBILISÉS DANS LE
CADRE DE PRÊTS
SYNDIQUÉS DEPUIS 1959**



Photo : Grâce à un financement d'IFC, Vietnam International Commercial Joint Stock Bank peut accroître son portefeuille de prêts aux PME assortis de conditions abordables.



MARCHÉS FINANCIERS LOCAUX POUR ASSURER L'EXPANSION ET LA STABILITÉ DU SECTEUR PRIVÉ

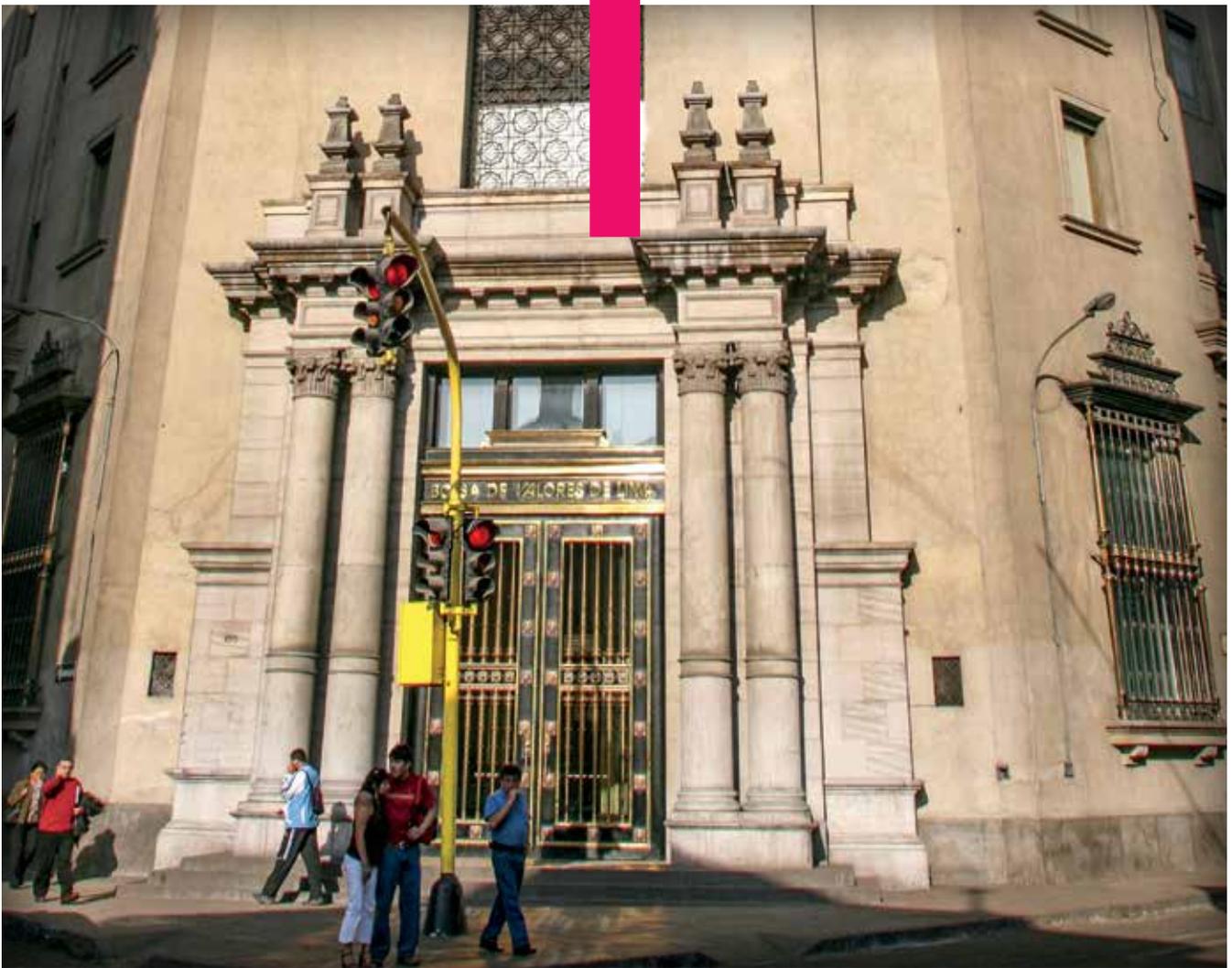
Photo (ci-dessus) : En Ouzbékistan, l'émission par IFC d'obligations libellées en sum (la monnaie nationale) a permis de lever 10 millions de dollars pour accroître les prêts aux micro-, petites et moyennes entreprises.

L'existence de marchés financiers dotés de circuits étendus et efficaces est essentielle à une prospérité durable.

Les marchés financiers entraînent la croissance en permettant aux entreprises de se développer et de créer des emplois. Ils aident les ménages à acheter un logement, à payer les frais universitaires et à économiser pour leur retraite. Ils aident les autorités publiques à obtenir des ressources pour financer des routes, des écoles et des hôpitaux. Ils protègent les économies locales de toute une gamme de risques financiers pouvant émaner de l'étranger.

Ces marchés continuent toutefois d'avoir une ampleur relativement limitée dans les pays en développement. Bien que ces derniers soient à l'origine d'un tiers du produit économique mondial, à peine 10 % de la capitalisation boursière dans le monde entier leur est imputable. Ils ont par ailleurs une part extrêmement faible du marché mondial des obligations de sociétés.

Photo (ci-dessous) : Le Pérou est l'un des nombreux pays qui pourraient profiter des activités de renforcement des marchés financiers locaux menées dans le cadre du Programme conjoint du Groupe de la Banque mondiale pour le développement des marchés financiers.



IFC joue un rôle crucial en renforçant les marchés financiers des pays en développement. Elle émet, à cette fin, des obligations en monnaie nationale, qui peuvent mettre les sociétés à l'abri des fluctuations de change. Elle encourage une large gamme d'investisseurs mondiaux à participer à l'achat de ces obligations. Elle aide les pays en développement à formuler des politiques et des réglementations pour appuyer les marchés financiers. Elle est fréquemment le premier émetteur international d'obligations dans ces pays.

Depuis 2013, les émissions d'obligations en monnaie nationale d'IFC ont plus que quadruplé, pour passer de 183 millions de dollars à près de 806 millions pour l'exercice 18. Durant cette période, la Société a accordé des financements d'un montant total de plus de 13 milliards de dollars en 74 monnaies nationales — dans le cadre de prêts, de swaps, de garanties, de mécanismes de partage des risques et de produits titrisés.

En Ukraine, IFC a effectué son premier prêt libellé en hryvnia, qui a procuré la contre-valeur de 15 millions de dollars à Auchan Retail, l'un des plus grands distributeurs de produits alimentaires au monde, pour financer ses investissements à long terme dans le pays. Le financement d'IFC contribuera à créer des emplois tout en permettant aux ménages à revenus faibles ou moyens

de se procurer des aliments et des produits de meilleure qualité à des prix abordables. En Ouzbékistan, l'émission par IFC d'obligations en sum a permis de lever 10 millions de dollars pour accroître les prêts aux micro-, petites et moyennes entreprises du pays.

IFC suit une démarche systématique et coordonnée pour développer les marchés financiers. Le Programme conjoint pour le développement des marchés financiers lancé en 2017 par IFC et la Banque mondiale fait appel aux connaissances spécialisées que possèdent collectivement les institutions du Groupe de la Banque mondiale pour accélérer l'établissement de ces marchés là où ils font le plus défaut, en commençant par le Bangladesh, le Kenya, le Maroc, le Pérou, le Viet Nam et les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. La première mission conjointe de diagnostic des marchés financiers a eu lieu au Bangladesh en décembre 2017.

Le programme d'obligations sociales d'IFC, lancé en mars 2017, continue de se développer. IFC a procédé à 18 émissions d'obligations sociales sur des marchés publics et privés en six monnaies et a ainsi levé 980 millions de dollars au titre de plus de 30 de ses projets qui profitent aux entreprises appartenant à une femme et à celles qui créent des opportunités pour les petits agriculteurs et les ménages ayant de faibles revenus.

CRÉER DES MARCHÉS

■ PAGE
34
INFRASTRUCTURE :
Accélérer un
développement
intelligent et
durable

■ PAGE
36
TECHNOLOGIE :
Produire des
solutions de
haute technicité

■ PAGE
38
ACCÈS AU FINANCEMENT :
Transformer
les idées des
entrepreneurs
en opportunités



IFC CIBLE LES SECTEURS QUI OFFRENT
LE PLUS DE POSSIBILITÉS DE CRÉER
DES EMPLOIS ET D'AMÉLIORER LES
CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS.

 PAGE

40

AGROINDUSTRIE :
Accroître la
productivité et
les revenus des
agriculteurs

 PAGE

42

CAPITAL HUMAIN :
Promouvoir l'accès
à de meilleurs
services d'éducation
et de santé



INFRASTRUCTURE

ACCÉLÉRER UN DÉVELOPPEMENT INTELLIGENT ET DURABLE

**USD 7,4
MILLIARDS**
INVESTIS DURANT L'EX. 18

79 MILLIONS
DE PERSONNES BÉNÉFICIENT
DE LA PRODUCTION
D'ÉLECTRICITÉ

Photo : Le parc solaire Rewa Ultra Mega Solar Park financé par IFC en Inde procurera à Delhi Metro Rail Corporation 80 % de l'énergie qu'elle consomme durant la journée.

Peu d'endroits sont aussi arides que le désert occidental égyptien. Une parcelle de 37 km² située à proximité de la ville d'Assouan bourdonne toutefois maintenant d'activité par suite de la construction de ce qui devrait devenir la plus grande installation solaire au monde.

D'ici 2019, le parc solaire de Benban produira plus de 1 600 mégawatts d'électricité, ce qui permettra d'alimenter des centaines de milliers de logements et d'entreprises. IFC a pris la direction des opérations de montage du financement de 653 millions de dollars au titre du parc, en appliquant la stratégie conçue par le Groupe de la Banque mondiale pour optimiser le financement à l'appui du développement dans le but de mobiliser l'appui d'autres membres du Groupe de la Banque et d'un consortium de neuf banques internationales.

L'existence d'une infrastructure moderne est essentielle à la croissance, à la création d'emplois et à la qualité de la vie. Son implantation nécessite des investissements de 3 300 milliards de dollars par an, soit bien plus que les 2 500 milliards de dollars actuellement investis. IFC s'emploie à combler cet écart en aidant à améliorer l'accès à l'énergie, aux transports et aux équipements municipaux.

Durant l'exercice 18, IFC a investi près de 7,4 milliards de dollars, dont une partie a été mobilisée auprès d'autres investisseurs, dans des projets d'infrastructure essentiels. Ses clients ont contribué à produire de l'électricité pour alimenter plus de 79 millions de personnes dans des pays où de tels progrès sont absolument nécessaires.

En Inde, le parc solaire Rewa Ultra Mega devrait entrer en service vers la fin de 2018 et fournir à la Delhi Metro Rail Corporation 80 % de l'énergie qu'elle consomme durant la journée. IFC a procédé à un montage financier portant au total sur 289 millions de dollars, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs, pour mettre en place cette installation de 750 mégawatts.

Au cours des 10 dernières années, IFC a accordé des financements portant au total sur plus de 12 milliards de dollars au titre de 350 projets d'infrastructures urbaines dans des marchés émergents. En Argentine, elle a monté un financement de 300 millions de dollars pour la construction de nouveaux tronçons routiers couvrant 17 km, de passages souterrains et de ponts afin de compléter le périphérique de la ville de Cordoba. Le projet contribuera à promouvoir la croissance économique et à créer des possibilités d'emploi.

En Turquie, IFC a accepté de financer une nouvelle ligne de tramway dans la ville d'Antalya. IFC fera bénéficier la ville d'un financement de 140 millions d'euros, qui permettra à cette dernière de prolonger la ligne de 18 km et de construire 29 nouvelles stations le long de son réseau urbain. La nouvelle ligne de tramway permettra de transporter 25 millions de passagers de plus par an. Au Kazakhstan, IFC a aidé à forger un partenariat public-privé qui fera date, dans le but de construire et d'exploiter le périphérique de la ville d'Almaty, qui raccourcira d'environ une heure le temps de trajet domicile-travail.

Au Viet Nam, IFC a consenti un prêt de 15,3 millions de dollars à DNP Water pour l'aider à élargir l'accès des ménages urbains et des habitants des petites villes du pays à l'eau potable.



Riz. Œufs. Tomates. Ces denrées figurent en tête de la liste des achats de nombreux Bangladais. Pour les résidents de villes surpeuplées comme Dhaka, il faut parfois plus de temps pour se rendre au magasin que pour faire les courses.

C'est ce qui explique le succès de la société de livraison alimentaire Chaldal lancée par Waseem Alim en 2013. Chaldal fait partie d'une nouvelle vague de jeunes pousses exploitant les technologies au Bangladesh et reçoit des capitaux-risque de différents investisseurs, notamment IFC.

Maintenant qu'une culture d'investissement dans les jeunes pousses prend racine au Bangladesh et dans d'autres pays émergents, IFC est déterminée à assurer la participation dynamique de ces entreprises aux activités menées sur le cybermarché mondial. Grâce aux technologies modernes de l'information et des communications, qui créent des opportunités et accroissent l'efficacité des marchés, il est plus facile aux populations pauvres d'avoir accès à des services et à des ressources.

IFC élargit l'accès à ces technologies en orientant les investissements vers des sociétés privées qui construisent des infrastructures de communication modernes et vers les entreprises de technologies de l'information. Durant l'exercice 18, elle a investi 376 millions de dollars, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs, dans des initiatives axées sur les technologies et a porté son portefeuille dans le secteur à plus de 2,4 milliards de dollars.

Au Mexique, le réseau Red Compartida, plus important projet de télécommunications de l'histoire du pays, est devenu opérationnel en 2018, bien avant la date prévue. D'ici 2024, la plateforme 4G LTE de transmission de la voix et de données, qui bénéficie du soutien d'IFC, devrait donner accès en ligne à des services bancaires et des services de santé, de communication et d'éducation à plus de 92 % de la population mexicaine.

La technologie transforme aussi l'Afrique. En 2018, IFC a aidé Partech Ventures à lancer un fonds de 100 millions d'euros, qui devrait devenir le plus important fonds de capital-risque dont les activités visent les jeunes pousses axées sur les technologies numériques en Afrique subsaharienne. La prise d'une participation de 15 millions d'euros par IFC est la première opération de ce type réalisée dans un fonds de capital-risque établi dans la région. IFC a également investi 6 millions de dollars dans Africa's Talking, société de technologie mobile créant des logiciels d'infrastructures numériques qui revêtent une importance cruciale pour les entrepreneurs du continent.

De vastes transformations se produisent également en Chine. Les camionneurs et les affréteurs améliorent leurs opérations logistiques dans tout le pays en se connectant par l'intermédiaire de Full Truck Alliance, un marché en ligne surnommé « Uber des camions ». Cette plateforme met en contact les conducteurs routiers longue distance et les expéditeurs sur l'ensemble du territoire, de sorte que les conducteurs n'ont plus à verser jusqu'à la moitié de leurs gains à des intermédiaires. IFC a investi 15 millions de dollars pour son propre compte. IFC Asset Management Company a mobilisé un montant supplémentaire de 32 millions de dollars par l'intermédiaire du Fonds catalyseur et du Fonds mondial des fonds pour les marchés émergents d'IFC.

TECHNOLOGIE

PRODUIRE DES SOLUTIONS DE HAUTE TECHNICITÉ



Photo (à gauche) : Les employés de Chaldal, société du Bangladesh bénéficiant de l'appui d'IFC, ont recours à la technologie pour livrer plus de 1 500 commandes d'épicerie par jour.

Photo (à droite) : Un fonds d'IFC a aidé Santiago Zavala à monter 500 Luchadores, société installée à Mexico qui finance et conseille les jeunes pousses utilisant les technologies.



ACCÈS AU FINANCEMENT

TRANSFORMER LES IDÉES DES ENTREPRENEURS EN OPPORTUNITÉS



**USD 365
MILLIARDS**
DE PRÊTS AUX PME
ÉMANANT DE
CLIENTS D'IFC

Zeina Khoury Daoud avait 22 ans lorsqu'elle a commencé à vendre de l'huile d'olive artisanale au Liban. Désireuse de faire ses preuves en tant qu'entrepreneure, elle a ultérieurement lancé un service de livraison et ouvert des magasins d'alimentation biologique en franchise.

Elle s'est heurtée, pour chaque opération, au plus gros problème auquel sont confrontées les petites et moyennes entreprises, à savoir l'accès à des financements. BLC Bank, client d'IFC connu pour l'appui qu'il fournit aux PME libanaises, a toutefois soutenu les projets de Khoury Daoud en lui fournissant des prêts et des conseils à toutes les étapes. Les activités de cette dernière sont florissantes et elle continue d'embaucher.

L'accès au financement permet aux entrepreneurs du monde entier de transformer leurs idées en opportunités ; il est donc essentiel à la croissance économique. Dans les pays en développement, toutefois, 2,5 milliards d'adultes n'ont pas de compte en banque et 200 millions d'entreprises ne peuvent pas obtenir les crédits dont elles auraient tant besoin.

IFC passe par des institutions financières pour donner accès à des financements à un bien plus grand nombre de PME qu'elle serait elle-même en mesure d'atteindre. Durant l'exercice 18, ses clients ont accordé à des PME des prêts portant au total sur un montant proche de 365 milliards de dollars. IFC a de surcroît, depuis 2005, investi plus de 18 milliards de dollars et a collaboré avec plus de 550 entreprises inclusives dans plus de 90 pays. Ces entreprises fournissent des services aux groupes de populations à faible revenu et insuffisamment desservis.

IFC et la banque thaïlandaise TMB Bank ont joint leurs efforts en 2017 pour fournir des financements d'un montant de 9,1 millions de dollars à ACLEDA Bank Lao, en RDP lao. Ces ressources aideront la banque à accroître l'accès au financement des PME du pays, en particulier celles qui appartiennent à une femme.

Pour atteindre un nombre d'habitants de pays émergents encore plus élevé, IFC procède avec Crédit Agricole CIB à une transaction novatrice qui permettra à la banque de renforcer ses activités de financement du commerce et de prêter un montant supplémentaire de 510 millions de dollars à l'appui de services essentiels, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Dans le cadre d'une opération synthétique de transfert de risque, IFC assure une protection à hauteur de 85 millions de dollars au portefeuille d'actifs de Crédit Agricole CIB, qui se chiffre à 2 milliards de dollars et se compose principalement de prêts à des sociétés et de financements d'activités commerciales dans des pays émergents, pour lui permettre d'accroître ses financements.

L'investissement de 200 millions de dollars réalisé sous forme d'obligations offshore en monnaie nationale dans Housing Development Finance Corporation, en Inde, contribue à élargir les possibilités de se loger à un prix abordable. HDFC affectera 600 millions de dollars provenant de ses propres ressources à la constitution d'un fonds qui financera la construction de 80 000 logements d'ici 2022 et aidera à réaliser l'ambitieux plan national conçu pour assurer un logement à tous.

En Turquie, où les femmes entrepreneures souffrent d'un déficit de crédit de 5 milliards de dollars, IFC a investi 75 millions de dollars dans la première obligation du secteur privé émise pour promouvoir l'égalité des sexes sur les marchés émergents. Cette obligation, émise par Garanti Bank, devrait tripler le nombre de prêts accordés aux clientes de la banque au cours des cinq prochaines années.

Photo : L'agricultrice libanaise Zeina Daoud, qui cultive des denrées biologiques, a lancé avec succès une entreprise de vente de produits alimentaires biologiques en franchise ainsi qu'un service de livraison avec l'appui d'un financement d'un client d'IFC.

AGROINDUSTRIE

ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ ET LES REVENUS DES AGRICULTEURS

Depuis des générations, la famille de Kakuy Ouanko tire sa subsistance de la vente de coton et de céréales. L'ampleur de la récolte détermine la mesure dans laquelle la famille peut s'alimenter durant l'année et a les moyens d'envoyer les enfants à l'école.

Sans accès aux intrants ou aux technologies nécessaires, Kakuy n'a guère de moyens de réduire sa vulnérabilité aux intempéries.

Un projet mis en œuvre par la Société burkinabè des fibres textiles (SOFITEX), avec l'appui d'IFC et de la Banque mondiale, vise toutefois à remédier à ce problème dans l'ouest du Burkina Faso où vit Kakuy. Le projet procure aux agriculteurs des financements et une formation couvrant la gestion des sols et de l'eau, la collecte des eaux de pluie et l'irrigation dans le but de stabiliser et d'accroître les rendements du coton et, par conséquent, d'accroître les revenus. Le projet a pour objectif d'atteindre 1 000 agriculteurs, dont Kakuy, en quatre ans.

Accroître la productivité et la résilience des petits agriculteurs est un aspect important des efforts déployés pour mettre fin à la pauvreté dans le monde. Environ trois quarts des populations pauvres se trouvent en zone rurale, où elles exploitent de minuscules parcelles qui produisent à peine assez pour répondre aux besoins fondamentaux des ménages.

IFC soutient des programmes qui relient les petits agriculteurs aux chaînes d'approvisionnement modernes, ce

qui leur permet d'adopter des pratiques agricoles ayant pour effet d'accroître leur productivité et leur rentabilité. Il s'agit là d'un aspect de l'approche intégrée poursuivie dans le secteur de l'agroindustrie. Durant l'exercice 18, le montant global des investissements d'IFC dans l'agroindustrie et la foresterie a atteint près de 1,6 milliard de dollars, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs. Les clients de la Société ont offert des opportunités à environ 3,7 millions d'agriculteurs.

IFC s'emploie avec l'intégralité de la chaîne d'approvisionnement à mettre en place des systèmes de production alimentaire durables. Elle propose des mécanismes de financement des fonds de roulement pour aider ses clients à financer les stocks et les achats de semences et de produits chimiques agricoles. Elle investit dans les infrastructures, notamment les ports et les entrepôts, pour faciliter le commerce et réduire les coûts.

En Inde, IFC a collaboré avec l'État d'Odisha à la constitution d'un partenariat public-privé dans le but d'établir, de financer et d'entretenir des entrepôts de riz. Les réserves assureront la sécurité alimentaire des populations pauvres vivant dans des zones isolées de l'État, qui est souvent frappé par des cyclones et d'autres catastrophes naturelles. Le projet, maintenant reproduit dans d'autres sites de l'État d'Odisha, pourrait profiter à plus de 300 000 personnes.

IFC aide aussi les agroentreprises des pays en développement à améliorer leur compétitivité. En Argentine, elle s'est associée à Rabobank pour monter un financement de 410 millions de dollars afin d'aider Renova à construire un nouveau terminal céréalier et accroître sa capacité de traitement de soja.

Photo : Ousmane Sie aide son entreprise, SOFITEX, qui est une cliente d'IFC, à changer la vie des producteurs de coton en les faisant bénéficier de financements et de meilleures formations.

LES CLIENTS D'IFC ONT OFFERT DES OPPORTUNITÉS À ENVIRON

**3,7
MILLIONS
D'AGRICULTEURS**



CAPITAL HUMAIN

PROMOUVOIR L'ACCÈS À DE MEILLEURS SERVICES D'ÉDUCATION ET DE SANTÉ

Byju Raveendran est l'une des rares personnes à avoir obtenu la note maximale au Common Admission Test, redoutable examen d'admission au cycle d'études universitaires supérieures en Inde.

Après avoir passé plusieurs années à apprendre aux autres comment réussir cet examen, Byju Raveendran a décidé de résoudre le problème fondamental qui consiste à déterminer comment offrir aux étudiants indiens un enseignement en mathématiques de classe internationale pour les préparer aux emplois du XXI^e siècle. À présent, 900 000 utilisateurs, répartis sur tout le territoire indien, payent pour s'abonner à Byju, l'application interactive créée par Raveendran. Grâce à des financements d'IFC et d'autres investisseurs, cette application devrait contribuer à réduire l'écart entre les niveaux d'instruction en Inde.

L'Inde n'est certainement pas le seul pays dont les citoyens souhaitent bénéficier de services de haute qualité pouvant aider leur famille à prospérer. À l'échelle mondiale, IFC finance des entreprises de services de santé et d'éducation qui favorisent l'épanouissement des membres de la société. Durant l'exercice 18, IFC a accordé à ce type d'entreprise des financements à hauteur de 769 millions de dollars, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs. Ses clients ont aidé à fournir des services d'éducation à 5,7 millions d'élèves et des soins de santé à 41,2 millions de patients.

Les efforts déployés par IFC dans le domaine de l'éducation profitent à la Jordanie, où son investissement de 8,8 millions de dollars dans Luminus aide les élèves

à acquérir les compétences nécessaires à l'économie, ainsi qu'à l'Afrique où Andela, l'un de ses clients, contribue à former des étudiants et à leur trouver des emplois dans le secteur technologique. La fourniture d'une instruction adaptée aux besoins du marché fait l'objet des activités poursuivies par IFC en Chine, où elle a monté un prêt syndiqué en monnaie nationale d'environ 200 millions de dollars pour l'unité de microcrédit de la société de technologie Baidu. Cette unité finance les frais de scolarité des femmes inscrites dans des programmes de formation professionnelle ou d'institutions d'enseignement commercial.

Pour assurer la meilleure correspondance possible entre l'éducation d'une personne et ses perspectives de carrière, IFC a mis en place un outil d'évaluation de l'employabilité qui permet aux institutions d'évaluer l'efficacité des services de placement professionnel. Cet outil fournit des informations qui ne se limitent pas aux seuls indicateurs de réussite aux examens et de taux de placement pour déterminer la qualité et la pertinence de l'apprentissage, et aident les éducateurs à adapter leurs programmes de manière à mieux répondre aux besoins des employeurs.

IFC déploie tout autant d'efforts pour améliorer l'accès à des soins de santé de qualité. En République kirghize, un partenariat public-privé a entrepris de construire six centres de dialyse qui permettront d'offrir des services à plus de 70 % de la population. Cette initiative offre la possibilité de procéder à des dialyses à domicile. Ce service, qui n'avait jamais été proposé jusque-là, allège la charge des hôpitaux et réduit le coût et le temps consacré à cette opération par les patients, ne serait-ce qu'en leur évitant un déplacement. Un PPP analogue constitué au Bangladesh a permis de multiplier par 8 la capacité des services de dialyse du pays. Ces efforts répondent à un important besoin dans un pays où moins de 10 % de la population souffrant de néphropathie en phase terminale ont accès à un traitement par dialyse.

Au Kenya, l'élargissement de l'accès à des pharmacies de qualité contribue à transformer les services de santé. L'investissement de 3 millions de dollars d'IFC dans Goodlife Pharmacy a permis à la chaîne d'ouvrir 70 pharmacies de plus. Goodlife est devenue la société de vente de produits pharmaceutiques au détail la plus importante d'Afrique de l'Est ; elle compte plus de 100 pharmacies agréées dotées de systèmes technologiques de pointe situées dans des centres commerciaux très fréquentés, dans des stations d'essence et dans des centres de santé.



Photo (à gauche) : Avec l'appui financier d'IFC, la société Goodlife Pharmacies aide les Kenyans à obtenir des médicaments de haute qualité par l'intermédiaire d'une centaine de points de vente répartie sur le territoire.

Photo (ci-dessous) : À Nairobi, Mbarak Mbigi forme des concepteurs de logiciels à Andela, qui est un client d'IFC.



PROMOUVOIR LA VIABILITÉ



PAGE

46

VIABILITÉ :

Des possibilités
à hauteur de
12 000 milliards
de dollars pour les
entreprises



PAGE

48

CLIMAT DES AFFAIRES :

Promouvoir une
trajectoire de
croissance plus verte



LA VIABILITÉ EST UN ASPECT
ESSENTIEL DE TOUTES LES ACTIVITÉS
D'IFC, PARCE QUE L'AVENIR DU
MONDE EN DÉPEND.

 PAGE

50

PARITÉ HOMMES-FEMMES :
Investir dans les
femmes pour
promouvoir la
prospérité

VIABILITÉ

DES POSSIBILITÉS À HAUTEUR DE 12 000 MILLIARDS DE DOLLARS POUR LES ENTREPRISES

L'entreprise est d'une envergure considérable : à l'échelle mondiale, des investissements pouvant aller jusqu'à 7 000 milliards de dollars par an seront nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030, dont 4 500 milliards de dollars dans les pays en développement. Mais ces coûts massifs offrent des opportunités tout aussi importantes.

Selon la *Business & Sustainable Development Commission*, les entreprises pourraient obtenir des débouchés représentant au moins 12 000 milliards de dollars par an en adoptant des pratiques durables et en contribuant d'autres manières à atteindre les objectifs de développement durable. Les enquêtes font ressortir de nombreuses raisons convaincantes d'améliorer les résultats dans le domaine de la viabilité : les clients et les employés le souhaitent, les organes de réglementation et les investisseurs l'exigent.

Les marchés émergents se sont, eux aussi, joints aux efforts menés pour promouvoir la viabilité. Le premier rapport sur les progrès d'ensemble, *Global Progress Report*, du Réseau de la banque durable qui bénéficie d'un soutien d'IFC indique que les marchés émergents sont devenus l'un des moteurs du développement et de la lutte contre le changement climatique : 34 pays émergents ont entrepris des réformes bancaires pour accroître le volume des financements durables.

Ces 34 pays comptent des actifs bancaires d'un montant de 42 600 milliards de dollars, soit plus de 85 % du montant total des actifs bancaires des pays émergents, et ils sont tous parvenus à promouvoir la finance durable. Les réformes entreprises obligent les banques à évaluer les risques environnementaux et sociaux de leurs opérations de financement et à en rendre compte, et offrent des incitations commerciales aux banques pour les encourager à financer des projets verts.

Depuis plus de 60 ans, IFC montre la voie pour aider les entreprises à améliorer leur viabilité. Ses Normes de performance (voir p. 102) sont devenues des références de pratiques durables à l'échelle mondiale. En utilisant ces normes comme guide, les clients d'IFC peuvent concevoir des opérations commerciales qui profitent tout autant aux populations locales et à l'environnement qu'à leurs résultats financiers.

Il y a 15 ans, les mesures de sauvegarde environnementale et sociale d'IFC ont inspiré les principes d'Équateur, qui ont marqué le début de l'application de normes environnementales et sociales rigoureuses par le secteur bancaire international dans le cadre des projets d'investissements. À ce jour, ces principes ont été adoptés par 94 institutions financières de 37 pays. D'autres grandes institutions de développement, notamment la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque asiatique de développement, suivent des pratiques fondées sur les normes d'IFC. La méthodologie de gouvernance institutionnelle d'IFC (voir p. 103) a de surcroît été adoptée par 35 institutions de financement du développement.

IFC continue de promouvoir la construction de bâtiments verts. En Indonésie, qui est l'un de principaux émetteurs de gaz à effet de serre, la Société a joint ses efforts à ceux de sociétés de construction et d'architectes locaux pour promouvoir l'application de méthodes vertes dans le cadre des nouveaux projets de construction de logements. Cette initiative contribuera à réduire de 1,2 million de tonnes les émissions annuelles de gaz à effet de serre, d'éviter 500 mégawatts-heure de consommation d'énergie et d'économiser près de 200 millions de dollars par an d'ici 2021.

IFC a lancé cette année les Outils de divulgation et de transparence dans le cadre d'un ambitieux effort visant à créer des principes environnementaux, sociaux et de gouvernance pour les marchés financiers. Les bourses mondiales, les organismes de réglementation, les investisseurs et les organismes de développement et de bailleurs de fonds considèrent que ces outils fournissent d'utiles directives aux pays en développement, qui peuvent les utiliser pour promouvoir la transparence sur leurs marchés financiers.





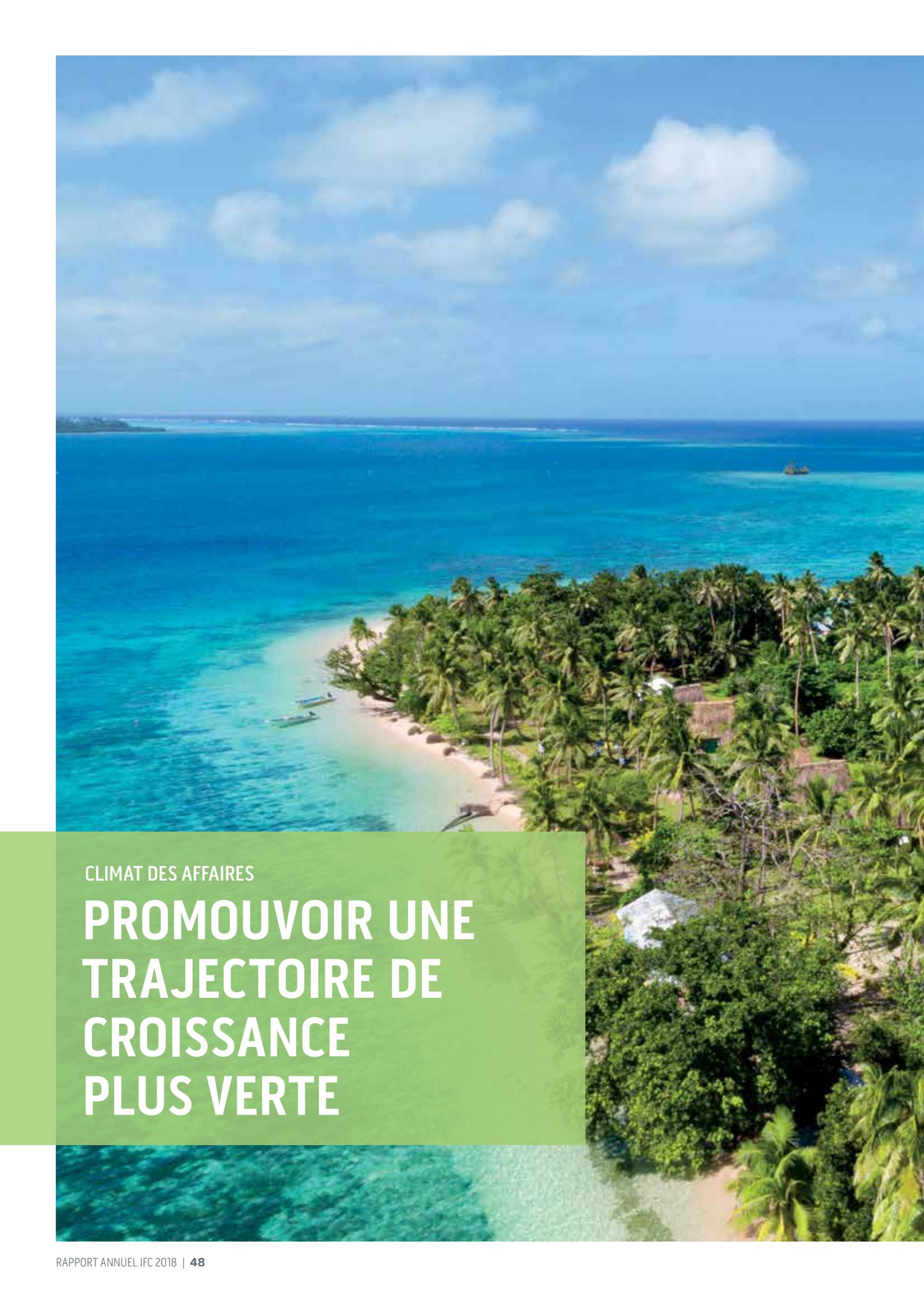
Photo (en haut) : Les projets dans lesquels IFC investit doivent tous se conformer aux Normes de performance de la Société, qui sont des références de pratiques durables à l'échelle mondiale.

Photo (en bas) : La Résidence Ciputra, projet de lotissement vert en Indonésie, montre comment IFC aide ses clients à concevoir des opérations commerciales qui sont bonnes pour l'environnement.

35

INSTITUTIONS DE
DÉVELOPPEMENT ONT
ADOPTÉ LA MÉTHODOLOGIE
DE GOUVERNANCE
INSTITUTIONNELLE D'IFC





CLIMAT DES AFFAIRES

PROMOUVOIR UNE TRAJECTOIRE DE CROISSANCE PLUS VERTE



USD 8,4 MILLIARDS

ACCORDÉS AU TITRE DE
FINANCEMENTS INTELLIGENTS
SUR LE PLAN CLIMATIQUE

Photo: IFC a aidé l'État insulaire de Fidji à mobiliser 50 millions de dollars en procédant à une émission souveraine d'obligations vertes.



Les investisseurs privés ont de plus en plus la volonté et la capacité d'investir dans des projets intelligents sur le plan climatique dans les marchés émergents, mais ils sont souvent dépourvus des outils nécessaires pour réaliser ces investissements.

Les financements disponibles pour s'attaquer au changement climatique sont de ce fait très insuffisants. Replacer la croissance sur une trajectoire plus verte pourrait aider les pays à accélérer le rythme de la création d'emplois tout en réduisant les dépenses de combustibles et en sauvant des vies. Une telle démarche pourrait aussi permettre de créer des possibilités d'investissement à hauteur de 23 000 milliards de dollars à l'horizon 2030 pour les entreprises de certains des plus grands pays émergents.

IFC joue un rôle essentiel en favorisant l'adoption de solutions émanant du secteur privé pour faire face au changement climatique. Durant l'exercice 18, elle a accordé des financements intelligents sur le plan climatique se chiffrant à 8,4 milliards de dollars, y compris un montant record de 4,5 milliards de dollars mobilisés auprès d'autres entités. Ces financements représentent 36 % du montant total des engagements de la Société pour l'exercice, y compris les fonds mobilisés auprès de tiers, et ont atteint un niveau supérieur à l'objectif fixé pour 2020. Selon les estimations, les investissements d'IFC devraient aider ses clients à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 10,4 millions de tonnes par an.

Les décisions d'investissement d'IFC sont de plus en plus influencées par des considérations climatiques. La Société établit des tarifs du carbone pour trois branches d'activité se caractérisant de manière générale par d'importantes émissions de gaz à effet de serre — l'électricité thermique, les produits chimiques et les engrais, et le ciment — afin d'encourager l'adoption de technologies et de processus pouvant réduire les émissions. Cette démarche s'inscrit dans le droit fil des recommandations du Rapport de la Commission de haut niveau sur les prix du carbone.

Les obligations vertes sont un instrument de financement particulièrement attractif pour les projets d'infrastructures, car elles peuvent constituer une source peu onéreuse de capitaux à long terme. À la fin de l'exercice 18, IFC avait émis des obligations vertes pour un montant total cumulé de 7,6 milliards de dollars. En 2018, la Société, conjointement à Amundi, principal gestionnaire d'actifs en Europe, a lancé Amundi Planet Emerging Green One, qui est le plus important fonds d'obligations vertes au monde axé sur les marchés émergents. Ce fonds, qui a été clôturé à 1,42 milliard de dollars, devrait permettre de consacrer 2 milliards de dollars à des obligations vertes de marchés émergents durant sa durée de vie grâce au réinvestissement des rendements obtenus.

En 2017, IFC a pris la direction des efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale, avec l'appui de l'Australie, pour aider l'État insulaire de Fidji, dans le Pacifique, à lever 50 millions de dollars en procédant à une émission souveraine d'obligations vertes. Cette émission a été la première réalisée par une nation en développement et la première de ce type à être inscrite à la Bourse de Londres. Fidji aura besoin d'investir plus de 4 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années pour réduire sa vulnérabilité au changement climatique.

La production d'électricité durable est un domaine d'intervention prioritaire. En Serbie, IFC aide la ville de Belgrade à régler son problème d'élimination des déchets en transformant ceux-ci en énergie. La ville produit 500 000 tonnes de déchets par an, et la décharge actuelle constitue une grave menace pour l'environnement. En septembre 2017, IFC a aidé la ville à créer un partenariat public-privé dans le but de construire et d'exploiter un complexe qui transformera les déchets et alimentera la ville en énergie et en chaleur.

En République dominicaine, IFC et le Canada ont achevé la constitution d'un montage financier de 80 millions de dollars, dont un appui sous forme de financements mixtes de 17 millions de dollars, au titre de la construction et de l'exploitation d'une nouvelle ferme éolienne de 50 mégawatts raccordée au réseau. La ferme éolienne de Pecasa sera l'une des plus grandes du pays et permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'un volume équivalant au retrait de 20 000 voitures de la circulation.

INVESTIR DANS LES FEMMES POUR PROMOUVOIR LA PROSPÉRITÉ

La famille de Mansa Devi a peiné pendant des années pour payer les frais de scolarité de ses enfants et acheter leurs manuels scolaires.

Cela a cessé d'être le cas en 2016, lorsque Devi s'est lancée dans une entreprise avec Dharma Life, société de distribution partenaire du programme d'IFC « Éclairer l'Asie » en Inde. Devi, qui vit dans l'un des États les plus pauvres de l'Inde, fait maintenant du porte-à-porte pour vendre des lampes solaires. Son revenu lui permet de subvenir aux besoins de sa famille, et la formation qu'elle a reçue a aiguisé son sens du commerce. Lorsqu'elle présente les lampes solaires à ses clients potentiels, elle n'oublie pas de mentionner qu'ils peuvent s'en servir pour charger leur téléphone mobile.

Les femmes comme Devi sont un puissant facteur de croissance économique et d'opportunités dans le monde entier. Dans les pays en développement, elles exploitent environ un tiers des petites et moyennes entreprises, qui sont le moteur de la création d'emplois. Elles constituent jusqu'à 41 % de la main-d'œuvre formelle à l'échelle mondiale. Elles continuent néanmoins d'être fortement sous-représentées dans la plupart des activités économiques. Selon les études réalisées en ce domaine, le renforcement de leur participation pourrait accroître le produit économique de milliers de milliards de dollars par an.

IFC s'emploie à accroître leur participation en procédant à des investissements et en fournissant des conseils qui permettent à ses clients de créer des opportunités pour les femmes, en procédant à des travaux de recherche qui font ressortir l'intérêt commercial de l'inclusion de femmes et en forgeant des partenariats mondiaux et nationaux pour soutenir les femmes en tant qu'employées, entrepreneures, consommatrices et chefs d'entreprise. Durant l'exercice 18, les clients d'IFC ont procuré plus de 800 000 emplois à des femmes dans des pays émergents et ont accordé des prêts à hauteur de 11,4 milliards de dollars à des PME appartenant à des femmes.

L'accès aux financements est essentiel à la réussite de l'entrepreneuriat féminin. Les femmes ont toutefois

aussi besoin d'être reliées aux marchés et d'être conseillées pour surmonter les obstacles administratifs et juridiques. Pour répondre à ces besoins, IFC et la Banque mondiale ont participé à la mise en place de l'Initiative de financement en faveur des femmes entrepreneures (We-Fi), qui bénéficie de soutiens financiers de 14 pays. Dans le cadre de cette initiative, plusieurs banques multilatérales de développement proposeront des financements et des conseils aux institutions publiques et privées. La première série de financement de We-Fi devrait permettre de mobiliser des investissements d'un montant de 1,6 milliard de dollars.

Grâce au mécanisme *Women Entrepreneurs Opportunity Facility (WEOF)*, lancé en 2014 par le programme *Banking on Women* d'IFC et l'initiative *10,000 Women* de Goldman Sachs, IFC a réalisé des investissements se chiffrant à plus de 1,1 milliard de dollars dans 41 intermédiaires financiers de 29 pays — dépassant ainsi son objectif initial de 600 millions de dollars. Elle a également financé neuf projets de service-conseil dans neuf pays au titre de projets d'une valeur totale de 4,2 millions de dollars.

IFC publie aussi des études qui font ressortir l'intérêt que présente sur le plan économique et commercial la réduction des disparités entre les sexes. Son rapport intitulé *Relever le défi de la garde d'enfants*, par exemple, vise à aider les sociétés à déterminer le type d'aides qu'elles peuvent proposer à leurs employés pour la garde d'enfants, tout en tirant profit de l'amélioration de la productivité. Un autre rapport intitulé *Driving toward Equality* explore la manière dont les technologies, telles que les applications servant à commander une course en voiture, peuvent contribuer à assurer l'égalité de la participation des femmes à l'économie.

IFC encourage également la diversité au niveau des équipes de direction des entreprises. Dans le cadre de son programme de promotion des femmes aux conseils d'administration, *Women on Boards*, et de sa collaboration avec les réseaux régionaux de femmes, elle encourage les sociétés à associer des talents, des cultures et des perspectives diverses.



Photo (à gauche) : Le programme d'IFC « Éclairer l'Asie » en Inde permet à des ménagères comme Mansa Devi de réussir à dégager des revenus. Devi vend des lampes solaires.

Photo (à droite) : Ung Sopheap, qui exploite un centre de tissage à Phnom Penh (Cambodge) a développé son entreprise grâce à un prêt d'un client IFC, ACLEDA Bank.





METTRE FIN À

LA PAUVRETÉ



PAGE

54

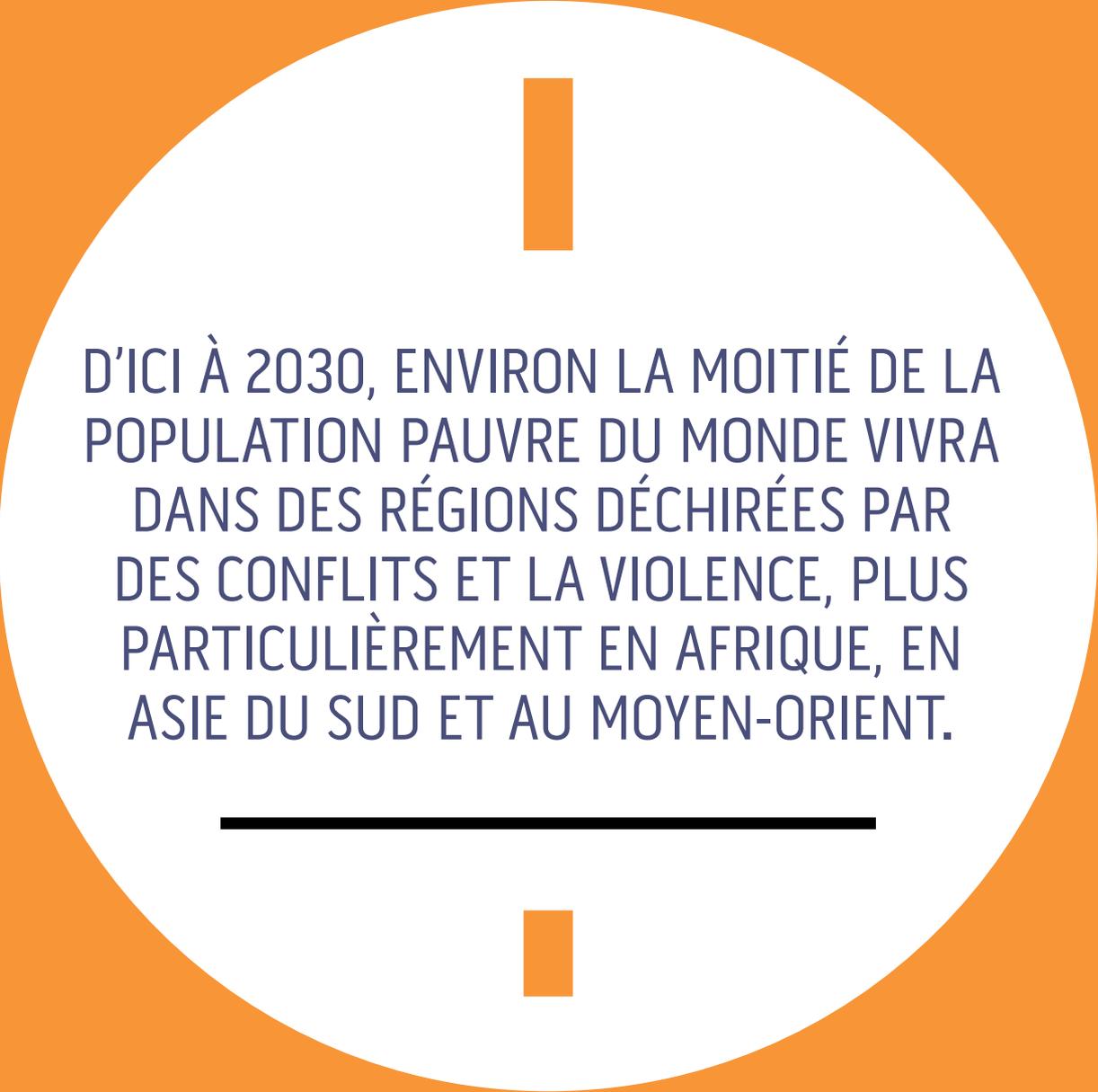
**PAYS IDA ET RÉGIONS
TOUCHÉES PAR UN CONFLIT :**
Lutter contre la
pauvreté dans
les zones les plus
difficiles



PAGE

56

AFRIQUE SUBSAHARIENNE :
Continent source
d'opportunités pour
les entreprises



D'ICI À 2030, ENVIRON LA MOITIÉ DE LA POPULATION PAUVRE DU MONDE VIVRA DANS DES RÉGIONS DÉCHIRÉES PAR DES CONFLITS ET LA VIOLENCE, PLUS PARTICULIÈREMENT EN AFRIQUE, EN ASIE DU SUD ET AU MOYEN-ORIENT.

PAGE

58

ASIE DU SUD :
Aider 250 millions de personnes à échapper à l'extrême pauvreté

PAGE

60

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD :
Accélérer la croissance et la création d'emplois

PAYS IDA ET RÉGIONS TOUCHÉES
PAR UN CONFLIT

LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LES ZONES LES PLUS DIFFICILES



KENYA

LE CAMP DE RÉFU-
GIÉS DE KAKUMA
REPRÉSENTE
UN MARCHÉ DE
56 MILLIONS DE
DOLLARS PAR AN

La pauvreté est de plus en plus concentrée dans des régions où il est le plus difficile d'y mettre fin.

Environ 1,3 milliard de personnes vivent dans 75 des pays les plus pauvres du monde, qui sont les pays éligibles à emprunter auprès de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale. D'ici à 2030, près de la moitié des populations extrêmement pauvres du monde se trouveront dans des régions fragiles et déchirées par des conflits.

IFC poursuit une démarche globale pour mettre fin à la pauvreté dans ces pays. Elle contribue à créer ou à renforcer des institutions, à mobiliser des investissements et à promouvoir l'entrepreneuriat privé. D'ici 2030, environ 40 % de ses engagements annuels au titre d'investissements devraient bénéficier à des pays IDA ainsi qu'à des régions fragiles et touchées par des conflits.

Les engagements d'IFC au titre d'investissements à long terme dans les pays IDA ont atteint 6,8 milliards de dollars, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs, durant



l'exercice 18. La Société consacre 57 % de son programme de services-conseil à ces pays. Durant l'exercice, ses investissements dans les régions fragiles et touchées par un conflit se sont chiffrés au total à 3,7 milliards de dollars, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs. Près de 20 % de ces programmes de service-conseil ont concerné ces régions.

En 2018, le Groupe de la Banque mondiale a eu recours au Guichet IFC-MIGA de promotion du secteur privé établi dans le cadre d'IDA-18 pour aider la société afghane Rikweda Fruit Processing Company à construire une usine de transformation ultramoderne. Lorsque cette dernière entrera en service, elle permettra de doubler la production de raisins secs du pays et d'aider 3 000 petits agriculteurs en achetant leur production.



Photo (ci-dessus) : L'installation de transformation de raisins secs de Rikweda, qui bénéficie d'un financement d'IFC, aide 3 000 petits agriculteurs afghans en achetant leur production à des prix plus élevés.

Photo (à gauche) : Des réfugiés acquièrent de nouvelles compétences au camp de Kakuma (Kenya). Selon un rapport d'IFC, le camp de réfugiés représente un marché de 56 millions de dollars par an.

IFC a mis en place le Guichet de conseil d'IFC sur la création de nouveaux marchés, dans le but de répondre aux besoins grandissants de conseils. Les financements obtenus au moyen de ce guichet contribuent à élargir l'accès à des logements d'un prix abordable, à promouvoir la production d'électricité propre et à accroître la valeur des activités agricoles aux alentours des parcs industriels situés dans le couloir nord-est d'Haïti. Ce guichet apporte un soutien à d'importantes initiatives agroindustrielles au Nicaragua et au renforcement des normes environnementales et sociales dans le secteur financier hondurien.

IFC et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ont, par ailleurs, publié un rapport expliquant comment l'investissement privé peut améliorer la situation des personnes vivant dans des camps de réfugiés. Plus de 160 000 réfugiés et personnes déplacées vivent dans un camp situé près de la ville de Kakuma, au Kenya. Les réfugiés et les habitants de la ville dépendent les uns des autres pour le commerce et l'emploi et, selon le rapport, le camp représente un marché d'au moins 56 millions de dollars par an.

Au Myanmar, IFC aide à relier les collectivités isolées au monde extérieur en fournissant un soutien à Yoma Micropower, qui a recours à des financements mixtes pour installer des centaines de microcentrales solaires sur l'ensemble du territoire. D'ici à 2022, environ 2 000 de ces installations alimenteront des tours de communication et fourniront de l'électricité aux populations isolées non raccordées au réseau.

Au Cambodge, IFC a contribué au renforcement de l'industrie locale de l'ameublement et à son intégration dans les marchés internationaux. Elle a prêté l'équivalent de 26 millions de dollars à Morris Holdings, fabricant de meubles bon marché basé en Chine, pour l'aider à construire une installation de production moderne à Sihanoukville.



AFRIQUE SUBSAHARIENNE

CONTINENT SOURCE D'OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES



C'est en Afrique subsaharienne que se trouve le plus grand nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté : il dépasse 400 millions et est plus élevé que dans toutes les autres régions du monde réunies. La région est également celle qui compte le plus grand nombre de pays touchés par un conflit.

Selon un nouveau rapport d'IFC intitulé *Shaping the Future of Africa*, l'Afrique est toutefois un continent offrant de vastes perspectives aux entreprises. D'ici à 2030, 100 millions de personnes devraient rentrer dans les groupes de population ayant des revenus moyens ou élevés en Afrique et porter le nombre total des membres de ces catégories à plus de 160 millions. La consommation des ménages et les dépenses des entreprises augmentent rapidement et pourraient atteindre 5 600 milliards de dollars d'ici 2025.

Il est de ce fait impératif que le secteur privé relève la plupart des défis de développement les plus pressants de la région : une infrastructure inadéquate, une rapide urbanisation et la création d'emplois permettant à la population de sortir de la pauvreté. IFC joue un rôle de grande envergure en ce domaine, en aidant les entreprises à accroître leur productivité et en leur ouvrant de plus vastes débouchés, en améliorant l'inclusion financière et sociale et en favorisant la prospérité de manière à permettre de limiter les conflits.

Durant l'exercice 18, les investissements à long terme d'IFC en Afrique subsaharienne se sont chiffrés au total à 6,2 milliards de dollars, dont 4,6 milliards de dollars mobilisés auprès d'autres investisseurs. Les clients de la Société ont contribué à plus de 278 000 emplois, ouvert des débouchés à plus d'un million d'agriculteurs et traité plus de 1,4 million de patients. Un tiers du programme mondial de services-conseil d'IFC a été consacré à la région.

L'Afrique subsaharienne a besoin de créer un grand nombre d'emplois pour suivre le rythme soutenu de la croissance démographique, or ce sont les petites et moyennes entreprises qui sont les mieux placées pour relever ce défi. En Afrique du Sud, IFC a conçu le programme de soutien aux PME, SME Push Program, dans le but de forger des partenariats avec les principales banques du pays de manière à faire bénéficier les PME d'un montant d'investissement pouvant atteindre 3 milliards de dollars au cours des sept prochaines années. Dans le cadre de ce programme, IFC prêtera à hauteur de 200 millions de dollars à FirstRand en vue de l'octroi de financements à de petites et moyennes entreprises.

En Zambie, IFC a mis au point un financement comprenant un appui sous forme de financements mixtes de 25,3 millions de dollars, au titre de la construction des premières grandes centrales solaires du pays dans le cadre du programme *Scaling Solar* (développement de l'exploitation de l'énergie solaire) du Groupe de la Banque mondiale. La production d'énergie renouvelable bon marché des deux centrales contribuera à compenser la baisse de production d'électricité hydraulique due à la sécheresse. IFC a également étendu la couverture de son programme pour le poursuivre au Sénégal, où elle aide l'État à accroître de 60 mégawatts la capacité de production d'électricité du pays, et à abaisser les tarifs de 60 % par rapport à ce qu'ils étaient auparavant.

IFC accordé des financements à hauteur de 7 millions de dollars, dont la moitié sous forme de financements mixtes, à Bonne Viande de Madagascar (BoViMa) dans le but de reconstituer la population de zébus qui diminue. Cette société a entrepris de construire un parc d'engraissement et un abattoir modernes qui créeront un marché d'exportation de bœuf zébu et de viande caprine, et contribuera à reconstruire le secteur bovin du pays et à créer des emplois. Une initiative de la Banque mondiale permettra en même temps de former des vétérinaires, de remettre en état les laboratoires et d'assurer de meilleurs soins aux animaux, de manière à permettre à Madagascar de délivrer des certificats de santé animale agréés au plan international. La viande de zébu sera expédiée à l'étranger à partir d'un port moderne installé à Tolanaro, en partie financé par la Banque mondiale.



Photo : Jackie Adriano est maître d'œuvre à BoViMa, un client d'IFC qui a entrepris de construire un parc d'engraissement et un abattoir de classe internationale.





Photo : Une femme pêche dans le Gange en Inde. IFC aide les autorités publiques à nettoyer l'un des fleuves les plus pollués du monde.

ASIE DU SUD

AIDER 250 MILLIONS DE PERSONNES À ÉCHAPPER À L'EXTRÊME PAUVRETÉ

Dans une usine textile prospère du Bangladesh, Krisno Kumar Das guide soigneusement le tissu dans une machine de teinture, consciente du fait que de précieuses ressources, notamment financières, ne se volatilisent plus.

Son employeur, Textown, a récemment rejoint le partenariat pour des textiles plus propres (*Partnership for Cleaner Textile* ou PaCT) mené par IFC et a adopté des méthodes de production plus durable. Ce faisant, l'entreprise a pu considérablement diminuer les quantités d'énergie, de teinture et de produits chimiques qu'elle utilise et a réduit de 11 millions de litres par an sa consommation d'eau, soit l'équivalent du contenu de plus de quatre piscines olympiques.

PaCT, qui est financé par l'Australie, le Canada, le Danemark et les Pays-Bas, a procédé à des évaluations sur le terrain de plus de 200 usines au cours des cinq dernières années. Ses conseils ont contribué à réduire la consommation d'eau de 21 milliards de litres par an au Bangladesh. Les usines en question ont aussi abaissé leur consommation d'énergie et réduit leurs émissions de gaz à effet de serre de 460 000 tonnes par an, soit l'équivalent des émissions de 100 000 voitures.

Le taux de croissance de 6,5 % affiché par l'Asie du Sud est essentiellement imputable à l'Inde et au Bangladesh. La consommation privée est soutenue et l'investissement est stimulé par les projets d'infrastructures et les réformes. Toutefois, plus de 250 millions d'habitants d'Asie du Sud vivent toujours dans l'extrême pauvreté malgré les récents progrès économiques enregistrés dans la région.

La région constitue donc une priorité stratégique pour IFC. Durant l'exercice 18, la Société a accordé des financements à hauteur de 3,4 milliards de dollars à des entreprises d'Asie du Sud, dont 1,3 milliard a été mobilisé auprès d'autres investisseurs. Ses clients ont distribué du gaz à environ 1,1 million de clients, offert plus de 590 000 emplois et créé des opportunités pour plus de 1,6 million d'agriculteurs.

En 2017, IFC a procédé à un montage financier de 125,7 millions de dollars au titre du premier terminal d'importation de gaz naturel liquéfié du Bangladesh. Lorsqu'il sera achevé, le terminal permettra à l'entreprise d'État Petrobangla d'accroître la quantité de gaz naturel disponible dans le pays d'environ 20 %, soit un volume suffisant pour assurer une capacité de production d'électricité de 3 000 mégawatts.

En Inde, IFC soutient l'ambitieux programme conçu par le pays pour nettoyer le Gange. Durant l'exercice 18, elle a aidé à constituer le premier partenariat public-privé pour permettre à des entreprises privées de construire des stations d'épuration à Haridwar, Mathura et Varanasi, trois villes qui déversent des millions de litres d'eaux usées non traitées dans le fleuve. Les trois stations d'épuration traiteront plus de 200 millions de litres d'eaux usées par jour et permettront à des millions de personnes d'avoir accès à une eau de meilleure qualité.

Au Népal, pays fortement tributaire du tourisme, IFC a investi 1,7 million de dollars dans la société Himalayan Chain Resorts pour l'aider à porter le nombre de ses établissements touristiques de 3 à 10 le long de la piste de Gokyo Lakes et de la piste du Camp de base de l'Everest dans la région népalaise de Khumbu/Everest. Cette expansion devrait créer 120 emplois.

BANGLADESH

ACCROISSEMENT DE
LA CAPACITÉ DE
PRODUCTION
D'ÉLECTRICITÉ DE
3 000 MÉGAWATTS



MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

ACCÉLÉRER LA CROISSANCE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

Ibrahim Hassouna n'est pas surpris par les coupures de courant dont souffre la société de plastiques de Gaza pour laquelle il travaille.

Jusqu'à une douzaine de coupures de courant immobilisent les chaînes d'assemblage et interrompent les activités des 130 employés de l'entreprise presque tous les jours. Selon M. Hassouna, chaque panne de courant provoque un retard de production allant jusqu'à 30 minutes.

La frustration de ce cadre de 41 ans est partagée par de nombreux habitants de Gaza qui est en proie à l'une des pires crises d'alimentation en électricité subies à ce jour. L'unique centrale du territoire souffre d'un approvisionnement insuffisant en combustible, du vieillissement des lignes électriques et des dégâts causés par les conflits. Les pannes de courant ont eu un effet destructeur sur le secteur manufacturier, qui s'est contracté de 60 % depuis la fin des années 90.

IFC contribue à inverser cette évolution. En 2018, elle a lancé une initiative pour optimiser le financement au service du développement, en collaboration avec d'autres membres du Groupe de la Banque mondiale, afin de financer un projet solaire de 12 millions de dollars à Gaza conçu pour atténuer la pénurie d'énergie. Les installations solaires en toiture, d'une capacité de 7 mégawatts, assureront une alimentation en électricité essentielle aux 32 usines du parc industriel de Gaza, à des prix bien plus abordables qu'auparavant. Le projet créera environ 800 emplois.

Les taux de croissance économique ont diminué de moitié depuis 2011 dans toute la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Le chômage des jeunes est élevé et les conflits ont déplacé un nombre considérable de personnes. La région constitue donc une priorité pour IFC. Durant l'exercice 18, la Société a investi plus de 2 milliards de dollars dans la région, dont 1 milliard mobilisé auprès d'autres investisseurs. Les clients d'IFC fournissent des emplois à plus de 119 000 personnes, des soins

de santé à plus de 2,9 millions de patients et des services téléphoniques à environ 1 million d'habitants.

En Jordanie, IFC a aidé IrisGuard à améliorer les conditions de vie des réfugiés syriens. Les modes de paiement électronique proposés par IrisGuard, qui utilisent des technologies d'authentification de l'iris, aident les réfugiés à se procurer des espèces ou des produits rapidement et facilement. Les machines installées par l'entreprise dans des points de vente en Jordanie et dans toute la région permettront à 2,3 millions de réfugiés syriens de retirer des liquidités à des distributeurs de billets ou de régler des achats.

IFC aide également à transformer la société iraquienne Salahaddin Holding, qui joue un rôle de premier plan dans les secteurs des opérations bancaires, de la construction et de l'industrie manufacturière, en améliorant le contrôle et la discipline internes du processus de prise de décisions de la direction, en précisant les responsabilités, les pouvoirs et les attributions, et en améliorant la formation des dirigeants.

En Égypte, IFC a pris une participation de 75 millions de dollars au capital d'Apex International Energy, qui a pour ambition de devenir la plus importante plateforme de production de pétrole et de gaz du pays. IFC Asset Management Company a mobilisé un montant supplémentaire de 25 millions de dollars au titre du projet. Ce dernier devrait permettre d'accroître les réserves de pétrole et de gaz de l'Égypte de l'équivalent de 100 millions de barils de pétrole d'ici 2023.

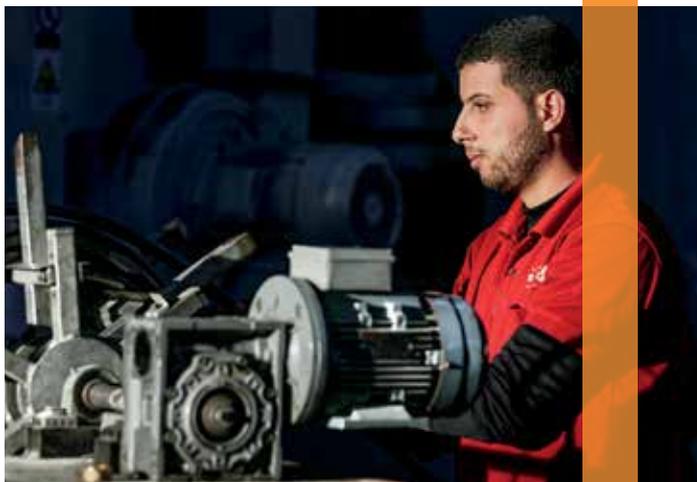


Photo (ci-dessus) : Ouvrier produisant des pièces détachées en plastique dans un parc industriel de Gaza pour lequel IFC a financé une installation solaire de 7 mégawatts qui a contribué à créer 800 emplois.

Photo (à gauche) : Nancy El Asmar, copropriétaire de Madera Creation à Beyrouth, a lancé une entreprise d'ameublement prospère grâce à un financement d'un client d'IFC.



JORDANIE

2,3
MILLIONS
DE RÉFUGIÉS
SYRIENS PEUVENT
RETIRER DES
ESPÈCES



IRAQ

IFC AIDE À TRANSFORMER
SALAHADDIN HOLDING,
QUI JOUE UN RÔLE DE
PREMIER PLAN DANS
LES SECTEURS DES
OPÉRATIONS BANCAIRES,
DE LA CONSTRUCTION
ET DE L'INDUSTRIE
MANUFACTURIÈRE



ÉGYPTE

PRISE DE
PARTICIPATION DE
75 MILLIONS
DE DOLLARS
AU CAPITAL D'APEX
INTERNATIONAL
ENERGY

Rétrospective de l'exercice d'IFC

Durant l'exercice 18, IFC a investi 23,3 milliards de dollars, dont près de 11,7 milliards de dollars mobilisés auprès d'autres investisseurs. Grâce à son approche globale, elle a aidé les entreprises à innover, à établir des branches d'activité pouvant soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux et à créer de meilleurs emplois.



ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE :

USD 3,4
MILLIARDS

d'engagements au titre d'investissements à long terme

USD 209
MILLIARDS

de microcrédits et de prêts de montants faibles et moyens

USD 5,7
MILLIARDS

de biens et services achetés à des fournisseurs nationaux

554 000

emplois fournis



EUROPE ET ASIE CENTRALE :

USD 2,9
MILLIARDS

d'engagements au titre d'investissements à long terme

4,7
MILLIONS

de personnes soignées

USD 10
MILLIARDS

de biens et services achetés à des fournisseurs nationaux

20

RÉFORMES

menées dans 11 pays pour soutenir la croissance et promouvoir l'investissement



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES :

USD 5
MILLIARDS

d'engagements au titre d'investissements à long terme

USD 103
MILLIARDS

de microcrédits et de prêts de montants faibles et moyens

USD 3,5
MILLIARDS

de financements au titre de l'infrastructure facilités dans le cadre de partenariats public-privé

2,1

MILLIONS

d'élèves éduqués



**MOYEN-ORIENT
ET AFRIQUE
DU NORD :**

USD 2,0
MILLIARDS

d'engagements
au titre d'investisse-
ments à long terme

3
MILLIONS

de patients soignés

USD 1,6
MILLIARD

de biens et
services achetés
à des fournisseurs
nationaux

3,4
MILLIONS

de personnes ont
pu avoir accès à
l'électricité



ASIE DU SUD :

USD 3,4
MILLIARDS

d'engagements au
titre d'investisse-
ments à long terme

USD 49,7
MILLIARDS

de microcrédits et de
prêts de montants
faibles et moyens

153
MILLIONS

de transactions de
détail autres qu'en
espèces facilitées
pour un montant
total de 7,9 milliards
de dollars

USD 84
MILLIONS

de nouveaux inves-
tissements permis
par des réformes



**AFRIQUE
SUBSAHARIENNE :**

USD 6,2
MILLIARDS

d'engagements au
titre d'investisse-
ments à long terme

33
RÉFORMES

menées dans
12 pays pour
soutenir la crois-
sance et promouvoir
l'investissement

1,3
MILLION

d'agriculteurs
ont été aidés

46,7
MILLIONS

de personnes ont
pu avoir accès à
l'électricité

Principales données opérationnelles

En millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices

	2018	2017	2016	2015	2014
Engagements au titre d'investissements à long terme					
POUR LE COMPTE D'IFC	11 629	11 854	11 117	10 539	9 967
Nombre de projets	366	342	344	406	364
Nombre de pays	74	75	78	83	73
RESSOURCES MOBILISÉES¹	11 671	7 461	7 739	7 133	5 142
Prêts syndiqués ²	7 745	3 475	5 416	4 194	3 093
Initiatives d'IFC et autres	2 619	2 207	1 054	1 631	1 106
Fonds d'Asset Management Company (AMC)	263	531	476	761	831
Partenariats public-privé (PPP) ³	1 044	1 248	793	548	113
TOTAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS	23 301	19 316	18 856	17 672	15 109
Décaissements au titre d'investissements					
Pour le compte d'IFC	11 149	10 355	9 953	9 264	8 904
Prêts syndiqués ⁴	1 984	2 248	4 429	2 811	2 190
TOTAL DES DÉCAISSEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS	13 133	12 602	14 382	12 075	11 094
Portefeuille d'engagements					
Nombre d'entreprises	1 977	2 005	2 006	2 033	2 011
Pour le compte d'IFC	57 173	55 015	51 994	50 402	51 735
Prêts syndiqués ⁵	16 210	16 047	16 550	15 330	15 258
MONTANT TOTAL DU PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS	73 383	71 062	68 544	65 732	66 993
Financements à court terme					
Encours moyen	3 435	3 185	2 807	2 837	3 019
Services-conseil					
Dépenses au titre du programme de services-conseil	273,4	245,7	220,6	202,1	234,0
Pourcentage du programme consacré aux pays IDA ⁶	57 %	63 %	62 %	65 %	66 %

1. Les « ressources mobilisées » sont les financements provenant d'entités autres qu'IFC mis à la disposition des clients grâce à la participation directe de la Société à la mobilisation des ressources.

2. Comprennent les prêts B, les prêts parallèles et les prêts MCPP.

3. Financements provenant de tiers et affectés à des projets de partenariats public-privé grâce à l'intervention d'IFC en tant que conseiller principal auprès d'entités nationales et locales ou d'autres entités publiques.

4. Comprennent les prêts B, les prêts parallèles gérés par IFC et les prêts MCPP.

5. Comprennent les prêts B, les participations à des prêts A, les cessions de participations structurées à des prêts A, les prêts parallèles gérés par IFC, les participations non financées aux risques et les prêts MCPP.

6. Toutes les références faites dans ce rapport au pourcentage de dépenses de services-conseil consacrées aux pays IDA, aux États fragiles et aux pays touchés par un conflit excluent les projets à caractère mondial.

Principales données financières

En millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices*

	2018	2017	2016	2015	2014
Revenu (perte) net(te) imputable à IFC	1 280	1 418	-33	445	1 483
Dons à l'IDA	80	101	330	340	251
Revenu avant dons à l'IDA	1 360	1 523	296	749	1 739
Total actifs	94 272	92 254	90 434	87 548	84 130
Prêts, participations et titres de créance, nets	42 264	40 519	37 356	37 578	38 176
Juste valeur des participations (estimation)	14 573	14 658	13 664	14 834	14 890

Principaux ratios

Rendement de l'actif moyen (base GAAP)	1,4 %	1,6 %	0,0 %	0,5 %	1,8 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP)	5,0 %	5,9 %	-0,1 %	1,8 %	6,4 %
Encaisses et placements immédiatement disponibles en pourcentage des besoins estimés de liquidités pour les trois prochains exercices	100 %	82 %	85 %	81 %	78 %
Ratio d'endettement	2,5:1	2,7:1	2,8:1	2,6:1	2,7:1
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD)	20,1	19,4	19,2	19,2	18,0
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD)	24,7	23,6	22,5	22,6	21,6
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	5,1 %	6,1 %	7,4 %	7,5 %	6,9 %

*De plus amples informations sur la manière dont les chiffres présentés dans le tableau ont été établis figurent dans l'Examen et l'analyse de la direction ainsi que dans les états financiers consolidés : <http://www.ifc.org/FinancialReporting>

Engagements à long terme, Ex. 18

Montant en millions de dollars pour le compte d'IFC au 30 juin 2018

Total	11 629	100,00 %	
-------	--------	----------	--

Par branche d'activité

Marchés financiers	5 509	47,37 %	
Infrastructure	2 073	17,83 %	
Agroindustrie et foresterie	956	8,22 %	
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	764	6,57 %	
Fonds	747	6,42 %	
Santé et éducation	739	6,36 %	
Industrie manufacturière	536	4,61 %	
Télécommunications et technologies de l'Information	207	1,78 %	
Pétrole, gaz et mines	97	0,83 %	

Par région¹

Amérique latine et Caraïbes	2 509	21,58 %	
Europe et Asie centrale	2 256	19,40 %	
Asie du Sud ²	2 080	17,88 %	
Asie de l'Est et Pacifique	1 940	16,89 %	
Afrique subsaharienne	1 566	13,25 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord ²	1 010	8,69 %	
Monde	268	2,31 %	

Par produit

Prêts ³	9 804	84,30 %	
Participation ⁴	1 300	11,18 %	
Garanties	442	3,80 %	
Produits de gestion des risques	83	0,71 %	

Portefeuille d'engagements, Ex. 18

Montant en millions de dollars pour le compte d'IFC au 30 juin 2018

Total	57 173	100 %	
-------	--------	-------	--

Par branche d'activité

Marchés financiers	20 017	35 %	
Infrastructure	11 370	20 %	
Fonds	4 640	8 %	
Industrie manufacturière	4 515	8 %	
Agroindustrie et foresterie	3 866	7 %	
Financement du commerce	3 527	6 %	
Santé et éducation	2 828	5 %	
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	2 678	5 %	
Pétrole, gaz et mines	1 976	3 %	
Télécommunications et technologies de l'information	1 757	3 %	

Par région¹

Amérique latine et Caraïbes	12 313	22 %	
Europe et Asie centrale	10 345	18 %	
Asie du Sud ²	9 898	17 %	
Asie de l'Est et Pacifique	9 045	16 %	
Afrique subsaharienne	8 824	15 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord ²	4 905	9 %	
Monde	1 842	3 %	

1. Les montants prennent en compte les parts de projets officiellement classés projets mondiaux revenant aux régions.
2. L'Afghanistan et le Pakistan, qui étaient antérieurement inclus dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, font maintenant partie de la région Asie du Sud. Le montant des engagements d'IFC au titre de ces pays s'est élevé à 2 millions de dollars pour l'exercice 18.
3. Y compris les produits de type prêt et quasi-prêt.
4. Y compris les produits de type participation et quasi-participation.

Engagements à long terme par catégorie sociale et environnementale, Ex. 18

CATÉGORIE	ENGAGEMENTS (EN MILLIONS DE DOLLARS)	NOMBRE DE NOUVEAUX PROJETS
A	817	12
B	4 225	148
C	139	23
FI ⁵	23	0
FI-1	754	12
FI-2	3 907	100
FI-3	1 764	71
Total	11 629	366

5. La catégorie FI s'applique aux nouveaux engagements portant sur des projets existants. Pour de plus amples informations sur les définitions des catégories, consulter le site www.ifc.org/escategories.

Pays bénéficiaires des plus gros engagements d'IFC⁶

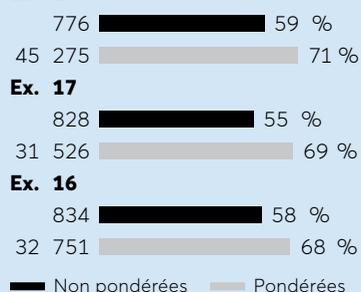
Au 30 juin 2018 (sur la base des données pour le compte d'IFC)

PAYS (CLASSEMENT MONDIAL)	PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS (EN MILLIONS DE DOLLARS)	% DU PORTEFEUILLE MONDIAL
1 Inde	6 127	10,71 %
2 Turquie	4 957	8,67 %
3 Chine	3 378	5,91 %
4 Brésil	2 877	5,03 %
5 Bangladesh	1 520	2,66 %
6 Argentine	1 411	2,47 %
7 Égypte, République arabe d'	1 406	2,46 %
8 Colombie	1 343	2,35 %
9 Pakistan	1 196	2,09 %
10 Mexique	1 192	2,09 %

6. Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

Notes du DOTS pondérées et non pondérées pour les services d'investissement

Ex. 18



Les chiffres situés à gauche de chaque barre pour les notes du DOTS non pondérées correspondent au nombre total d'entreprises notées. Les chiffres situés à gauche de chaque barre pour les notes du DOTS pondérées correspondent au total des investissements d'IFC (en millions de dollars) dans ces projets.

Notes du DOTS pour les services d'investissement par branche d'activité, Ex. 18

Branche d'activité	Nombre total d'entreprises notées	Investissement total (en millions de dollars)	Notes du DOTS (%)
Total IFC	776	(45 275)	59 %
Fonds	98	(1 700)	64 %
Industrie manufacturière	58	(2 569)	64 %
Marchés financiers	216	(26 282)	62 %
Infrastructure	143	(6 454)	62 %
Santé et éducation	56	(1 540)	61 %
Pétrole, gaz et mines	17	(1 351)	59 %
Agroindustrie et foresterie	100	(3 047)	54 %
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	46	(1 277)	48 %
Télécommunications et technologies de l'information	42	(1 054)	31 %

Les chiffres situés à gauche de chaque barre correspondent au nombre total d'entreprises notées et à l'investissement total (en millions de dollars) d'IFC dans ces projets à la fin de l'exercice 18.

Notes du DOTS pour les services d'investissement par région, Ex. 18

Région	Nombre total d'entreprises notées	Investissement total (en millions de dollars)	Notes du DOTS (%)
Total IFC	776	(45 275)	59 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	64	(3 733)	66 %
Asie de l'Est et Pacifique	97	(6 452)	63 %
Europe et Asie centrale	140	(10 295)	61 %
Asie du Sud	123	(5 330)	59 %
Afrique subsaharienne	158	(8 228)	55 %
Amérique latine et Caraïbes	173	(10 418)	54 %

Les chiffres situés à gauche de chaque barre correspondent au nombre total d'entreprises notées et à l'investissement total (en millions de dollars) d'IFC dans ces projets à la fin de l'exercice 18.

Dépenses au titre des services-conseil, Ex. 18

Montants en millions de dollars

Total	Montant	Pourcentage
Total	273,4	100 %

Par Région

Région	Montant	Pourcentage
Afrique subsaharienne	86,4	32 %
Asie de l'Est et Pacifique	45,9	17 %
Asie du Sud*	42,0	15 %
Europe et Asie centrale	37,3	14 %
Amérique latine et Caraïbes	29,6	11 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord*	15,2	6 %
Monde	17,1	6 %

Par domaine d'activité

Domaine d'activité	Montant	Pourcentage
Secteur financier	78,8	29 %
Climat de l'investissement	60,3	22 %
Domaines intersectoriels	55,3	20 %
Partenariats public-privé	34,5	13 %
Énergie et utilisation efficace des ressources	25,3	9 %
Agroindustrie	19,1	7 %

* L'Afghanistan et le Pakistan, qui étaient antérieurement inclus dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, font maintenant partie de la région Asie du Sud. Le montant des engagements d'IFC au titre de ces pays s'est élevé à 2 millions de dollars pour l'exercice 18.

État récapitulatif des résultats du Groupe de la Banque mondiale pour l'exercice 18

Les institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financements et de connaissances pour les pays en développement. Il compte cinq institutions qui sont toutes résolues à lutter contre la pauvreté, accroître une prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BIRD)

accorde des prêts aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT (IDA)

accorde des prêts ne portant pas intérêt, appelés crédits, et des dons aux gouvernements des pays les plus pauvres.

LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (IFC)

fournit des prêts et des services-conseil et procède à des prises de participation afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

L'AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS (MIGA)

fournit des assurances contre les risques politiques et procède à des opérations de renforcement du crédit au profit d'investisseurs et de prêteurs afin d'encourager des investissements directs étrangers dans des pays émergents.

LE CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS (CIRDI)

donne accès à des mécanismes internationaux d'arbitrage et de règlement des différends liés aux investissements.

Financements accordés par le Groupe de la Banque mondiale aux pays partenaires

(par exercice, en millions de dollars)

Groupe de la Banque mondiale	2014	2015	2016	2017	2018
Engagements ^a	58 190	59 776	64 185	61 783	66 868
Décassements ^b	44 398	44 582	49 039	43 853	45 724
BIRD					
Engagements	18 604	23 528	29 729	22 611	23 002
Décassements	18 761	19 012	22 532	17 861	17 389
IDA					
Engagements	22 239	18 966	16 171	19 513 ^c	24 010 ^d
Décassements	13 432	12 905	13 191	12 718 ^c	14 383
IFC					
Engagements ^e	9 967	10 539	11 117	11 854	11 629
Décassements	8 904	9 264	9 953	10 355	11 149
MIGA					
Montant brut des garanties émises	3 155	2 828	4 258	4 842	5 251
Fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires					
Engagements	4 225	3 914	2 910	2 962	2 976
Décassements	3 301	3 401	3 363	2 919	2 803

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires et le montant brut des garanties émises par la MIGA. Les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires englobant tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le total des engagements du Groupe de la Banque mondiale indiqué ici est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle du Groupe, qui ne prend en compte qu'un sous-ensemble d'activités financées par des fonds fiduciaires.

b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC ainsi que les décaissements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires.

c. Ces chiffres incluent l'engagement et le décaissement d'un don de 50 millions de dollars au titre du Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

d. Ces chiffres n'incluent pas un montant de 185 millions de dollars correspondant aux instruments du Guichet de promotion du secteur privé IFC-MIGA approuvé au titre d'IDA-18, dans le cadre duquel les engagements de l'IDA s'élèvent à 36 millions de dollars sous forme de garanties et à 9 millions de dollars sous forme de produits dérivés.

e. Engagements à long terme pour le compte d'IFC. N'inclut pas les financements à court terme ni les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

Engagements du Groupe de la Banque mondiale dans le monde

Le Groupe de la Banque mondiale a continué d'accorder son appui aux pays en développement durant l'exercice écoulé, en cherchant à produire des résultats plus rapidement, en accroissant la pertinence de son action pour ses clients et ses partenaires, et en apportant des solutions de portée mondiale à des problèmes locaux.

USD 66,9
MILLIARDS

de financements sous forme de prêts, de dons, de participations et de garanties au profit de pays partenaires et d'entreprises privées.

Le montant total inclut les projets couvrant plusieurs régions et les projets mondiaux.
La répartition par région reflète la classification des pays par la Banque mondiale.



USD 6,8

MILLIARDS

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE



USD 8,8

MILLIARDS

EUROPE ET ASIE CENTRALE



USD 8,7

MILLIARDS

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

USD 8,2

MILLIARDS

**MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD**

USD 14,1

MILLIARDS

ASIE DU SUD

USD 19,8

MILLIARDS

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

À propos d'IFC

IFC s'efforce de fournir ce qui ne peut pas s'obtenir ailleurs. Mettre à profit cet apport unique, appelé « additionnalité », pour optimiser l'impact dans le domaine du développement est l'une des pierres angulaires de sa stratégie.

73

RÉPONDRE AUX ATTENTES

- 74 Comment IFC contribue à éliminer la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée
- 75 Résultats d'IFC dans des domaines clés

76

LES COMPÉTENCES D'IFC

- 77 Répartition géographique des activités d'IFC
- 78 L'action d'IFC
- 82 Les compétences spécialisées d'IFC

84

LE PERSONNEL ET LES PRATIQUES D'IFC

- 85 Comprendre l'impact IFC sur le développement
- 92 Responsabilité institutionnelle
- 94 La gouvernance d'IFC
- 95 L'obligation de rendre compte
- 96 Partenariats mondiaux
- 99 Gestion du portefeuille
- 100 Gestion des risques
- 102 Le cadre de viabilité d'IFC
- 104 Présentation d'informations dans le cadre du Groupe de travail sur l'information financière relative au changement climatique
- 106 Rapport indépendant d'assurance sur différentes informations relatives au développement durable
- 110 Résumé de la performance financière

RÉPONDRE

AUX ATTENTES

IFC propose à ses clients une combinaison unique d'investissement et de service-conseil conçu pour promouvoir le développement durable du secteur privé dans les pays émergents. Elle utilise cet atout particulier pour optimiser son impact dans le domaine du développement.

Comment IFC contribue à éliminer la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée

Les activités d'IFC sont guidées par sa détermination à créer des marchés et à mobiliser des solutions privées là où elles sont les plus nécessaires.

1

Élargir le champ des activités dans les régions cibles— celles qui souffrent le plus de la pauvreté et de la fragilité.

2

Renforcer les branches d'activité associées à la croissance de la productivité, à la création d'emplois et à l'inclusion.

3

Aider à faire face aux changements climatiques et promouvoir la viabilité environnementale et sociale.

4

Renforcer les marchés financiers locaux et mobiliser des capitaux privés.

Résultats d'IFC dans des domaines clés

Régions cibles	INDICATEUR	EX. 18	EX. 17
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	2 032	898 ¹
Asie du Sud	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	3 406	3 342 ¹
Afrique subsaharienne	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	5 953	3 513

Pays IDA et zones touchées par un conflit

IDA	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	6 837	4 590
IDA	Part du programme de services-conseil	57 %	63 %
FCS ²	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	3 721	902
FCS	Part du programme de services-conseil	19 %	20 %

Infrastructure, santé, éducation, agroindustrie, foresterie et marchés financiers

Infrastructure	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	7 439	3 122
Santé et éducation	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	763	929
Agroindustrie et foresterie ³	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	2 640	2 121
Marchés financiers	Montant total des engagements au titre d'investissements à long terme (en millions de dollars)	8 595	8 576

Changement climatique, viabilité environnementale et sociale

	Engagements au titre d'investissements climatiques (en millions de dollars)	8 452	4 776
	Part du programme de services-conseil	27 %	26 %

Mobilisation de ressources

	Ressources mobilisées	11 671	7 461
--	-----------------------	--------	-------

Le montant total des engagements comprend les fonds investis par IFC pour son propre compte ainsi que les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

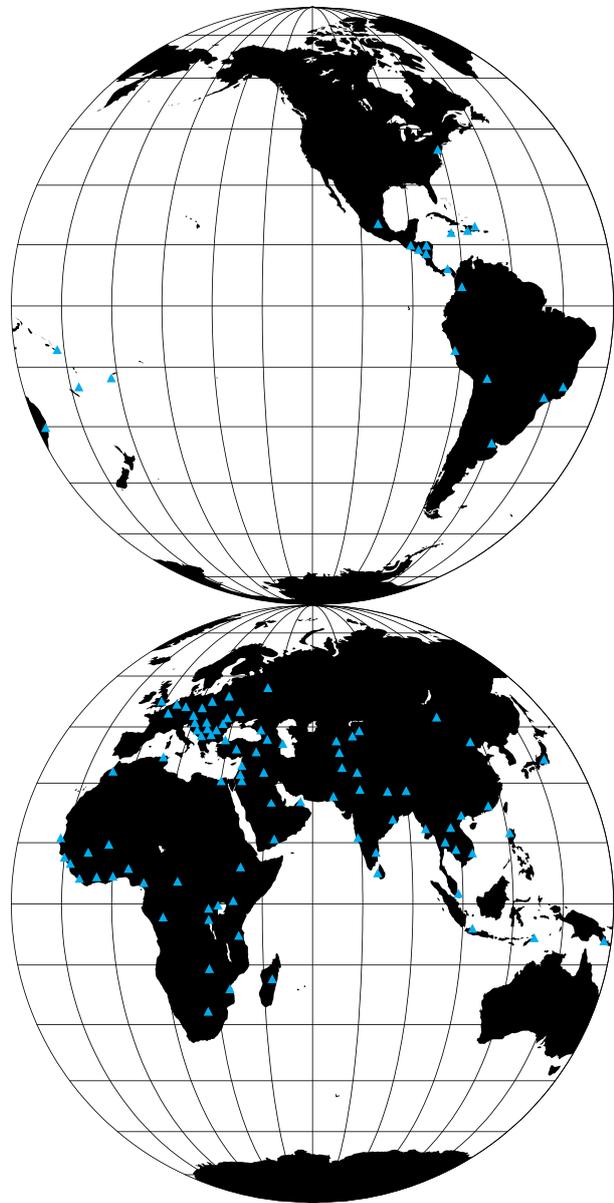
1. L'Afghanistan et le Pakistan, qui étaient antérieurement inclus dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, font maintenant partie de la région Asie du Sud. Les données de l'exercice 17 ont été révisées pour prendre ce changement en compte.
2. Situations de fragilité et de conflit (FCS). Depuis l'exercice 15, les données d'IFC sur les investissements dans les zones confrontées à des situations de fragilité et de conflit (FCS) incluent les projets réalisés dans les pays ayant figuré sur la liste harmonisée des FCS dressée par la Banque mondiale à un moment quelconque des trois exercices précédents. Cette disposition vise à prendre en compte la longue période de gestation des projets d'investissement et à encourager une orientation durable de l'action de l'institution sur ces pays.
3. Les chiffres relatifs à l'agroindustrie et à la foresterie comprennent les engrais.

LES COMPÉTENCES D'IFC

IFC associe des investissements, des services de conseil et la mobilisation de ressources pour aider le secteur privé à promouvoir le développement.

Répartition géographique des activités d'IFC

IFC, qui est la plus importante institution mondiale de développement opérant dans le cadre du secteur privé, poursuit des activités dans près de cent pays. Elle met à profit les enseignements tirés de l'expérience d'une région pour apporter des solutions aux problèmes d'autres régions. Elle aide également les entreprises locales à mieux utiliser leur propre savoir en saisissant des opportunités dans d'autres pays en développement.



L'action d'IFC

IFC fournit des services d'investissement, de conseil et de gestion d'actifs, qui se renforcent mutuellement et permettent à la Société de mettre ses financements et ses compétences spécialisées de portée mondiale au service de ses clients dans les pays en développement.

Cet ensemble de services permet à IFC d'être particulièrement bien placée pour aider le secteur privé à créer des opportunités : la Société peut adapter ses investissements et ses conseils aux besoins de ses clients en utilisant des formules créatrices de valeur. Son aptitude à attirer d'autres investisseurs présente des avantages supplémentaires, car elle lui permet de proposer à ses clients de nouvelles sources de financement et de nouvelles manières de mener leurs activités.

INVESTISSEMENTS

Les produits financiers d'IFC permettent aux entreprises de gérer les risques et d'élargir leur accès aux marchés financiers étrangers et nationaux. La Société applique les principes et conditions du marché. Elle investit exclusivement dans des projets à but lucratif dans des pays en développement et applique les taux et tarifs du marché à ses produits et services.

Ces produits et services visent à répondre aux besoins spécifiques de ses clients dans diverses branches d'activité, en particulier l'infrastructure, l'industrie manufacturière, l'agroindustrie, les services et les marchés financiers. Durant l'exercice 18, IFC a effectué des investissements à long terme à hauteur de 11,6 milliards de dollars dans 366 projets. Elle a aussi mobilisé 11,7 milliards de dollars à l'appui du secteur privé de pays en développement.

PRODUITS

Prêts

IFC consent des financements sur projet et des prêts aux entreprises pour son propre compte durant une période allant généralement de 7 à 12 ans. Elle accorde aussi des prêts à des intermédiaires bancaires, à des sociétés de crédit-bail et à d'autres institutions financières qui rétrocèdent ces ressources.

Alors que dans le passé les prêts d'IFC étaient généralement libellés dans les monnaies des grandes nations industrielles, la Société donne maintenant la priorité au montage de produits en monnaie nationale. IFC a accordé des financements en 74 monnaies nationales.

Durant l'exercice 18, elle a engagé 9,8 milliards de dollars pour son propre compte au titre de nouveaux prêts.

Participations

Les prises de participations fournissent l'appui au développement et le capital-développement à long terme dont les sociétés privées ont besoin. IFC prend des participations dans des sociétés, directement ou par le biais de fonds de participation privés. Durant l'exercice 18, les engagements de la Société pour son propre compte sous forme de prises de participation ont représenté environ 1,3 milliard de dollars.

En règle générale, IFC prend une participation de 5 % à 20 % au capital d'une entreprise. Elle encourage les sociétés dans lesquelles elle investit à élargir l'actionnariat en procédant à leur inscription en bourse et, par conséquent, à développer les marchés financiers locaux. Elle investit également par le biais de prêts assortis d'une participation aux bénéfices, de prêts convertibles et d'actions privilégiées.

Financement du commerce et des produits de base

Le Programme mondial de financement du commerce mis en place par IFC garantit les obligations de paiement d'institutions financières agréées au titre d'échanges commerciaux. Il permet d'accroître le volume des crédits commerciaux que les banques peuvent accorder et de compléter les financements de ces dernières en faisant bénéficier de mécanismes d'atténuation des risques, au cas par cas, plus de 287 banques réparties dans 87 pays.

Durant l'exercice 18, l'encours moyen du financement des transactions commerciales par IFC s'est chiffré à plus de 3,4 milliards de dollars.

Prêts syndiqués

Le Programme de prêts syndiqués d'IFC est le plus ancien et le plus important programme de ce type mis en place par des banques multilatérales de développement. Durant l'exercice 18, il a été à l'origine de près des deux tiers des fonds mobilisés par IFC.

Durant l'exercice 18, IFC a procédé avec des institutions financières à la syndication de prêts B, de prêts parallèles, de prêts du programme MCPP, de participations structurées à des prêts A et de participations non financées aux risques pour un montant total de 7,7 milliards de dollars. Ces institutions partenaires sont des banques commerciales, des investisseurs institutionnels, des institutions de financement du développement et la banque centrale d'un pays émergent. Le portefeuille de prêts syndiqués se chiffrait, au total, à 16,2 milliards de dollars à la fin de l'exercice 18.

Plus de 40 % des financements accordés sous forme de prêts syndiqués par IFC, soit 3,57 milliards de dollars au total, ont bénéficié à des emprunteurs de pays IDA.

Produits dérivés et financements structurés

IFC propose des produits dérivés aux entreprises qui sont ses clientes, uniquement à des fins de couverture. Elle leur permet ainsi d'améliorer leur solvabilité et leur rentabilité en leur donnant accès aux marchés internationaux des produits dérivés pour se prémunir contre les risques liés aux fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et des cours des produits de base. Elle joue généralement le rôle d'intermédiaire entre le marché et les entreprises privées des pays émergents lorsqu'elle offre des produits de gestion des risques. IFC propose aussi des produits de financements structurés aux clients souhaitant lever des fonds sur les marchés financiers mondiaux et locaux et gérer leur risque financier. Elle a aidé des clients procédant à leur première émission à obtenir accès au marché en leur proposant des garanties partielles de crédit. Elle aide aussi ses clients à structurer des titrisations et à placer ces valeurs auprès d'investisseurs sur les marchés financiers.

Financements mixtes

IFC utilise plusieurs outils pour attirer des financements privés qui, sinon, ne seraient pas affectés au financement de projets de développement ayant un fort impact. Elle associe des financements concessionnels, émanant en général de partenaires de développement, à ses propres ressources et à celles de co-investisseurs. Les financements mixtes peuvent contribuer à réduire le coût de l'entrée d'entreprises sur un nouveau marché ou les risques de projets et ainsi permettre la réalisation d'investissements pionniers qui créent des antécédents et ouvrent la voie à des financements du marché. Jusqu'ici, IFC a poursuivi cette démarche dans les domaines du changement climatique, de l'agroindustrie, de la sécurité alimentaire et du financement des PME, mais l'ouverture du *Guichet IFC-MIGA de promotion du secteur privé dans le cadre d'IDA-18* (voir p. 27) lui donne la possibilité de fournir un appui dans de nombreux autres. Sa conception des financements mixtes, fondée sur des principes, est judicieuse : elle vise à remédier aux défaillances du marché, prévenir les distorsions sur les marchés, assurer la transparence et renforcer l'impact dans le domaine du développement. Durant l'exercice 18, IFC a engagé plus de 218 millions de dollars de financements concessionnels de bailleurs de fonds et a ainsi pu mobiliser 1,5 milliard de dollars d'investissements privés.

SERVICES-CONSEIL

La fourniture de conseils est un aspect essentiel de la stratégie suivie par IFC pour créer des marchés et mobiliser des investissements privés. Grâce à ces activités, IFC contribue à la mise en place des conditions requises pour attirer le plus grand volume de capitaux privés possible et promouvoir la croissance du secteur privé.

À cette fin, IFC a adopté une démarche plus stratégique, qui consiste à poursuivre systématiquement des programmes de services-conseil en réponse aux besoins les plus importants recensés dans le cadre des stratégies du Groupe de la Banque mondiale au niveau des pays et à l'échelon sectoriel. Elle cherchera de plus en plus à concevoir des projets ayant un impact important, susceptibles d'aider ses clients à attirer les financements dont ils ont besoin — en particulier dans les régions du monde les plus touchées par la pauvreté et les conflits.

- IFC aide les entreprises à attirer des partenaires et des investisseurs du secteur privé, à pénétrer de nouveaux marchés et à accroître l'impact de leurs activités. Elle leur fournit des informations sur le marché adaptées à leurs besoins ainsi que des conseils sur la manière d'améliorer leurs résultats et la viabilité de leurs opérations.
- IFC aide les branches d'activité à adopter de bonnes pratiques et des normes pour accroître leur compétitivité et leur productivité.
- IFC aide les autorités publiques à structurer des partenariats public-privé pour améliorer l'accès de la population à des infrastructures et à des services de base de haute qualité. Elle aide les autorités à mettre en œuvre des réformes pour encourager l'investissement privé.

Les services-conseil d'IFC comptent des spécialistes chevronnés et environ 80 % des agents opérant dans ce domaine sont basés sur le terrain. Durant l'exercice 18, IFC a porté la valeur de son portefeuille de services-conseil, qui regroupe 741 projets poursuivis dans une centaine de pays, pour la porter à 1,5 milliard de dollars. Cinquante-sept pour cent du programme de service-conseil d'IFC concernaient des pays IDA et 19 % des régions fragiles et/ou touchées par des conflits ; 27 % du programme avaient trait au climat.

COLLABORATION D'IFC AVEC LES ENTREPRISES

Agroindustrie : IFC aide les entreprises à améliorer leur productivité et leurs normes, notamment en créant des filières efficaces, en assurant la sécurité alimentaire et en procurant de solides avantages économiques, sociaux et environnementaux aux entreprises agricoles de taille limitée et aux populations locales.

Infrastructure et ressources naturelles : IFC aide les sociétés à procurer des avantages plus importants aux populations locales et à atténuer les risques des projets à l'échelon local.

Services de conseils en finance d'entreprise : IFC aide les entreprises à trouver de nouveaux débouchés, à attirer des investisseurs et à monter des projets complexes, en proposant des conseils sur la manière de concevoir et d'exécuter des fusions et des acquisitions et de forger des partenariats.

Conseils axés sur l'énergie et l'eau : IFC aide les entreprises à utiliser plus efficacement les ressources en énergie et en eau pour améliorer leurs résultats tout en respectant l'environnement. Elle accélère aussi l'expansion des marchés des énergies renouvelables et élargit l'accès de la population à des services énergétiques modernes.

Édifices verts : IFC propose des outils et des formations pour aider les entreprises à construire des édifices qui utilisent plus efficacement l'énergie, l'eau et les matériaux. Elle aide aussi les autorités publiques à établir des cadres de politiques en ces domaines et elle collabore avec les banques au lancement de produits financiers verts.

Petites et moyennes entreprises et filières : IFC aide les PME à renforcer leurs compétences et à améliorer leurs résultats en accroissant leur capacité à participer aux réseaux d'approvisionnement et de distribution de sociétés de plus grande taille. Elle fournit des conseils aux entreprises et aux autorités publiques sur la manière d'améliorer les conditions de travail et la compétitivité de la chaîne d'approvisionnement du secteur des textiles.

Égalité des sexes : IFC travaille avec les entreprises pour accroître le recrutement, le maintien en fonction et la promotion des femmes. Elle les aide aussi à élargir l'accès des femmes aux services financiers, aux technologies, à l'information et aux marchés.

Solutions stratégiques pour les entreprises : IFC aide les entreprises à relever des défis commerciaux complexes, à structurer des programmes novateurs et à créer de nouveaux débouchés.

Gouvernement d'entreprise : IFC aide les entreprises à accroître leur accès aux capitaux, à atténuer leurs risques et à se protéger d'une mauvaise gestion en améliorant leur gouvernement d'entreprise.

Gestion des risques environnementaux et sociaux : IFC aide les entreprises à intégrer la gestion des risques environnementaux et sociaux dans leurs activités pour obtenir des résultats inscrits dans la durée.

COLLABORATION D'IFC AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET LES GESTIONNAIRES DE FONDS

Institutions financières : IFC aide ses clients à renforcer leur gestion des risques et à diversifier la gamme de leurs produits dans des catégories comme le financement des PME, la parité hommes-femmes, le financement du logement et les énergies durables. Elle s'emploie également à promouvoir un accès universel aux financements, à renforcer les marchés financiers et à mettre en place des centrales de crédit ainsi que des registres des garanties.

Gestionnaires de fonds : IFC contribue au développement du secteur des fonds de participation privés sur les marchés pionniers et fournit des conseils aux gestionnaires de fonds et aux PME dans lesquelles les fonds investissent.

COLLABORATION D'IFC AVEC LES AUTORITÉS PUBLIQUES

Partenariats public-privé : IFC aide les autorités publiques à concevoir et mettre en place des partenariats public-privé adaptés aux besoins locaux pour contribuer à éliminer les goulets d'étranglement dans le secteur des infrastructures et atteindre les objectifs de développement national.

Secteur financier : IFC collabore avec les autorités publiques et le secteur privé à la constitution de systèmes financiers et de marchés des capitaux résilients, transparents et fonctionnant de manière harmonieuse.

Climat de l'investissement : IFC aide à améliorer le cadre de l'activité économique par le biais de réformes encourageant l'investissement, stimulant la croissance et créant des emplois.

2030 Water Resources Group : IFC réunit des représentants des autorités publiques, de la société civile et du secteur privé dans le but de recenser les besoins d'investissement et de promouvoir des réformes pour remédier aux pénuries d'eau.

IFC ASSET MANAGEMENT COMPANY

IFC Asset Management Company LLC (AMC), filiale à part entière d'IFC, mobilise et gère des fonds à l'appui d'entreprises dans les pays en développement et sur les marchés pionniers. Créée en 2009, AMC offre aux investisseurs un accès unique aux projets d'investissement d'IFC sur les marchés émergents, tout en accroissant l'offre de capitaux à long terme sur ces marchés. Elle renforce l'impact de la Société dans le domaine du développement et génère des bénéfices pour les investisseurs en tirant profit de l'envergure mondiale d'IFC ainsi que de ses normes d'investissement.

Au 30 juin 2018, AMC avait levé environ 10,1 milliards de dollars, dont approximativement 2,3 milliards auprès d'IFC. Elle administre 12 fonds de placement gérant des produits de participation, de dette et de « fonds de fonds » pour le compte d'une large gamme d'investisseurs institutionnels, parmi lesquels des fonds de patrimoine souverains, des caisses de pension et des institutions de financement du développement.

FONDS D'AMC

Fonds de recapitalisation d'IFC

Le Fonds de recapitalisation d'IFC de 3 milliards de dollars se compose de deux fonds subsidiaires : un fonds de participation de 1,3 milliard de dollars et un fonds de créances subordonnées de 1,7 milliard de dollars. Lancé en 2009, ce fonds contribue à renforcer les banques qui revêtent une importance systémique dans les pays émergents en accroissant leur capacité à faire face aux crises financières et économiques. Au 30 juin 2018, il avait procédé à des engagements au titre de 41 projets d'investissement se chiffrant, globalement, à 2,8 milliards de dollars.

Fonds pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes

Le Fonds pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, doté d'un milliard de dollars, a été lancé en 2010. Il investit sous forme de participations et d'instruments connexes dans un large éventail de secteurs en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au 30 juin 2018, il avait engagé au total 879 millions de dollars au titre de 38 projets d'investissement.

Fonds de recapitalisation pour l'Afrique

Lancé en 2010 et doté de 182 millions de dollars, le Fonds de recapitalisation pour l'Afrique a pour mission d'investir dans les banques commerciales qui présentent une importance systémique en Afrique. Au 30 juin 2018, il avait engagé au total 130 millions de dollars au titre de huit projets d'investissement.

Fonds catalyseur d'IFC

Lancé en 2012 et doté de 418 millions de dollars, le Fonds catalyseur d'IFC investit dans des fonds visant à procurer des capitaux de développement aux entreprises qui adoptent des moyens novateurs de faire face au changement climatique dans les marchés émergents. Il peut aussi investir directement dans ces entreprises. Au 30 juin 2018, il avait engagé au total 382 millions de dollars au titre de 19 projets d'investissement.

Fonds mondial pour l'infrastructure d'IFC

Le Fonds mondial pour l'infrastructure, lancé en 2013 et doté de 1,2 milliard de dollars, investit aux côtés d'IFC sous forme de prises de participation ou de financements connexes dans le secteur des infrastructures de pays émergents. Au 30 juin 2018, il avait engagé au total 662 millions de dollars au titre de 21 projets d'investissement.

Fonds Chine-Mexique

Le Fonds Chine-Mexique, lancé en 2014 et doté de 1,2 milliard de dollars, est un fonds dédié à un pays qui procède à des investissements sous forme de prises de participation ou d'instruments connexes ainsi qu'à des financements mezzanine avec IFC au Mexique. Il vise essentiellement les secteurs de l'infrastructure, du pétrole et du gaz ainsi que l'industrie manufacturière, l'agroindustrie, les services et le secteur bancaire. Au 30 juin 2018, il avait engagé au total 270 millions de dollars au titre de trois projets.

Fonds d'IFC pour la croissance des institutions financières

Doté de 505 millions de dollars, le Fonds d'IFC pour la croissance des institutions financières prend le relais du Fonds de recapitalisation d'IFC et investit sous forme de prises de participation ou de financements connexes dans des institutions financières de pays émergents. Au 30 juin 2018, il avait engagé au total 133 millions de dollars au titre de quatre projets d'investissement.

Fonds mondial des fonds pour les marchés émergents d'IFC

Le Fonds mondial des fonds pour les marchés émergents d'IFC, lancé en 2015 et doté de 800 millions de dollars, investit essentiellement dans des fonds de participation privés axés sur des entreprises à fort potentiel de croissance dans divers secteurs des pays émergents et des marchés pionniers. Il investit aussi directement dans ce type d'entreprises. Au 30 juin 2018, il avait engagé au total 397 millions de dollars au titre de 18 projets.

Fonds d'IFC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Le Fonds d'IFC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, lancé en 2015 et doté de 162 millions de dollars, investit sous forme de participations et d'instruments connexes dans la région MENA. Au 30 juin 2018, il avait engagé au total 52 millions de dollars au titre de trois projets d'investissement.

Fonds pour le financement des entrepreneurs

Le Fonds pour le financement des entrepreneurs, lancé en 2016 et doté de 115 millions de dollars, accorde des prêts prioritaires à des banques commerciales en vue de leur rétrocession à de petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes dans des pays émergents. Ce fonds est une composante du mécanisme de financement *Women Entrepreneurs Opportunity Facility*, partenariat d'un montant de 600 millions de dollars constitué en mars 2014 par IFC et l'initiative *10,000 Women* de Goldman Sachs. Au 30 juin 2018, le fonds avait engagé 87 millions de dollars au profit de huit banques.

Fonds d'IFC pour les pays émergents d'Asie

Le Fonds d'IFC pour les pays émergents d'Asie, lancé en 2016 et doté de 693 millions de dollars, investit sous forme de participations et d'instruments connexes dans tous les secteurs de pays émergents d'Asie. Au 30 juin 2018, le fonds avait engagé 90 millions de dollars au titre de trois projets.

Les compétences spécialisées d'IFC

Le rôle moteur que joue IFC dans le développement durable du secteur privé tient à un avantage particulier : la profondeur et l'étendue des connaissances spécialisées que la Société a acquises durant 60 ans consacrés à promouvoir la réussite et l'expansion des entreprises des pays émergents.

IFC s'emploie à exploiter ses connaissances sectorielles d'envergure mondiale pour s'attaquer aux plus grands problèmes de développement qui se poseront au cours des prochaines années, notamment le chômage, le changement climatique, la sécurité alimentaire et la sécurité des ressources en eau.

AGROINDUSTRIE ET FORESTERIE

L'agroindustrie peut grandement contribuer à réduire la pauvreté. Le secteur agricole est souvent à l'origine d'au moins la moitié du PIB et des emplois dans de nombreux pays en développement, ce qui en fait un secteur prioritaire pour IFC.

IFC aide le secteur privé à répondre à la demande de produits agricoles d'une manière écologiquement viable et inclusive sur le plan social. Elle propose des mécanismes de financement des fonds de roulement pour aider ses clients à financer les stocks et les achats de semences, d'engrais, de produits chimiques et de carburant des agriculteurs. Elle réalise des investissements dans des infrastructures telles que des entrepôts et des chambres froides pour faciliter le commerce et réduire les coûts. Elle cherche à améliorer la productivité en favorisant les transferts de technologie et une utilisation optimale des ressources afin de promouvoir une exploitation durable des terres.

Durant l'exercice 18, les nouveaux engagements à long terme pris par IFC pour son propre compte dans les secteurs de l'agroindustrie et de la foresterie ont atteint au total environ 956 millions de dollars.

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Des marchés financiers solides, durables et accessibles à tous sont essentiels au développement, car ils assurent une allocation efficace des ressources. Les activités d'IFC concernant les intermédiaires financiers ont contribué à renforcer les institutions financières ainsi que l'ensemble des systèmes financiers. Elles lui ont aussi permis de fournir un appui à un nombre beaucoup plus grand de PME et de microentreprises qu'elle n'aurait pu le faire seule.

Lorsqu'IFC travaille avec les intermédiaires financiers, elle peut les encourager à accroître leurs activités dans des domaines considérés comme des priorités stratégiques, tels que les entreprises appartenant à des femmes ou le changement climatique, dans des régions mal desservies telles que les États fragiles et/ou touchés par un conflit, ainsi que dans les secteurs du logement, des infrastructures et des services sociaux.

Durant l'exercice 18, les nouveaux engagements à long terme pris par IFC pour son propre compte au titre des marchés financiers ont atteint au total environ 5,5 milliards de dollars.

SANTÉ ET ÉDUCATION

La santé et l'éducation sont des besoins fondamentaux des êtres humains — mais elles restent hors de portée de nombreux habitants des pays en développement.

L'élargissement de l'accès aux services de santé et d'éducation est un élément fondamental de toute stratégie visant à éliminer la pauvreté et promouvoir la prospérité. IFC apporte un soutien aux entreprises opérant dans les domaines de la santé et des sciences de la vie en leur accordant des financements, en promouvant le partage de connaissances dans leurs domaines, en relevant les normes de gestion et des services cliniques, en aidant les autorités à formuler des politiques et en encourageant la collaboration entre le secteur public et le secteur privé. Dans le domaine de l'éducation, elle aide les entreprises privées à compléter l'action du secteur public et à créer davantage de possibilités pour les enfants, les jeunes et les adultes qui ont un emploi.

IFC est le plus important investisseur multilatéral au monde dans des services privés de santé et d'éducation. Durant l'exercice 18, les nouveaux engagements à long terme qu'elle a pris pour son propre compte dans ces domaines ont atteint au total 739 millions de dollars.

INFRASTRUCTURE

Les infrastructures modernes stimulent la croissance économique, améliorent le niveau de vie et peuvent offrir la possibilité de résoudre des problèmes de développement tels que l'urbanisation rapide et le changement climatique.

Elles constituent aussi un domaine dans lequel le secteur privé peut apporter une contribution importante en fournissant des services essentiels à un grand nombre de personnes de manière efficace et rentable à un coût abordable. IFC vise donc à soutenir des projets d'infrastructure privés basés sur des modèles opérationnels novateurs à fort impact qui peuvent être largement reproduits.

IFC aide à élargir l'accès à l'électricité, aux transports et à l'eau. Elle fournit aux autorités des pays clients des conseils sur des partenariats public-privé. Elle s'emploie à améliorer les équipements urbains et les services connexes. Elle atténue les risques et exploite des compétences spécialisées, notamment dans le domaine des montages financiers. Durant l'exercice 18, les nouveaux engagements à long terme pris par IFC pour son propre compte dans ce secteur ont atteint au total environ 2 milliards de dollars.

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Le secteur de l'industrie manufacturière contribue de manière essentielle à la création d'opportunités et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Les clients d'IFC opérant dans ce secteur créent ou préservent généralement plus d'emplois que ceux des autres secteurs.

IFC a intensifié ses activités dans ce secteur, qui comprend les produits chimiques, les matériaux de construction, les machines ayant un haut rendement énergétique et les équipements de transport. Elle investit dans des sociétés — auxquelles elles prodiguent aussi des conseils — qui développent de nouveaux produits et marchés, qui se réorganisent ou qui se modernisent afin d'être plus compétitives au niveau international.

Sachant que les entreprises de ce secteur comptent parmi celles qui présentent la plus forte intensité de carbone, IFC aide ses clients à monter et à réaliser des investissements qui contribuent à réduire les émissions de carbone et la consommation d'énergie.

Durant l'exercice 18, les nouveaux engagements à long terme pris par IFC pour son propre compte dans ce secteur ont atteint 536 millions de dollars.

PÉTROLE, GAZ ET MINES

Les entreprises industrielles qui peuvent exploiter les ressources naturelles revêtent une importance cruciale pour un grand nombre de pays parmi les plus pauvres de la planète. Elles sont une source essentielle d'emplois, d'énergie et de recettes publiques et elles procurent un large éventail d'autres avantages aux économies locales. En Afrique, notamment, les investissements durables à grande échelle dans ces domaines peuvent avoir des effets d'une ampleur équivalente sur le développement économique.

Le rôle d'IFC dans le secteur du pétrole, du gaz et de l'exploitation minière consiste à aider les pays en développement à concrétiser ces avantages tout en encourageant le recours à des sources d'énergie durables. La Société fournit des financements et des services-conseil à ses clients du secteur privé et aide les autorités nationales à adopter des réglementations efficaces et à renforcer leur capacité de gestion de ces activités tout au long de la chaîne de valeur.

IFC appuie les investissements du secteur privé dans ces branches d'activité et veille à ce que les populations locales en tirent des avantages tangibles. Durant l'exercice 18, les nouveaux engagements à long terme pris par IFC pour son propre compte dans ce secteur ont atteint 97 millions de dollars.

TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Grâce aux technologies modernes de l'information et des communications, il est plus facile aux populations pauvres d'avoir accès à des services et à des ressources. Ces technologies offrent de nouvelles possibilités et accroissent l'efficacité des marchés et des institutions. IFC s'emploie à rendre ces technologies plus largement accessibles. Elle oriente des investissements vers des sociétés privées qui construisent des infrastructures de communication modernes, poursuivent des activités axées sur les technologies de l'information et mettent au point des technologies qui n'ont pas d'effet préjudiciable sur le climat.

IFC aide de plus en plus ses clients à s'implanter sur d'autres marchés en développement, au-delà de leurs frontières nationales. Durant l'exercice 18, les nouveaux engagements à long terme qu'elle a pris pour son propre compte dans ce secteur ont atteint 207 millions de dollars.

TOURISME, COMMERCE DE DÉTAIL ET BIENS IMMOBILIERS

Les secteurs du tourisme, du commerce de détail et des biens immobiliers contribuent dans une mesure importante à la création d'emplois, à la perception de recettes fiscales et à la croissance économique dans les pays en développement.

IFC s'emploie à renforcer ces trois secteurs dans ces pays. Ses investissements favorisent la mise en place d'infrastructures essentielles — dans des lieux qui manquent souvent d'hôtels de qualité pouvant accueillir des touristes et des hommes d'affaires. Elle œuvre avec ses clients du secteur de la distribution à la création d'emplois, à l'augmentation de l'assiette fiscale, au renforcement des capacités du secteur bancaire local, à l'amélioration des infrastructures et au relèvement des normes du travail. Elle investit aussi dans des sociétés immobilières pour agrandir le parc de logements abordables et d'immeubles commerciaux.

Durant l'exercice 18, les nouveaux engagements à long terme pris par IFC pour son propre compte dans les domaines du tourisme, du commerce de détail et des biens immobiliers ont atteint au total 764 millions de dollars.

LE PERSONNEL ET LES PRATIQUES D'IFC

La détermination d'IFC à lutter contre la pauvreté et à créer des opportunités pour les populations les plus vulnérables du monde en développement est la manifestation concrète de sa culture d'entreprise.

Comprendre l'impact d'IFC sur le développement

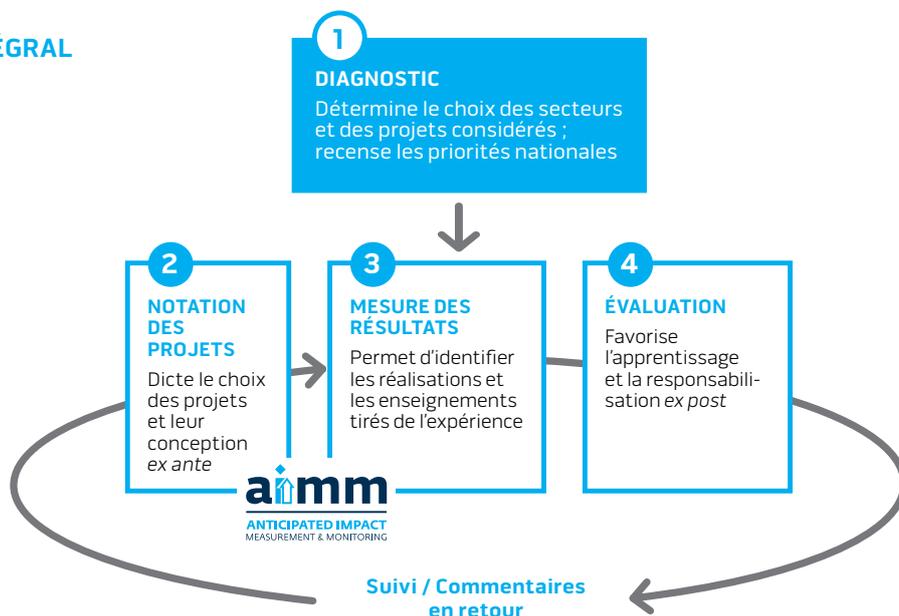
IFC est le chef de file des activités de mesure des résultats des opérations menées dans le cadre du secteur privé. Elle est aussi l'une des rares institutions financières internationales établissant des cibles institutionnelles concernant son impact direct sur le développement. L'évaluation de ses résultats est un aspect fondamental de son action, un outil essentiel pour déterminer dans quelle mesure sa stratégie porte ses fruits et si ses activités et celles de ses clients ont des effets tangibles sur les populations et les marchés qui ont le plus besoin de son appui.

ÉVALUATION DE L'IMPACT ET SYSTÈME DE MESURE DES RÉSULTATS D'IFC

IFC a mis au point un système exhaustif pour guider les opérations nécessaires à l'obtention d'un fort impact dans le domaine du développement et à l'amélioration de sa performance d'une année sur l'autre. Le processus commence par l'établissement de diagnostics au niveau des pays et des secteurs et par le recensement des priorités et des projets qui pourraient être réalisés. Il s'appuie sur une évaluation de l'impact attendu dans le domaine du développement qui contribue utilement à la sélection et à la conception des projets. Le processus bénéficie du suivi régulier des résultats des opérations menées dans le cadre des projets et, à terme, de l'évaluation d'un certain nombre de projets arrivés à maturité qui a pour objet de déterminer l'impact obtenu et les enseignements qui peuvent être tirés de l'expérience.

Diagnostics : IFC commence par procéder à un diagnostic des besoins du secteur privé dans certains pays. Elle s'est dotée d'un nouvel outil de diagnostic sectoriel au niveau des pays — appelé *Country Private Sector Diagnostics* (CPSDs) — dans le but d'identifier les obstacles

SYSTÈME INTÉGRAL DE SOUTIEN À L'ÉVALUATION DE L'IMPACT



à l'investissement privé, de déterminer précisément les secteurs qui offrent le plus de possibilités de collaboration avec les entreprises privées et de recommander la poursuite d'activités particulières pour promouvoir les priorités en matière de développement. Cette démarche permet au Groupe de la Banque mondiale, aux autorités publiques et aux partenaires de définir les défis qui se posent au plan du développement et de prendre des mesures concrètes pour les relever.

En étroite collaboration avec la Banque mondiale, IFC a achevé les CPSDs du Ghana et du Kazakhstan et a entrepris de diagnostiquer la situation dans 13 autres pays. Elle poursuivra ces travaux dans d'autres pays au cours des trois prochaines années.

AIMM : AMÉLIORER LA SÉLECTION ET LA CONCEPTION DES PROJETS

En 2017, IFC a adopté un nouvel outil d'évaluation de l'impact des projets appelé « Mesure et suivi de l'impact attendu » (*Anticipated Impact Measurement and Monitoring* ou AIMM) pour renforcer son cadre de mesure des résultats. Dans ce système, les projets proposés sont notés et sélectionnés en fonction de leurs effets prévus (ou *ex ante*) sur le développement. Cette méthode permet à IFC de fixer des cibles ambitieuses, mais réalisables, de sélectionner les projets offrant les meilleures possibilités d'impact sur le développement et d'en optimiser la conception. Grâce au système AIMM, IFC est mieux en mesure de choisir un ensemble de projets qui donneront de bons résultats dans le domaine du développement et produiront de solides rendements financiers. Elle continue de chercher à l'améliorer.

Le système AIMM permet à IFC d'évaluer les réalisations d'un projet ainsi que ses effets sur la création de marchés. Il examine son incidence sur les bénéficiaires de l'investissement, notamment les employés, les clients et les fournisseurs. Il analyse aussi ses répercussions plus générales sur l'économie et la société. Le système permet à IFC de déterminer la manière dont un projet favorise la réalisation des objectifs qui sous-tendent les efforts qu'elle mène pour créer des marchés, en favorisant la compétitivité, la résilience, l'intégration au sein d'un marché et entre différents marchés, l'inclusion et la viabilité.

IFC a commencé à noter l'intégralité des nouveaux projets d'investissement au moyen du cadre AIMM en 2018. Elle a entrepris d'intégrer la composante du système couvrant les activités de suivi dans le Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS). Le système AIMM sera mis au point pour les services-conseil durant l'exercice 19.

SYSTÈME DE SUIVI : RECENSER LES RÉALISATIONS ET LES ENSEIGNEMENTS

Le système de mesure des résultats suit une démarche à plusieurs niveaux pour renforcer l'appui d'IFC à la poursuite des deux grands objectifs du Groupe de la Banque mondiale, en contribuant à améliorer les nouvelles décisions opérationnelles et en accroissant la valeur des activités de suivi et d'évaluation. Depuis 2006, IFC suit l'évolution de l'impact sur le plan du développement par l'intermédiaire du DOTS, qui l'aide à suivre et à évaluer la performance de toutes les entreprises qui sont ses clientes et dans lesquelles elle poursuit des investissements. Au cours des prochaines années, le système AIMM incorporera progressivement les aspects pertinents du DOTS de manière à établir une approche « de bout en bout » de la mesure des résultats.

Le système AIMM présente une caractéristique importante, qui tient à sa capacité à établir un lien entre les notes attribuées aux projets *ex ante* et les mesures des résultats en temps réel. Ce système est basé sur les faits, puisque les estimations de l'impact prévu sur le développement sont explicitement associées à des indicateurs de suivi. Dans ce système, au moins un indicateur de suivi est associé à chaque observation d'impact utilisée pour justifier la note *ex ante*.

ÉVALUATIONS : FOURNIR DES DONNÉES PROBANTES ET PROMOUVOIR LA RESPONSABILITÉ

Les évaluations des projets parvenus à maturité ou achevés constituent le dernier maillon du cadre d'évaluation de l'impact. Chaque année, IFC procède à l'autoévaluation d'un échantillon d'opérations d'investissement arrivées à maturité et de projets de services-conseil achevés. Les notes attribuées forment la base des évaluations de la performance globale d'IFC et sont prises en compte dans les évaluations sectorielles, thématiques et régionales. Elles sont ensuite validées par le Groupe indépendant d'évaluation.

IFC procède aussi à des évaluations approfondies de projets ou de groupes de projets arrivés à maturité. Depuis 2017, elle suit une démarche plus stratégique pour combler les lacunes critiques en matière de connaissances. Elle a entrepris 27 évaluations et mené des travaux de recherche appliquée portant sur des problèmes concrets rencontrés dans le cadre des opérations et nuisant à l'efficacité de ses interventions. Il lui est ainsi possible d'évaluer son impact au-delà des différents projets et de tirer d'utiles enseignements pour la formulation de stratégies et la conception d'opérations dans les branches d'activité.

Par exemple, selon une évaluation du *Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire* (GAFSP), qui est l'un des mécanismes de financement mixte d'IFC, la démarche unique suivie par la Société, consistant à associer des investissements et des services-conseil, a une nette valeur ajoutée pour les marchés agricoles des pays exclusivement IDA. En ajoutant des ressources concessionnelles du GAFSP aux financements qu'elle consent aux conditions du marché, IFC peut toucher de nouveaux clients et marchés dans des pays souvent jugés trop risqués par les investisseurs.

Durant l'exercice 17, les projets financés par le GAFSP ont atteint plus de 874 000 agriculteurs de pays caractérisés par des taux de pauvreté élevés et une grave insécurité alimentaire. Le GAFSP a également mobilisé d'importants capitaux supplémentaires, puisque des financements de l'ordre de 250 millions de dollars ont débouché, au total, sur des investissements de 1,6 milliard de dollars.

L'investissement effectué en 2012 par IFC dans le projet de centrale solaire à concentration de 200 mégawatts d'Abengoa KaXu, en Afrique du Sud, témoigne également de l'importance présentée par les évaluations. Le projet de KaXu, dont le financement provient en partie de ressources concessionnelles du Fonds pour les technologies propres, est le premier projet de centrale solaire à concentration financé par des capitaux privés en Afrique subsaharienne. Ce projet a fourni 1 700 emplois durant la phase de construction et créé 80 emplois à plein temps, nombre bien supérieur aux niveaux ciblés. Il produit en outre suffisamment d'électricité pour alimenter 33 000 clients de plus tout en évitant des émissions de dioxyde de carbone représentant, selon les estimations, 306 000 tonnes par an.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT D'IFC : BASE DE SA STRATÉGIE

Les objectifs de développement d'IFC complètent le système AIMM en permettant d'identifier les cibles relatives aux réalisations attendues de ses projets. Les objectifs se rapportent à cinq domaines d'intervention cadrant avec la stratégie d'IFC, qui ont des effets directs sur les conditions de vie des habitants des marchés desservis :

- Créer des possibilités de pratiques agricoles durables
- Améliorer les services de santé et d'éducation
- Accroître l'accès des clients des institutions de microfinance et des PME clientes aux services financiers
- Accroître ou améliorer les services d'infrastructure
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre

IFC collabore avec ses clients pour déterminer les effets particuliers que ses activités devraient avoir à terme au plan du développement dans le cadre de chaque opération d'investissement ou de services-conseil. Durant la deuxième année du cycle triennal actuel (Ex. 17-19), IFC a affiché de notables progrès dans le cadre des engagements pris au regard des objectifs de l'exercice 18. De plus amples informations sont disponibles en ligne à l'adresse <https://www.ifc.org/developmentgoals>.

CONTRIBUTION D'IFC AUX ODD

Le suivi des résultats d'IFC s'inscrit dans le droit fil des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies adoptés en septembre 2015. Le système AIMM aide notamment IFC à maintenir l'alignement de ses propres objectifs stratégiques sur les deux grands objectifs de la Banque mondiale et sur les ODD. Ce système est conçu de manière à mesurer les résultats au niveau des projets et des systèmes par rapport à des cibles liées aux ODD. Cette démarche permet à IFC de jouer un rôle de premier plan parmi les institutions de financement international en établissant des rapports sur la manière dont elle contribue, ainsi que ses clients, à la réalisation des ODD. De plus amples informations en la matière sont disponibles en ligne à l'adresse <https://www.ifc.org/sdgalignment>.

PRÉSERVER LE LEADERSHIP INTELLECTUEL D'IFC DANS L'ÉVALUATION DES RÉSULTATS

IFC mène les efforts déployés par les banques multilatérales de développement et les institutions de financement du développement pour suivre et évaluer les opérations menées dans le cadre du secteur privé, comme en témoignent les travaux qu'elle a poursuivis pour assurer l'adoption par les institutions financières internationales de pratiques communes d'évaluation de ce type d'opérations.

En mars 2018, IFC a organisé à Londres, conjointement avec le CDC Group, institution britannique chargée du financement du développement, la deuxième *Conférence annuelle sur l'évaluation de l'impact du secteur privé sur le développement*, à laquelle ont participé des représentants de 31 partenaires de développement, de banques multilatérales de développement et d'institutions financières internationales. La conférence a fait ressortir l'importance de l'établissement de faits clairs et crédibles concernant la manière dont l'investissement privé contribue à la réalisation des ODD. Elle a également permis de mettre en relief les défis posés par l'évaluation de l'impact sur la création de marchés.

PERFORMANCE ET IMPACT D'IFC SUR LE DÉVELOPPEMENT

Ainsi que l'a indiqué le Groupe indépendant d'évaluation, les notes relatives à l'efficacité de l'action d'IFC dans le domaine du développement ont diminué au cours des dernières années aussi bien pour ses opérations d'investissement que pour ses services-conseil, en partie du fait du ralentissement de la croissance économique, de la faiblesse des cours des produits de base et des troubles politiques qui sévissent dans de nombreux pays. Les carences au niveau de la sélection et de la supervision des projets ont également contribué à cette baisse.

IFC prend différentes mesures pour remédier à ces problèmes, notamment pour renforcer la responsabilisation au niveau de la sélection et du processus d'exécution des projets. Elle procède également à des examens semestriels de l'intégralité de son portefeuille de projets de services-conseil de manière à assurer une gestion dynamique et à adopter des mesures correctives en temps opportun.

Durant l'exercice 18, cinquante-neuf pour cent des investissements d'IFC ont obtenu une note positive, ce qui représente une augmentation de quatre points par rapport à l'exercice 17. Cette amélioration s'est manifestée dans tous les domaines de performance. Les notes du DOTS considérées ici ont été établies à partir d'une cohorte de 776 investissements approuvés entre 2009 et 2014 et ayant atteint un niveau de maturité suffisant pour pouvoir être notés.

Les investissements de grande envergure d'IFC donnent de meilleurs résultats, puisque 71 % d'entre eux ont obtenu des notes positives.

Si l'on considère les branches d'activité, ce sont les investissements dans les fonds de participation privés qui ont donné les meilleurs résultats, puisque 64 % de ces investissements ont obtenu des notes positives. Les investissements dans le secteur du tourisme, du commerce de détail, de la construction et de l'immobilier ont affiché les plus fortes améliorations : 48 % des investissements ont reçu une évaluation positive, soit 14 points de plus que durant l'exercice 17. Ce progrès a tenu essentiellement à l'amélioration des notes DOTS attribuées en Afrique subsaharienne ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, où sont réalisés les deux tiers des projets d'IFC menés dans ces domaines.

Les notes du DOTS ont baissé pour le secteur des télécommunications, des médias et des technologies. Seulement 31 % des investissements réalisés dans ce dernier secteur ont obtenu une note positive, soit six points de moins que durant l'exercice 17. Cette baisse est imputable à trois régions — l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Europe et l'Asie centrale, et l'Asie du Sud — dans lesquelles les clients d'IFC ont obtenu de moins bons résultats financiers que prévu.

Au niveau des régions, ce sont les investissements effectués au Moyen-Orient et en Afrique du Nord qui ont affiché les meilleurs résultats : 66 % des investissements effectués dans cette région ont été notés de manière positive, soit 16 points de plus que durant l'exercice 17. Cette amélioration tient aux solides résultats des investissements dans le secteur non financier.

Durant l'exercice 18, soixante-six pour cent des projets de services-conseil achevés ont obtenu une note positive, soit une proportion inférieure de quatre points à celle de l'exercice 17, mais supérieure à la cible de 65 %. Cette notation est basée sur les 136 projets achevés durant l'année dont l'efficacité dans le domaine du développement a pu être notée.

Les résultats se sont améliorés notablement dans trois régions. Les progrès les plus importants ont été obtenus en Europe et en Asie centrale, où 90 % des projets ont obtenu une note positive. Les résultats des projets réalisés en Asie du Sud, en Afrique subsaharienne ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes se sont dégradés.

CHAMP D'ACTION ET RÉSULTATS DES CLIENTS SUR LE PLAN DU DÉVELOPPEMENT

À l'échelle mondiale, les clients dans lesquels IFC investit ou auxquels elle propose des services-conseil ont eu un impact sur un grand nombre de personnes et ont enregistré de remarquables succès (voir p. 89). Les principaux sont décrits ci-après :

Élargissement de l'accès aux financements :

- IFC fait bénéficier d'investissements et de services-conseil les institutions financières qui assurent des services aux particuliers ainsi qu'aux PME et aux microentreprises. Ces institutions ont accordé environ 54,4 millions de microcrédits et 8,3 millions de prêts de montants faibles à moyens d'une valeur totale de près de 439 milliards de dollars. Elles ont également octroyé 2,3 millions de prêts au logement d'un montant total de 69,8 milliards de dollars.
- La Société a collaboré avec ses partenaires dans le secteur des services financiers numériques pour faciliter des financements portant sur un montant de plus de 366 millions de dollars de transactions de détail réglées autrement qu'en espèces portant sur un montant total de 10 milliards de dollars.
- IFC a contribué au renforcement des marchés financiers en collaborant avec des registres de garanties et des centrales de risques, afin de faciliter l'octroi de financements à hauteur de 146,8 milliards de dollars. Plus de 302 000 micro-, petites et moyennes entreprises ont pu obtenir des prêts garantis par des biens mobiliers.
- Des prêts portant au total sur 444 millions de dollars ont été accordés à des emprunteurs du secteur agricole et du secteur du logement à l'appui d'une utilisation rationnelle de l'énergie.

- IFC a aidé à créer ou à renforcer cinq opérateurs de centrales de crédit au Maroc, en Mongolie, au Nigéria, en Jordanie et en Azerbaïdjan.

Offre de solutions et de services :

- Plus de 17 millions de personnes ont bénéficié des services-conseil fournis par IFC à l'appui de solutions solaires hors réseau.
- Les clients d'IFC ont produit et distribué de l'électricité au profit de 97,2 millions de personnes vivant pour la plupart en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Ils ont raccordé 186,7 millions de clients au réseau téléphonique et ils ont alimenté en gaz 3,1 millions d'habitants, essentiellement en Asie du Sud.
- Les clients d'IFC ont contribué à l'éducation de 5,7 millions d'élèves et étudiants. Dans le secteur de l'agroindustrie, ils ont fourni un appui à 4 millions d'agriculteurs en améliorant leur accès aux financements et aux marchés et en soutenant des pratiques agricoles durables — autant d'avantages qui devraient accroître la productivité et les revenus des agriculteurs et renforcer leur capacité à faire face aux événements imprévus.
- IFC a travaillé avec des entreprises à l'adoption de nouvelles pratiques et technologies qui ont attiré des financements à hauteur de 121,2 millions de dollars au titre de projets recourant à des technologies économes en ressources.
- IFC a aidé les autorités publiques à signer 17 contrats avec des opérateurs privés. Ces transactions devraient ouvrir ou améliorer l'accès de 6,1 millions de personnes à des services d'infrastructure et de santé et mobiliser plus de 4,6 milliards de dollars sous forme d'investissements privés dans des infrastructures.

Amélioration du climat des affaires :

- IFC a collaboré avec la Banque mondiale pour aider 35 administrations nationales et locales à procéder à 73 réformes qui ont contribué à promouvoir un cadre plus propice au développement du secteur privé et à favoriser des marchés concurrentiels et la création d'emplois. Cinquante-et-une de ces réformes ont été menées dans des pays IDA, dont 13 dans des régions fragiles et touchées par un conflit.
- Ces réformes ont permis au secteur privé d'économiser 85,5 millions de dollars et ont contribué à la réalisation de nouveaux investissements d'un montant supérieur à 142 millions de dollars.

Champ d'action des sociétés clientes d'IFC au plan du développement

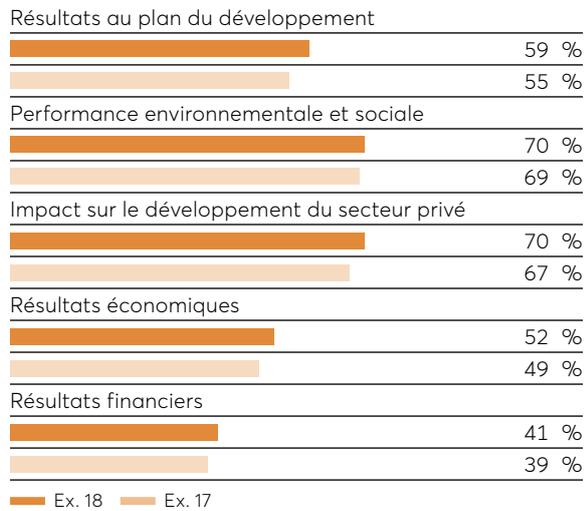
Investissements	PORTEFEUILLE ANNÉE CIVILE 2016	PORTEFEUILLE ANNÉE CIVILE 2017
Emplois (millions) ¹	2,4	2,5
Microcrédits^{2,3}		
Nombre (millions)	53,7	54,4
Montant (milliards d'USD)	60,7	73,9
Prêts aux PME^{2,3}		
Nombre (millions)	8,3	8,3
Montant (milliards d'USD)	351,1	364,7
Financement du commerce⁴		
Nombre (millions)	1,8	1,7
Montant (milliards d'USD)	255,9	280,4
Nombre de consommateurs bénéficiant de services		
Production d'électricité (millions de personnes) ⁵	78,1	79,2
Alimentation en électricité (millions de personnes)	24,8	18,0
Approvisionnement en eau (millions de personnes)	14,3	18,2
Alimentation en gaz (millions de personnes)	59,9	3,1
Branchements téléphoniques (millions d'utilisateurs)	345,3	186,7
Patients recevant des services médicaux (millions)	34,0	41,2
Nombre d'élèves (millions)	4,9	5,7
Nombre d'agriculteurs bénéficiaires (millions)	3,0	3,7
Paiements aux fournisseurs et aux administrations publiques		
Achat de biens et services sur les marchés intérieurs (milliards de dollars)	36,6	38,3
Contribution aux recettes ou à l'épargne des administrations publiques (milliards de dollars)	14,6	15,8

Ces chiffres décrivent le champ d'action des clients d'IFC à la fin des années civiles 2016 et 2017. Les données sur les portefeuilles de ces deux années ne sont pas strictement comparables en raison de la modification du portefeuille de clients d'IFC sur lequel elles reposent. Dans le cas des microcrédits et des prêts aux PME, les résultats s'expliquent aussi par la contribution des services-conseil. Les données fournies par les clients font l'objet de nombreux contrôles, mais elles reposent parfois sur des estimations et la définition des indicateurs peut être comprise de façon légèrement différente d'un client à l'autre.

1. Les données de portefeuille relatives à l'emploi incluent les emplois fournis par les sociétés bénéficiaires de fonds, qui représentent 35 % du total.
2. Les chiffres indiqués pour le champ d'action correspondent à l'encours des microcrédits et des prêts de montant faible ou moyen des institutions financières clientes d'IFC dont les activités visent les MPME.
3. Les chiffres indiqués pour les microcrédits et les prêts aux PME incluent une importante contribution d'une grande institution d'Asie.
4. Le nombre total et le montant en dollars des transactions commerciales financées par le réseau de banques de pays émergents du Programme de financement du commerce mondial ont été établis à partir des chiffres communiqués par 76 % (nombre) et 79 % (montant en dollars) des banques qui opéraient dans le cadre du réseau durant l'année civile 2017. Il n'est pas possible de comparer directement ces chiffres à ceux de l'année précédente, car le nombre de banques en activité ayant répondu à l'enquête est différent d'une année à l'autre. Les données correspondent aux transactions directement garanties par IFC et aux opérations exécutées par les banques du réseau qui ont bénéficié de l'appui du programme. Les données de l'année civile 2016 ont été mises à jour à la lumière des corrections apportées aux statistiques de l'année précédente par les participants à l'enquête.
5. Le nombre total de personnes bénéficiant de la production d'électricité durant l'année civile 2016 a été révisé par suite de l'ajustement des résultats d'un client de la région Asie du Sud et d'un client de la région Amérique latine et Caraïbes.

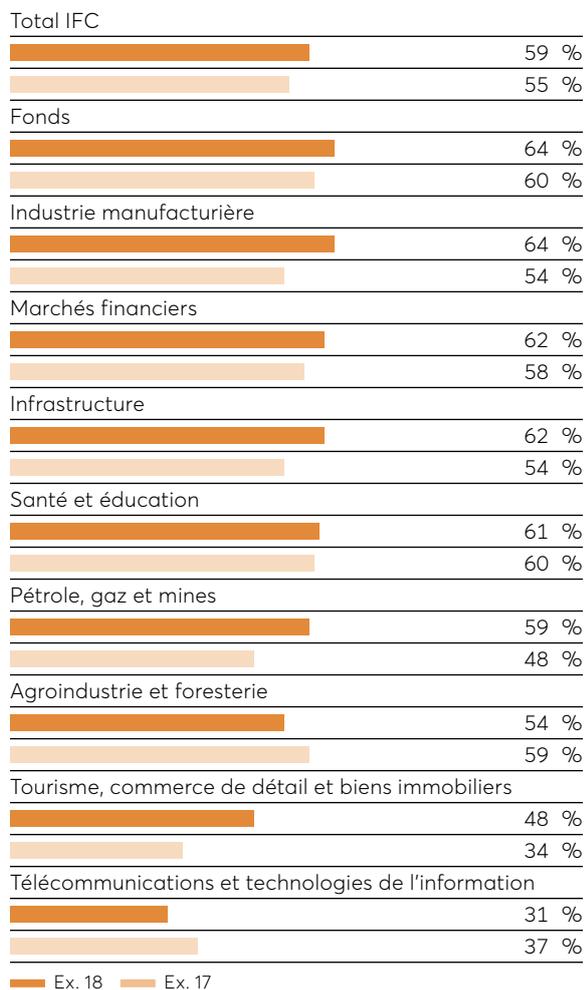
Notes du DOTS pour les services d'investissement par catégorie de résultat, comparaison Ex. 17/Ex. 18

Pourcentage de notes positives



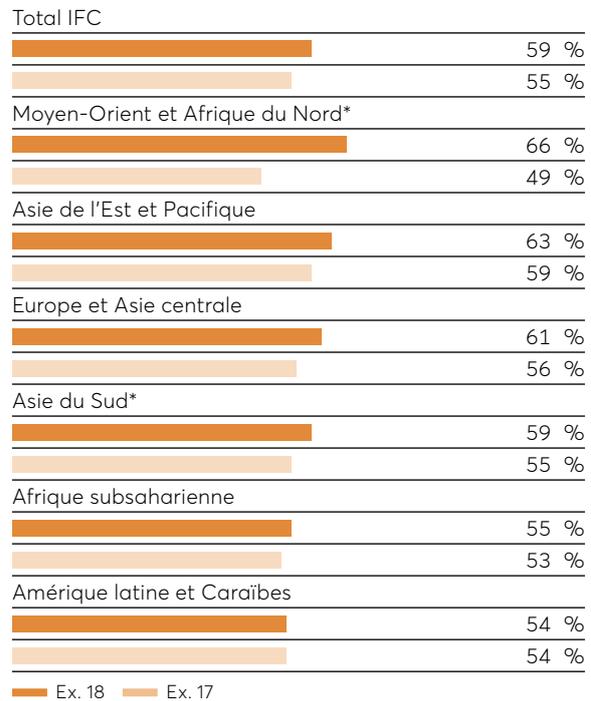
Notes du DOTS pour les services d'investissement par branche d'activité, comparaison Ex. 17/Ex. 18

Pourcentage de notes positives



Notes du DOTS pour les services d'investissement par région, comparaison Ex. 17/Ex. 18

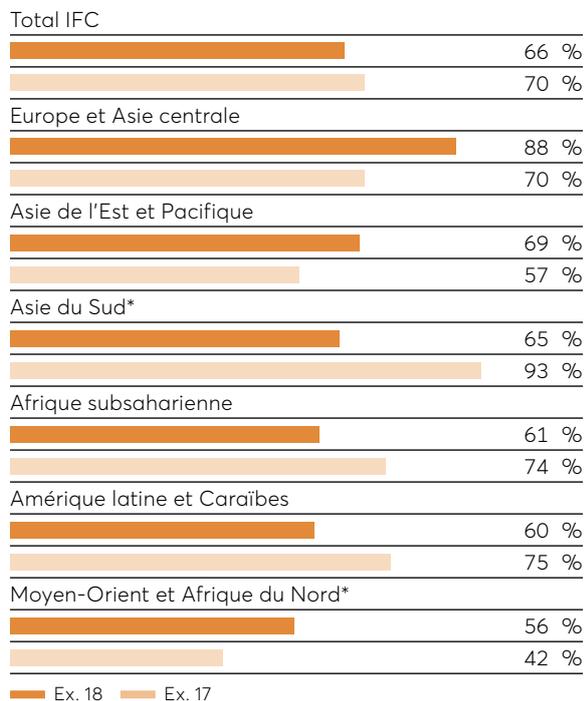
Pourcentage de notes positives



*Les projets réalisés en Afghanistan et au Pakistan, qui faisaient antérieurement partie de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, sont maintenant inclus dans la région Asie du Sud. Les résultats pour l'exercice 17 ont été recalculés de manière à prendre en compte ce changement.

Notes du DOTS pour les services-conseil par région, comparaison Ex. 17/Ex. 18

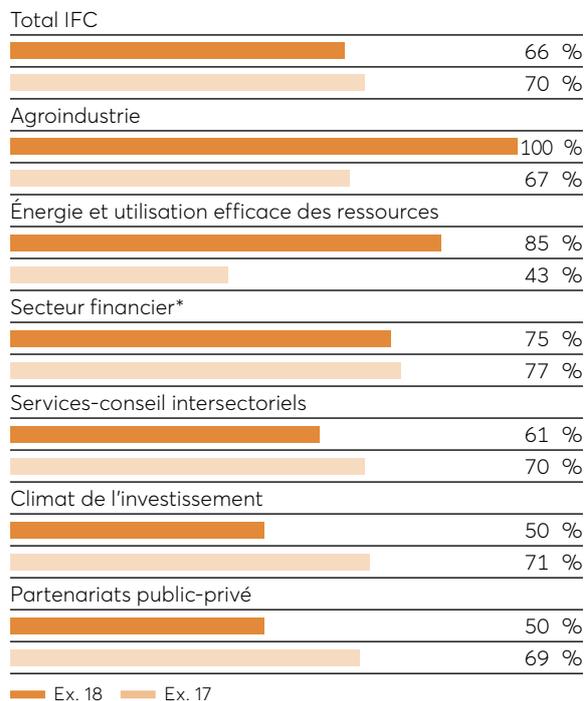
Pourcentage de notes positives



*Les projets réalisés en Afghanistan et au Pakistan, qui faisaient antérieurement partie de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, sont maintenant inclus dans la région Asie du Sud. Les résultats pour l'exercice 17 ont été recalculés de manière à prendre en compte ce changement.

Notes du DOTS pour les services-conseil par domaine d'activité, comparaison Ex. 17/Ex. 18*

Pourcentage de notes positives



*La catégorie « Secteur financier » comprend aussi les projets entrepris par l'équipe intégrée du Pôle mondial d'expertise en Finance et marchés du Groupe de la Banque mondiale.

Responsabilité institutionnelle

Conformément à son devoir de responsabilité institutionnelle, IFC s'engage à systématiquement intégrer le souci de la viabilité dans toutes ses opérations internes et à respecter les mêmes normes environnementales et sociales que celles qu'elle impose à ses clients. Sa détermination à passer de la parole aux actes lui permet de gérer ses opérations dans le droit fil de sa mission.

LE PERSONNEL D'IFC

Le personnel d'IFC, qui apporte des solutions innovantes et les meilleures pratiques mondiales à ses clients, constitue l'atout le plus précieux de la Société. Ses compétences spécialisées, ses qualifications, sa diversité et sa motivation sont des aspects essentiels de l'avantage comparatif dont jouit IFC.

INDICATEUR	EX. 16	EX. 17	EX. 18
Nombre total d'agents à plein temps	3 757	3 860	3 921
Agents basés hors des États-Unis (%)	56,5 %	55,9 %	54,9 %
Consultants à court terme/ temporaires (équivalent plein temps)	904	1 018	1 092
Indice de participation du personnel à l'enquête sur l'engagement des employés	72 %	75 %	75 %
Diversité			
Femmes cadres supérieurs (%)	34,8 %	35,5 %	39,5 %
Cadres supérieurs originaires de pays de la Deuxième partie (%)	40,6 %	38,9 %	40,5 %
Personnel féminin technique, niveau GF+ (%)	45,7 %	46,2 %	46,7 %
Afrique subsaharienne/ Caraïbes GF+ (%)	10,5 %	10,9 %	11,2 %
Nombre moyen de jours de formation par agent au siège	3,35	3,21	2,8
Nombre moyen de jours de formation par agent dans les bureaux-pays	4,08	3,71	2,95

Note : GF+ indique un niveau de rémunération de grade F ou supérieur et correspond aux cadres.

Promouvoir la diversité et l'inclusion : les activités d'IFC se poursuivent dans le monde entier et touchent des personnes diverses vivant dans des lieux, parlant des langues et ayant des idéaux différents. Cette diversité se retrouve au niveau des membres du personnel de la Société, qui représentent 151 pays et sont en poste dans 95 États. Leurs idées et leurs perspectives uniques sont le fondement de l'action de développement d'IFC.

IFC est déterminée à accroître la diversité de son personnel au-delà de la représentation géographique inhérente à toute institution internationale. Les résultats indiqués par tous les indicateurs de l'indice de diversité font état des progrès accomplis en 2018, notamment par suite de l'affectation d'un plus grand nombre de femmes et de ressortissants d'Afrique subsaharienne et des Caraïbes à des postes d'encadrement et de direction. La Société a mené, à cette fin, des initiatives de recrutement ciblées.

IFC a rejoint des sociétés de premier plan lorsqu'elle a obtenu la certification EDGE (*Economic Dividends for Gender Equality*), qui évalue la mesure dans laquelle une organisation se conforme aux meilleures pratiques mondiales dans le domaine de l'égalité hommes-femmes. Durant l'exercice 18, IFC, en tant que membre du Groupe de la Banque mondiale, est devenue la première institution financière internationale à obtenir une certification EDGE générale. Elle a lancé une série d'initiatives pour maintenir l'équilibre entre les sexes au niveau des filières de compétences, gérer l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, mettre en œuvre des politiques et des pratiques d'égalité des sexes et promouvoir une culture d'inclusion au travail.

Promouvoir une culture d'éthique : IFC encourage des comportements positifs et respectueux au travail. Le Groupe de la Banque mondiale a entrepris de revoir son code de conduite en fonction de cinq valeurs essentielles sur lesquelles l'accent a été mis durant l'exercice : l'impact, l'intégrité, le respect, le travail en équipe et l'innovation. Les initiatives qui sont mises en place ont pour objet de renforcer ces valeurs dans le cadre de la gestion de la performance, du recrutement, des communications internes et des programmes de formation du personnel.

Valorisation des ressources humaines : IFC dispose d'un cadre de direction et de gestion qui permet aux chefs de file de l'organisation de suivre des programmes de perfectionnement. Deux programmes majeurs, le *Global Business Leadership Program* (GBLP) et le *Corporate Leadership Program* (CLP), peuvent être proposés à des membres du personnel qui semblent promis à un brillant avenir. Ces programmes de perfectionnement des compétences de direction de très haut niveau encouragent la maîtrise des compétences personnelles et le leadership à tous les niveaux de l'organisation. Durant l'exercice 18, soixante agents ont suivi les programmes GBPL et CLP. Ils viennent s'ajouter au réseau de plus de 850 agents qui les ont précédés. Ces derniers encadrent et guident maintenant certains de leurs collègues et favorisent la poursuite des priorités institutionnelles dans le cadre d'affectations spéciales.

Durant l'exercice, 19 agents d'IFC ont participé à un programme de parrainage des cadres de direction intitulé *Sponsorship Program*, dernière initiative menée dans le cadre d'une série de programmes conçus pour constituer un groupe de personnes dotées d'aptitudes diverses. Les participants sont sélectionnés dans le cadre d'un processus d'examen des compétences mené au sein de la Société. Ils bénéficient de conseils dispensés par les vice-présidents et ont accès à d'importants réseaux qui favorisent le déroulement de leur carrière.

Assurer des niveaux de rémunération et des avantages compétitifs : IFC applique le cadre de rémunération du Groupe de la Banque mondiale. Le barème des rémunérations du personnel recruté à Washington est basé sur le marché de l'emploi aux États-Unis. Les traitements des membres du personnel recrutés en dehors des États-Unis sont fonction de niveaux jugés compétitifs sur les marchés locaux sur la base d'enquêtes indépendantes. IFC offre à son personnel un régime de prestations compétitif, comprenant un régime de retraite, une assurance maladie, une assurance vie, une assurance décès accidentel, une assurance accidents du travail et une assurance invalidité.

Structure des traitements des agents (Washington)

Au 30 juin 2018, la structure des traitements et les montants moyens des traitements annuels (nets d'impôt) et des avantages des agents du Groupe de la Banque mondiale se présentaient comme suit :

GRADES	INTITULÉS DE POSTES REPRÉSENTATIFS	MINIMUM (USD)	POINT MÉDIAN (USD)	MAXIMUM (USD)	EFFECTIFS À CE GRADE (%)	TRAITEMENT MOYEN/ GRADE (USD)	PRESTATIONS MOYENNES* (USD)
GA	Auxiliaire de bureau	27 200	38 900	50 600	0,02 %	38 995	21 129
GB	Assistant administratif, Technicien d'information	33 200	47 500	61 800	0,23 %	46 393	25 137
GC	Assistant de programme, Assistant d'information	40 700	58 100	75 500	6,69 %	59 947	32 481
GD	Assistant principal de programme, Spécialiste de l'information, Assistant du service du budget	47 900	68 500	89 100	6,21 %	74 009	40 101
GE	Analyste	65 200	93 100	121 000	10,44 %	85 303	46 220
GF	Cadre	85 300	121 800	158 300	21,06 %	111 642	60 491
GG	Cadres supérieurs	112 800	161 200	209 600	33,68 %	155 672	84 349
GH	Directeur, Cadre de direction	153 000	218 600	284 200	18,72 %	218 903	118 609
GI	Directeur, Conseiller principal	233 100	291 400	349 700	2,50 %	289 412	156 813
GJ	Vice-président	278 900	328 100	377 300	0,37 %	359 193	194 623
GK	Directeur général, Vice-président exécutif	310 000	364 700	419 400	0,08 %	408 904	263 497

Note : Comme les agents du Groupe de la Banque mondiale non américains sont habituellement exemptés de l'impôt sur le revenu sur les rémunérations qui leur sont versées par l'institution, celles-ci s'entendent nettes d'impôt. Ces rémunérations équivalent généralement aux salaires nets après impôts des employés des organisations et des entreprises de référence d'après lesquels la grille des salaires de l'institution est établie. Seul un très petit nombre d'agents parvient au tiers supérieur de la fourchette de salaires d'un grade donné.

a. Y compris l'assurance-maladie, l'assurance-vie et l'assurance-invalidité, les droits acquis au titre de la prestation de cessation de service et d'autres avantages non salariaux. Les allocations fiscales ne sont pas incluses.

BUREAUX D'IFC

IFC a pour priorité de réduire le plus possible son impact sur l'environnement. C'est pourquoi elle conçoit et gère ses bâtiments de manière durable et compense les émissions qu'elle ne parvient pas à éliminer.

Utilisation rationnelle des ressources naturelles : le siège d'IFC à Washington est le plus grand immeuble de bureaux de la Société puisque sa superficie représente près de la moitié de celle de tous les autres bureaux extérieurs. Les efforts déployés pour améliorer le rendement énergétique ont permis de réduire la consommation totale d'électricité au siège de 18 % depuis 2007. La Société continue de moderniser son système d'éclairage en remplaçant les ampoules fluorescentes compactes par des ampoules LED. Elle a aussi ajusté la température de réglage de l'eau et des systèmes de chauffage et de refroidissement. Ses projets de conservation d'énergie ont permis d'économiser près de 60 000 kilowatts-heure d'électricité durant l'exercice 17.

Durant l'exercice 18, IFC a sensiblement progressé en direction de son objectif qui consiste à ne plus accumuler de déchets au siège. Elle a amélioré son système de recyclage dans tout le bâtiment et a lancé un programme de récipients alimentaires réutilisables dans le but d'éliminer près de 250 000 conteneurs jetables par an. Le programme a contribué à réduire de 26 % le volume total des déchets par rapport à 2015, selon les estimations établies dans le cadre du dernier audit qui a aussi constaté qu'IFC recycle un plus grand nombre de produits de manière à réduire les volumes jetés dans des décharges.

Une conception durable : près de 60 % de l'empreinte immobilière d'IFC (mesurée en mètres carrés) ont une certification LEED ou équivalente. IFC mène les efforts déployés pour concevoir et construire un nouvel immeuble de bureaux du Groupe de la Banque mondiale à consommation nette zéro à Dakar (Sénégal). Le projet devrait être achevé en 2020. Par ailleurs, elle étudie la possibilité d'équiper de systèmes de production d'énergie solaire quatre autres immeubles qui lui appartiennent.

Maintien d'un bilan climatique neutre : les opérations d'IFC dans le monde continuent d'avoir un bilan carbone neutre. Durant l'exercice 17 (dernier exercice pour lequel des données sont disponibles), les émissions de carbone de ses opérations se sont chiffrées au total à 43 672 tonnes d'équivalent CO₂. Ces émissions sont imputables pour 71 % aux déplacements professionnels et pour 23 % à la consommation d'électricité des bureaux (la moitié de cette consommation étant due au siège). Au cours des trois dernières années, les émissions de carbone d'IFC par employé à plein temps ont diminué de 2 % pour s'établir à l'équivalent de 8,95 tonnes de CO₂. Ces chiffres ont été établis sur la base de facteurs d'émission mis à jour durant l'exercice 18 ; les données relatives aux années précédentes ont été révisées en conséquence.

IFC a acheté des crédits carbone à quatre projets. Elle choisit des projets qui procurent aux populations locales des avantages tangibles dans le domaine du développement. L'un d'eux, par exemple, fournit des cuisinières solaires aux résidents du camp de réfugiés d'Irimidi au Tchad pour leur éviter d'utiliser du bois de feu. IFC achète également des certificats d'énergies renouvelables d'un montant équivalant à la consommation du siège. Elle déclare chaque année ses émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de l'initiative des Nations Unies *Climate Neutral Now et du Carbon Disclosure Project*. De plus amples détails sont disponibles sur le site Web <http://www.ifc.org/footprint>.

Inventaire des émissions de carbone pour l'exercice 17 — opérations d'IFC dans le monde

TONNES D'ÉQUIVALENT CO₂

Déplacements professionnels	30 933
Électricité, bureaux extérieurs	5 099
Électricité, siège d'IFC	4 781
Divers	2 859
ÉMISSIONS TOTALES	43 672

Note : les facteurs d'émission ont été mis à jour durant l'exercice 18 conformément au plan de gestion des inventaires des émissions du Groupe de la Banque mondiale.

La gouvernance d'IFC

LA PLACE D'IFC DANS LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le Groupe de la Banque mondiale représente une source vitale d'assistance financière et technique pour les pays en développement. Il a pour mission de lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme pour obtenir des résultats durables.

IFC est l'un des cinq membres du Groupe de la Banque mondiale, tout en demeurant une entité juridique distincte ayant des statuts, un capital social, une structure financière, une direction et un personnel distincts. Seuls les pays membres de la Banque mondiale peuvent adhérer à IFC. Au 30 juin 2018, le capital libéré d'IFC, d'un montant d'environ 2,56 milliards de dollars, était détenu par 184 pays membres. Ces pays décident de l'orientation générale des programmes et des activités de la Société.

IFC collabore avec le secteur privé pour créer des opportunités là où elles font le plus défaut. Depuis sa création en 1956, elle a engagé pour son propre compte plus de 234 milliards de dollars au titre d'investissements dans le secteur privé des pays en développement et elle a mobilisé plus de 51 milliards de dollars de plus auprès de tiers.

En vue de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée, IFC collabore étroitement avec d'autres membres du Groupe de la Banque.

Les pays membres d'IFC, ses actionnaires, lui fournissent un important appui

PAYS MEMBRES	PART DU CAPITAL
États-Unis	22,19
Japon	6,33
Allemagne	5,02
France	4,72
Royaume-Uni	4,72
Inde	4,01
Fédération de Russie	4,01
Canada	3,17
Italie	3,17
Chine	2,41
174 AUTRES PAYS	40,25

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION D'IFC

Chacun des pays membres d'IFC nomme un gouverneur et un suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi des pouvoirs de la Société dont il délègue la majeure partie à un Conseil de 25 Administrateurs. Le nombre de voix dont ces derniers disposent pour décider des questions qui leur sont soumises est fonction de la part du capital de la Société émanant des pays représentés par chaque Administrateur.

Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et donner des orientations stratégiques à la direction de la Société. Le Président du Groupe de la Banque mondiale est également le Président d'IFC.

RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL DE DIRECTION

Le traitement du Président du Groupe de la Banque mondiale est déterminé par les Administrateurs. Le niveau de rémunération du Directeur général d'IFC correspond au point médian entre le niveau de rémunération le plus élevé du barème applicable au personnel de l'institution, tel qu'il est établi chaque année sur la base d'enquêtes indépendantes sur les rémunérations aux États-Unis, et le niveau de rémunération du Président du Groupe de la Banque mondiale. Les rémunérations des membres du personnel de direction sont communiquées au public.

La rémunération annuelle du Directeur général d'IFC, Philippe Le Houérou, s'élève à 419 400 dollars, nette d'impôts.



L'obligation de rendre compte

LE GROUPE INDÉPENDANT D'ÉVALUATION

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) est une unité indépendante qui rend compte directement au Conseil d'administration d'IFC. Il a pour mission de renforcer les institutions du Groupe de la Banque mondiale en procédant à des évaluations qui orientent leurs stratégies et leurs activités futures et, en fin de compte, d'accroître l'efficacité dans le domaine du développement.

L'IEG évalue les résultats des opérations d'IFC et formule des recommandations en vue de leur amélioration. Ses recommandations contribuent aussi à l'apprentissage interne en influençant la formulation de nouvelles orientations, politiques et procédures ainsi que l'élaboration de stratégies nationales et sectorielles. Cette année, IFC et l'IEG ont constitué un groupe de travail mixte pour améliorer l'efficacité de la conception des projets de services-conseil.

Dans sa dernière évaluation annuelle des résultats et de la performance du Groupe de la Banque mondiale, l'IEG a mis l'accent sur l'évaluation de la conception de l'indicateur de résultats en matière d'effets environnementaux et sociaux. Les conclusions de l'évaluation et d'autres rapports importants sont disponibles sur le site Web de l'IEG à l'adresse <http://ieg.worldbankgroup.org>.

LE BUREAU DU CONSEILLER/OMBUDSMAN

Les populations concernées ont libre accès au Bureau du conseiller/ombudsman pour l'application des directives (CAO), le mécanisme indépendant grâce auquel IFC rend compte de ses actions. Le CAO a pour mission de traiter les plaintes des personnes touchées par des activités économiques bénéficiant de l'appui d'IFC, de manière équitable, objective et constructive — dans le but d'améliorer les résultats environnementaux et sociaux des projets et d'accroître la responsabilité publique de la Société.

Le CAO est indépendant de la direction d'IFC et de la MIGA et rend compte directement au Président du Groupe de la Banque mondiale. Il s'emploie à remédier aux plaintes en poursuivant une démarche souple de résolution des problèmes par le biais de son service chargé du règlement des différends. Il supervise les examens de la performance environnementale et sociale d'IFC par l'intermédiaire de son service chargé des questions de conformité. Le service consultatif du CAO dispense des avis indépendants concernant les préoccupations environnementales et sociales au sens large dans le but d'apporter des améliorations systémiques aux performances d'IFC.

Durant l'exercice 18, le CAO a traité 55 dossiers portant sur des projets d'IFC dans 32 pays. Pour plus d'informations sur les relations entre IFC et les activités du CAO, consulter le site www.cao-ombudsman.org.

Partenariats mondiaux

IFC et ses partenaires de développement collaborent dans le but de trouver des moyens novateurs d'optimiser les financements à l'appui du développement. Les partenariats forgés par IFC ont diverses fonctions cadrant avec sa nouvelle stratégie, qui consiste à créer des marchés et à mobiliser des investissements auprès du secteur privé pour résoudre les problèmes de développement. Ils produisent de nouvelles idées. Ils permettent de déployer sur une plus grande échelle des solutions qui ont fait leurs preuves. Ils facilitent le transfert de connaissances. Ils renforcent les capacités des entreprises et des institutions. IFC et ses partenaires soutiennent conjointement des initiatives qui renforcent leur impact, en particulier dans des domaines plurisectoriels comme le changement climatique et l'égalité des sexes, et acheminent des ressources vers les régions du monde qui ont le plus besoin d'investissements privés.

COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT

IFC collabore avec plus de 30 gouvernements, 20 fondations et entreprises et divers partenaires multilatéraux et institutionnels. Durant l'exercice 18, le ministère britannique des Affaires étrangères s'est joint à ses partenaires de développement. Les partenariats de la Société soutiennent ses activités de services-conseil et d'investissement par le biais notamment de financements mixtes — un type d'instrument dont le rôle s'est nettement accru en tant qu'outil de soutien aux domaines d'intervention stratégique (voir p. 75). Durant l'exercice 18, les partenaires de développement de la Société ont engagé plus de 268 millions de dollars pour soutenir ses activités de services-conseil et 469 millions de dollars pour appuyer les initiatives de financements mixtes.

Durant l'exercice 18, les partenariats d'IFC ont soutenu plusieurs priorités de développement :

ÉLARGISSEMENT DE LA PORTÉE DES ACTIVITÉS D'IFC EN AFRIQUE

Les engagements financiers pris par les partenaires d'IFC au titre des programmes de conseil sur le continent africain ont augmenté de 35 % par rapport à l'année précédente, ce qui a permis à la Société de relever d'importants défis de développement.

Le Danemark, l'Irlande, le Japon, les Pays-Bas, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède ont soutenu les travaux menés par IFC pour promouvoir la croissance économique et la stabilité dans les pays d'Afrique subsaharienne. Ils ont, à cette fin, non seulement utilisé les plateformes établies de longue date telles que l'Initiative en faveur des États africains touchés par un conflit (CASA), mais aussi poursuivi de nouvelles activités de conseil visant des pays particuliers, comme les programmes de développement du secteur privé menés en Somalie, en Éthiopie, au Mozambique et au Kenya.

L'Initiative d'IFC pour un programme de soutien au Pacte avec l'Afrique (ISCA), lancée durant l'exercice 18 avec l'appui de l'Allemagne et de la Norvège, a pour objet d'aider le Pacte pour l'Afrique adopté par le G-20 en vue de promouvoir le développement du secteur privé dans 10 pays africains. Le programme collaborera étroitement avec le Fonds de conseils en infrastructure publique-privée (PIIAF) et d'autres plateformes établies pour assurer la complémentarité des financements et des opérations.

DÉVELOPPEMENT DE SOLUTIONS NOVATRICES FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les engagements pris par les partenaires d'IFC au titre des services-conseil et des financements mixtes visant à contrer le changement climatique ont enregistré un accroissement sans précédent puisqu'ils ont plus que décuplé à l'échelle mondiale par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 536 millions de dollars. Au nombre des initiatives poursuivies figurent :

- Le nouveau Programme Canada-IFC de financements climatiques mixtes (*Canada-IFC Blended Climate Finance Program*), qui a pour objet d'aider les pays en développement à devenir des économies peu gourmandes en carbone, viables et plus résilientes au changement climatique.
- Le Programme Finlande-IFC pour le changement climatique (*Finland-IFC Climate Change Program*), qui vise à atténuer les effets du changement climatique, réaliser des investissements dans les énergies renouvelables, les rendements énergétiques, les bâtiments verts, l'agriculture intelligente sur le plan climatique et la foresterie. Le programme s'efforcera également de promouvoir des investissements à l'appui des efforts menés par les pays en développement pour s'adapter au changement climatique. La Finlande est le premier des partenaires bilatéraux européens d'IFC à avoir mis en place un programme de financements mixtes rémunérés en faveur du climat.
- Le Fonds pour l'efficacité énergétique en Ukraine (*Ukraine Energy Efficiency Fund*), qui aide les associations de propriétaires à procéder à des rénovations pour accroître l'efficacité énergétique d'immeubles résidentiels multifamiliaux. IFC a forgé un partenariat avec l'Union européenne et l'Allemagne pour soutenir ce programme.

- Le programme d'assistance technique pour les obligations vertes (*Green Bond Technical Assistance Program*), qui encourage l'émission d'obligations vertes dans les pays émergents. Ce programme a fourni un appui au nouveau fonds *Amundi Emerging Green One* (voir p. 49). La Suisse et le Luxembourg ont apporté des capitaux pour faciliter l'adoption des principes relatifs aux obligations vertes, la poursuite de réformes stratégiques et la prise de conscience des possibilités offertes par les obligations vertes en tant qu'instrument de financement.
- Le programme Canada-IFC pour les énergies renouvelables en Afrique (*Canada-IFC Renewable Energy Program for Africa*), qui vise à améliorer l'accès à des services énergétiques viables et d'un prix abordable et à réduire la dépendance envers les combustibles fossiles en Afrique subsaharienne. Le Canada est maintenant le principal partenaire bilatéral d'IFC dans le domaine des financements mixtes.
- Le programme des financements verts (*Green Finance program*), qui met l'accent sur la communication d'informations et la fourniture de produits de financement à l'appui de projets d'énergies renouvelables en Ukraine et, ce faisant, réduit ou évite l'émission de 200 000 tonnes de gaz à effet de serre par an. Ce programme bénéficie de l'appui de l'Autriche.

PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

L'initiative de financement en faveur des femmes entrepreneures (*We-Fi*) est un nouveau partenariat hébergé par le Groupe de la Banque mondiale. Il bénéficie de l'appui de 14 États, de 8 banques multilatérales de développement et d'autres parties prenantes du secteur public et du secteur privé. IFC a reçu des financements *We-Fi* pour s'attaquer aux obstacles financiers et non financiers rencontrés par l'entrepreneuriat féminin dans les pays en développement. Les opérations en ce domaine recouvrent l'octroi de financements mixtes, la poursuite de travaux de recherche et la fourniture de services-conseil.

IFC a également mis en place un nouveau Programme pour la promotion des femmes dans le secteur bancaire dans la région MENA (*MENA Women Banking Champions Program*), qui bénéficie d'un appui de la Suisse. Ce programme vise à élargir l'accès des femmes, notamment les entrepreneures, aux services financiers en collaborant avec des intermédiaires financiers en Égypte, au Maroc et en Tunisie.

RENFORCEMENT DU SECTEUR DE L'INFRASTRUCTURE

Le nouveau programme de partenariat entre la Corée et IFC a donné lieu au plus important engagement pris à ce jour par la République de Corée au titre de services-conseil d'IFC. Le programme cible les obstacles rencontrés dans des domaines essentiels de l'infrastructure, notamment les technologies de l'information et des communications. Le partenariat soutiendra les activités de conseil d'IFC dans les domaines de l'électricité, des transports, de l'eau, des déchets, des services d'utilité collective, des financements infranationaux, des industries extractives, des services numériques et des partenariats public-privé.

COLLABORATION AVEC DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

IFC collabore avec d'importantes institutions internationales dans toute une gamme de domaines dans le but de renforcer la contribution du secteur privé au financement du développement. Au nombre de ces partenaires figurent les Nations Unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques, les principaux pays membres du Groupe des 20, les pays membres du Groupe des Sept, des banques multilatérales de développement (BMD) et des institutions financières de développement (IFD).

IFC forge d'étroits partenariats dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour diffuser les leçons tirées de ses 60 ans d'expérience sur les marchés émergents. Elle définit le programme mondial relatif à la contribution du secteur privé à l'obtention de résultats dans le domaine du développement et encourage ses clients à recadrer leurs modèles d'activité de manière à saisir les nouveaux débouchés offerts par les objectifs de développement durable. Cette collaboration contribue à conforter la contribution fondamentale du secteur privé à l'obtention d'un impact sur le développement.

IFC collabore avec des BMD par l'intermédiaire de la plateforme des banques multilatérales de développement qui permet aux équipes de direction de ces institutions de s'entretenir régulièrement des problèmes revêtant une importance stratégique pour le système des BMD. Au nombre des réalisations marquantes figurent l'harmonisation des méthodes employées pour définir et mesurer la mobilisation de financements privés, les financements climatiques, les financements mixtes et l'harmonisation des résultats dans le domaine de développement. Elle collabore également avec ces institutions pour contrer les effets du changement climatique et accroître l'envergure des investissements d'infrastructure.

Durant l'exercice 18, IFC a collaboré avec d'autres BMD à la publication d'un deuxième rapport commun sur la mobilisation de financements privés par les BMD et les IFD, en utilisant un même cadre de mesure et en suivant la même méthodologie. Selon le rapport, les BMD et les IFD ont mobilisé plus de 160 milliards de dollars auprès d'investisseurs privés. Ce chiffre comprend les montants mobilisés par les institutions européennes de financement du développement (IEFD). Ces dernières et les BMD ont également adopté de nouveaux principes régissant les financements mixtes concessionnels accordés à des projets du secteur privé, intitulés *Enhanced Principles for DFI Blended Concessional Finance for Private Sector Projects*, et ont décidé de les mettre en œuvre.

Engagements des partenaires de développement

ENGAGEMENTS FINANCIERS AU TITRE DES SERVICES-CONSEIL D'IFC (ÉQUIVALENT EN MILLIONS D'USD)

État récapitulatif	EX. 17	EX. 18
États	256,76	192,01
Partenaires institutionnels/multilatéraux	8,32	76,34
Sociétés, fondations et ONG	3,07	0,00
Total	268,15	268,35
États	EX. 17	EX. 18
Allemagne	2,62	23,24
Australie	62,92	3,05
Autriche	6,47	8,19
Canada	0,00	3,78
Corée, république de	0,00	9,00
Danemark	9,17	5,02
États-Unis	18,08	0,00
France	2,12	0,00
Irlande	0,96	1,08
Israël	0,00	0,80
Italie	5,09	0,00
Japon	21,17	6,25
Luxembourg	3,98	9,28
Norvège	0,94	13,72
Nouvelle-Zélande	4,82	1,24
Pays-Bas	11,00	4,91
Royaume-Uni	38,74	70,43
Suède	0,00	7,12
Suisse	68,68	24,89
Total	256,76	192,01
Partenaires institutionnels/multilatéraux	EX. 17	EX. 18
Commission européenne	3,08	50,54
Fonds d'investissement climatiques	4,70	0,25
Fonds pour la transition dans la région MENA	0,54	0,00
TradeMark East Africa (TMEA)	0,00	0,35
Women Entrepreneurs Finance Initiative (We-Fi)	0,00	25,20
Total	8,32	76,34
Sociétés, fondations et ONG	EX. 17	EX. 18
Fondation BHP Billiton	2,57	0,00
Fondation William et Flora Hewlett	0,50	0,00
Total	3,07	0,00

ENGAGEMENTS FINANCIERS AU TITRE DES INITIATIVES DE FINANCEMENT MIXTE D'IFC (ÉQUIVALENT EN MILLIONS D'USD)

Partenaires de développement	EX. 17	EX. 18
Canada	0,00	310,54
Finlande	0,00	134,31
Royaume-Uni	36,40	0,00
Women Entrepreneurs Finance Initiative (We-Fi)	0,00	24,20
Total	36,40	469,06

Gestion du portefeuille

La gestion du portefeuille d'IFC vise essentiellement à bâtir et à gérer de manière dynamique un portefeuille offrant un bon rendement financier ainsi qu'un fort impact au plan du développement. À cette fin, la Société associe une forte présence sur le terrain à une connaissance approfondie des secteurs. Cette approche lui permet de rester en contact avec ses clients, d'être proche des marchés, de suivre les évolutions et d'anticiper les impacts sur ses clients.

Le Comité du portefeuille institutionnel, constitué au niveau de la direction d'IFC, procède à un examen régulier de l'ensemble du portefeuille de près de 57,2 milliards de dollars pour le compte propre de la Société, en analysant les tendances générales ainsi que des projets particuliers. Cet examen est complété par une analyse mensuelle approfondie des principaux engagements d'IFC au niveau des secteurs et des pays. Les examens trimestriels des résultats du portefeuille d'IFC sont présentés au Conseil, de même qu'une évaluation approfondie à la fin de chaque exercice. Les équipes chargées des investissements, basées pour la plupart dans les bureaux extérieurs, complètent ces examens généraux par des évaluations trimestrielles de chaque élément d'actif, aussi bien pour les titres de créances que pour les prises de participation.

Au niveau institutionnel, IFC combine l'analyse de la performance de son portefeuille à sa profonde connaissance des secteurs, aux informations sur les marchés locaux et aux projections tant sur les tendances macroéconomiques que sur l'évolution du marché à l'échelle mondiale pour éclairer les prises de décisions concernant les futurs investissements. En outre, la Société procède régulièrement à des tests de vulnérabilité pour évaluer la performance du portefeuille par rapport à l'évolution possible de la conjoncture macroéconomique et aussi pour cerner et atténuer les risques.

Au niveau des projets, les équipes multidisciplinaires d'IFC — notamment ses spécialistes de l'investissement et des secteurs — suivent de près la performance des investissements et le respect des accords d'investissement. À cette fin, IFC réalise des visites sur place pour évaluer la mise en œuvre des projets et entretient des rapports étroits avec les promoteurs ainsi que des représentants de l'État, le cas échéant, pour identifier d'éventuels problèmes le plus tôt possible et formuler des solutions adaptées. La Société procède également, en temps utile, à un suivi de la performance environnementale et sociale sur la base des risques et mesure les résultats financiers ainsi que les résultats obtenus sur le front du développement.

Par suite de la solide croissance affichée par son portefeuille de participations au cours des dernières années, IFC a adopté une nouvelle démarche, qui se caractérisera par une plus lente progression et une plus grande sélectivité. Elle a aussi entrepris d'évaluer ce portefeuille pour déterminer les actifs qu'elle pourrait céder lorsqu'elle a achevé son rôle de développement. Ce rééquilibrage du portefeuille de participations est l'aboutissement d'une analyse prenant en compte les conditions du marché, les possibilités existantes, les rendements attendus et les risques —et, si nécessaire, donne lieu à des ajustements périodiques. Cette démarche est soutenue par la nomination de directeurs des participations dans les différentes branches d'activité, qui ont pour mission de procéder à une supervision centralisée et de gérer efficacement les positions plus importantes et plus complexes des participations d'IFC.

Dans le cas des projets qui connaissent des difficultés financières, le Département des opérations spéciales détermine les mesures qu'il convient de prendre pour y remédier. Il s'efforce de veiller à la poursuite de ces projets pour qu'ils produisent l'impact de développement visé lors de leur lancement. Par ailleurs, il négocie des accords avec les créanciers et actionnaires pour répartir la charge des restructurations. Les investisseurs et autres partenaires participant aux opérations d'IFC sont tenus régulièrement informés de l'évolution des projets. IFC les consulte ou demande leur consentement, le cas échéant.

La gestion active du portefeuille dépend de l'existence d'informations à jour et fiables permettant de prendre des décisions. IFC continue d'investir dans les systèmes de technologies de l'information pour faciliter davantage la gestion de son portefeuille. Elle a aussi entrepris de renforcer la structure d'appui de son portefeuille en créant une Unité de soutien des opérations institutionnelles qui, à terme, couvrira les équipes sectorielles et régionales.

Gestion des risques

GESTION DES RISQUES AU SEIN DES ENTREPRISES

IFC procède à des investissements à long terme dans le cadre du secteur privé des pays émergents, notamment pour apporter des financements sur les marchés les plus difficiles. Ce faisant, elle s'expose à divers risques financiers et non financiers, dont elle doit gérer l'évolution de manière active et rationnelle pour pouvoir accomplir sa mission.

IFC a conçu son cadre de gestion des risques d'entreprise de manière à pouvoir gérer avec prudence l'incidence de ses activités sur sa réputation et ses résultats financiers. Dans ce contexte, ses efforts de gestion des risques visent expressément à aligner ses résultats sur son orientation stratégique.

IFC a formulé des directives concernant la mesure dans laquelle elle est prête à accepter de prendre des risques pour atteindre ses objectifs de développement. Ces directives reflètent les valeurs fondamentales de la Société, qui consistent à maximiser son impact sur le développement, préserver sa viabilité financière et protéger sa réputation.

TRÉSORERIE

IFC mobilise des fonds sur les marchés financiers internationaux pour accorder des prêts au secteur privé et veiller à disposer de liquidités suffisantes pour conserver sa note AAA.

Les émissions comprennent des obligations de référence dans de grandes monnaies telles que le dollar des États-Unis, des émissions thématiques à l'appui de priorités stratégiques telles que le changement climatique et des émissions dans des monnaies de pays émergents pour promouvoir le développement des marchés financiers. La majeure partie des prêts consentis par IFC sont libellés en dollars, mais la Société emprunte dans de nombreuses monnaies de manière à diversifier l'accès aux capitaux, réduire le coût des emprunts et soutenir les marchés financiers locaux.

Au fil des ans, le programme de financement d'IFC a progressé au même rythme que le volume des prêts accordés : au cours de l'exercice 18, les nouveaux emprunts ont atteint l'équivalent d'environ 16,7 milliards de dollars.

Emprunts totaux pour l'exercice 18

DEVISE		MONTANT (ÉQUIVALENT EN USD)	POURCENTAGE
Dollar des États-Unis	USD	9 106 890 500	54,5 %
Dollar australien	AUD	1 436 546 360	8,6 %
Yen japonais	JPY	815 159 597	4,9 %
Rouble russe	RUB	239 001 013	1,4 %
Réal brésilien	BRL	434 491 970	2,6 %
Livre turque	TRY	1 180 551 179	7,1 %
Roupie indienne	INR	608 468 320	3,6 %
Divers		2 893 671 464	17,3 %
Total		16 714 780 403	100,0 %

GESTION DES LIQUIDITÉS

Le montant total des actifs liquides inscrits au bilan d'IFC était de 38,9 milliards de dollars au 30 juin 2018, contre 39,2 milliards de dollars l'exercice précédent. La plupart de ces actifs sont libellés en dollars des États-Unis. Pour pallier les risques de change, les actifs libellés dans une devise autre que le dollar des États-Unis font l'objet d'une couverture en dollars ou sont compensés par des passifs libellés dans la même devise. Le montant total des actifs liquides qui doit être détenu est déterminé dans le but d'assurer un niveau de ressources suffisant pour que la Société puisse faire face à ses engagements même en cas de tensions sur les marchés. IFC garde des actifs liquides dans des instruments portant intérêt activement gérés par rapport à des critères prédéfinis.

Le niveau des liquidités est déterminé de manière à ce qu'IFC dispose de ressources suffisantes pour financer ses besoins de trésorerie pour un horizon de planification normal et en période de stress sur le marché. La Société calcule des ratios de liquidité pour déterminer ses besoins de liquidité.

GESTION DES RISQUES DE TRÉSORERIE

Les risques de trésorerie sont gérés grâce à un double dispositif : 1) un cadre directeur global et 2) une stricte norme de capital économique pour les activités de trésorerie. Le cadre directeur repose sur les quatre principes suivants :

- (1) Investissement dans des actifs de haute qualité
- (2) Diversification par le biais de limites de position/concentration
- (3) Strictes limites sur les risques de marché (écart de rémunération, taux d'intérêt et risque de change)
- (4) Surveillance active du portefeuille.

Au cours de l'exercice 18, IFC a amélioré son cadre directeur en matière de trésorerie parallèlement à l'évolution des marchés financiers internationaux, notamment en modifiant sa méthodologie relative au capital économique.

ADÉQUATION DU CAPITAL ET CAPACITÉ FINANCIÈRE

Une bonne gestion du risque est essentielle à la réalisation de la mission d'IFC en matière de développement. Les activités de la Société, investisseur à long terme dans des marchés émergents dynamiques mais volatiles, l'exposent par leur nature même à des risques financiers et opérationnels.

Une gestion prudente du risque et un capital solide permettent à IFC de préserver son assise financière et de poursuivre ses opérations de prêt en périodes de tourmente économique et financière. Sa solidité financière lui permet de bénéficier de coûts d'emprunt faibles et d'offrir ainsi à ses clients des financements à un coût abordable.

La note AAA attribuée à IFC depuis que sa cote de crédit est évaluée (1989) illustre la solidité et la qualité de la gestion du risque et de la situation financière de l'institution.

IFC détermine son niveau minimum d'adéquation du capital en fonction de son dispositif de capital économique qui est en phase avec le cadre de Bâle et avec les pratiques dominantes du secteur. Le capital économique d'IFC tient lieu de garantie contre le risque et permet à la Société de modéliser et d'agréger les risques de pertes posés par divers produits d'investissement ainsi que d'autres risques.

Conformément aux pratiques du secteur et à la réglementation, IFC calcule le capital économique pour les types de risques suivants :

- *Risque de crédit* : perte potentielle due au défaut d'un client ou à la révision à la baisse de sa note de crédit
- *Risque de marché* : perte potentielle due à l'évolution des variables du marché (taux d'intérêt, monnaies, cours des actions et des produits de base, etc.)
- *Risque opérationnel* : perte potentielle due à des processus, individus ou systèmes internes inadéquats ou défaillants, ou à des événements externes

Le capital libéré, les bénéfices mis en réserve, nets du montant des affectations et de certaines plus-values latentes, et les réserves générales pour pertes sur prêts constituent la capacité financière d'IFC. L'excédent de capital disponible au-delà de ce qui lui est nécessaire pour poursuivre ses activités en cours permet à la Société d'assurer la croissance future de son portefeuille tout en maintenant les réserves nécessaires pour amortir les chocs exogènes inattendus. En juin 2018, le montant total des ressources disponibles d'IFC était de 24,7 milliards de dollars, tandis que le niveau minimum d'adéquation du capital s'établissait à 20,1 milliards de dollars.

Le cadre de viabilité d'IFC

La viabilité est essentielle à la réussite des entreprises. Elle revêt également une importance critique pour leurs clients, les populations locales et les parties concernées au sens large.

Les études d'IFC montrent que les entreprises ont de meilleurs résultats financiers lorsque leur performance environnementale et sociale est élevée et leur gouvernement d'entreprise est robuste. Près de 90 % des clients de la Société estiment que cette dernière les aide dans une large mesure à atteindre leurs objectifs économiques à long terme, à améliorer leurs relations avec les parties concernées et les populations locales, et à renforcer tant leur image de marque que leur notoriété. Le cadre de viabilité et la Méthodologie de gouvernement d'entreprise d'IFC visent à aider ses clients à atteindre ces objectifs.

La Société aide ses clients à comprendre et à gérer les risques auxquels ils sont exposés et s'associe à des acteurs du secteur et d'autres parties prenantes pour trouver des solutions novatrices à même de créer des possibilités d'investissement privé viables au plan économique, social et environnemental et propices à la création d'emplois et à la croissance solidaire. IFC peut par exemple s'appuyer sur les capacités d'autres institutions du Groupe de la Banque mondiale pour s'attaquer aux défis liés à l'environnement, aux questions sociales et à la gouvernance qu'une entreprise ne peut ou n'est pas censée relever seule.

Dans toutes les décisions qu'elle prend en matière d'investissement, IFC accorde le même poids et la même attention aux risques liés à l'environnement, au contexte social et au gouvernement d'entreprise qu'aux risques de crédit et aux risques financiers. Cette démarche lui permet de prendre des risques en connaissance de cause de manière à avoir un impact sur le développement tout en préservant sa viabilité financière.

NORMES DE PERFORMANCE D'IFC

Le cadre de viabilité est essentiellement constitué des normes de performance d'IFC qui visent à aider les clients à éviter, atténuer et gérer les risques de manière à exercer leurs activités de façon durable. Elles leur permettent aussi de trouver des solutions qui soient bonnes à la fois pour les affaires, pour les investisseurs, pour l'environnement et pour les populations locales.

Les normes de performance d'IFC sont aujourd'hui une référence mondiale en matière de pratiques durables. Les Principes d'Équateur, inspirés de ces normes, ont été adoptés par 94 institutions financières dans 37 pays. D'autres institutions financières se sont également inspirées des normes de performance de la Société, notamment des banques d'import-export et des organismes de crédit à l'exportation. IFC fait aussi office de secrétariat pour le Réseau de la banque durable, groupe mondial d'échange d'informations constitué d'organismes de réglementation bancaire et d'associations bancaires, dans le but de faciliter la formulation d'orientations et la création de capacités destinées à aider les banques à intégrer la gestion des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles décident d'accorder ou non des crédits.

Les normes de performance orientent le processus de diligence raisonnable au plan environnemental et social, qui intègre l'évaluation des risques environnementaux et sociaux réalisée par le client ainsi que sa volonté et sa capacité à atténuer et gérer ces risques. Cet examen a pour objet de mettre en évidence d'éventuels écarts entre les pratiques des clients et les normes de performance d'IFC et de permettre aux deux parties de convenir d'un plan d'action pour faire respecter ces normes. La Société supervise ses projets tout au long de leur exécution.

Les normes de performance d'IFC

1

GESTION DES RISQUES

Anticiper les risques, éviter, limiter et compenser leurs effets.



2

MAIN-D'ŒUVRE

Traiter les employés équitablement et leur garantir des conditions de travail sûres et saines.



3

UTILISATION EFFICIENTE DES RESSOURCES

Promouvoir le rendement énergétique, veiller à l'utilisation durable des ressources et réduire les émissions de gaz à effet de serre.



4

POPULATIONS

Protéger les populations locales contre les accidents sur le lieu de travail et d'autres dangers liés au projet.



GOVERNANCE INTÉGRÉE

Le gouvernement d'entreprise joue un rôle essentiel dans les prises de décision des investisseurs. Ceux-ci, toutefois, accordent de plus en plus souvent autant d'attention au comportement des entreprises par rapport aux indicateurs environnementaux et sociaux. Pour eux, la façon dont ces sociétés gèrent les questions environnementales et sociales est une indication de la manière dont elles traitent tous les problèmes stratégiques et opérationnels.

Il est donc impératif d'évaluer de façon intégrée les pratiques au plan environnemental et social comme en matière de gouvernance.

IFC a élaboré à cette fin des orientations détaillées sur les marchés ainsi que des outils pratiques dans le contexte des marchés émergents, en mettant à profit son expérience dans l'application de ses normes de performance et de sa méthodologie de gouvernement d'entreprise.

Le nouvel outil d'IFC, la Matrice de progression en matière de gouvernement d'entreprise, aide les entreprises, les investisseurs, les organismes de réglementation, les évaluateurs du gouvernement d'entreprise et d'autres parties prenantes à évaluer et améliorer le cadre mis en place par une entreprise pour gérer ces questions. Cet outil souligne qu'il est important de faire en sorte que les pratiques de gouvernement d'entreprise progressent de manière continue plutôt que de respecter des normes minimales statiques.

Cette matrice évalue les progrès en fonction de six paramètres de gouvernement d'entreprise : les politiques et pratiques environnementales et sociales ; la structure et le fonctionnement du conseil d'administration ; le cadre de contrôle ; la divulgation de l'information et la transparence ; le traitement des actionnaires minoritaires ; et la gouvernance de la participation des parties prenantes (qui comprend la société civile et les populations touchées par les activités d'une entreprise).

Un autre outil, le guide d'IFC sur la transparence et la divulgation d'informations (*Transparency and Disclosure Toolkit and Guidance*), aide les entreprises des marchés émergents à préparer des rapports annuels exhaustifs et de qualité, adaptés à leur taille, à leur complexité organisationnelle et au contexte de leurs activités. L'objectif est de fournir des informations utiles aux investisseurs et aux autres parties concernées.

IFC applique cette approche intégrée au-delà des sociétés dans lesquelles elle investit, notamment dans ses travaux consultatifs avec les organismes de réglementation et les bourses des valeurs pour les aider à appliquer des normes de communication d'informations plus exigeantes en matière de cotations, de rapports à fournir et d'autres obligations d'information.

5

RÉINSTALLATION

Éviter la réinstallation forcée et limiter l'impact sur les personnes déplacées.



6

BIODIVERSITÉ

Protéger la biodiversité et les écosystèmes.



7

POPULATIONS AUTOCHTONES

Protéger les droits, la dignité et la culture des populations autochtones.



8

PATRIMOINE CULTUREL

Protéger le patrimoine culturel et promouvoir le partage équitable des avantages qui en découlent.



Présentation d'informations dans le cadre du Groupe de travail sur l'information financière relative au changement climatique

DIVULGATION D'INFORMATIONS FINANCIÈRES RELATIVES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

En décembre 2015, le Conseil de stabilité financière a constitué le Groupe de travail sur l'information financière relative au changement climatique (TCFD) qui, en juillet 2017, a présenté des recommandations aux sociétés pour les encourager à volontairement divulguer la manière dont elles évaluent et atténuent les risques financiers associés au changement climatique. Ce rapport est le premier dans lequel IFC divulgue ces informations dans le cadre du TCFD, bien qu'elle communique tous les ans, depuis plusieurs années, des informations sur ses investissements ayant trait au climat et ses réductions nettes d'émissions.

STRATÉGIE ET GOUVERNANCE

Stratégie : IFC a été l'une des premières institutions à investir dans des opérations concernant le climat et a commencé à procéder à l'enregistrement d'informations sur ces investissements en 2005. À la fin de l'exercice 18, plus d'un tiers du montant total de ses engagements avait trait au climat. En 2016, IFC a formulé un plan pour la mise en œuvre de l'action climatique intitulé *Climate Implementation Plan*. Ce dernier, qui fait partie du Plan d'action sur le changement climatique du Groupe de la Banque mondiale, définit les quatre objectifs des activités menées par IFC dans le domaine du climat : 1) accroître de 28 % les montants engagés par IFC pour son propre compte d'ici 2020 ; 2) mobiliser 13 milliards de dollars par an de capitaux privés d'ici 2020 ; 3) prendre en compte les risques climatiques ; et 4) optimiser l'impact.

Le plan décrit la manière d'accroître les investissements climatiques dans cinq domaines d'intervention prioritaires : les énergies propres, les bâtiments verts, les villes intelligentes sur le plan climatique, l'agroindustrie intelligente sur le plan climatique et la finance verte. IFC recense, pour chacun de ces domaines, les possibilités actuellement offertes par le marché, l'évolution probable de ce dernier et la manière dont elle peut accélérer le rythme des investissements dans chaque secteur. Elle précise également les outils et les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs du plan, notamment les domaines qui doivent bénéficier en priorité d'une assistance technique, elle indique les régions qui doivent être considérées en priorité dans chaque secteur et elle détermine les opérations dans le cadre desquelles des financements mixtes peuvent contribuer à ouvrir de nouveaux débouchés.

Le Plan pour la mise en œuvre de l'action climatique a été formulé en collaboration avec les départements des placements de manière à soutenir l'intégration systématique des activités climatiques dans les opérations d'IFC. Il a été approuvé par la direction de la Société. IFC rend compte chaque année au Conseil d'administration des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs climatiques. Dans le dernier rapport qu'elle a soumis au Conseil en juin 2018, elle indique que 34 % du total des engagements qu'elle a effectués pour son propre compte durant l'exercice 18 concernaient des activités ayant trait au climat ; elle a donc dépassé son objectif annuel pour la deuxième année consécutive ainsi que l'objectif fixé pour l'exercice 20. IFC a accru ses investissements dans les énergies propres et a sensiblement augmenté ses investissements dans l'agriculture climato-intelligente, les bâtiments verts et la finance verte.

Gouvernance : IFC a constitué en 2010 un département des opérations climatiques (*Climate Business Department* ou CBD) à l'appui de la priorité qu'elle accorde à ce domaine. Les travaux de ce département complètent ceux du service d'IFC chargé de s'assurer du respect des normes de performance relatives à l'environnement, au contexte social et au gouvernement d'entreprise dans le cadre de chaque investissement, notamment les risques environnementaux au sens large¹. Le CBD a pour rôle de promouvoir le développement des opérations climatiques et de créer de nouvelles possibilités d'investissement. Son personnel se compose de spécialistes des opérations climatiques, de l'évaluation, des stratégies, des politiques et de l'innovation dans le domaine du financement climatique.

IFC a constitué un réseau de chargés de liaison pour le climat dans le but d'assurer l'intégration des questions climatiques à l'échelle de la Société. Ces derniers ont pour mission, dans chaque branche d'activité et région, de concevoir des opérations ayant trait au climat dans leurs domaines d'intervention respectifs. Chaque chargé de liaison rend compte au directeur de son département ainsi qu'au directeur du département des opérations climatiques.

GESTION DES RISQUES

IFC sait que le changement climatique peut compromettre ses rendements financiers, en particulier ceux de ses investissements à long terme. En 2011 et en 2015, elle a financé deux études réalisées par Mercer pour recenser les répercussions des risques financiers, qui mettent en relief les risques auxquels sont exposés les investisseurs institutionnels et fournissent des informations connexes aux institutions financières². Selon ces rapports, les investissements seront exposés à des risques importants si les opérations se poursuivent comme à l'accoutumée. Depuis lors, IFC a accru la proportion de ses investissements ayant trait au climat et a entrepris de concevoir des outils qui permettront d'évaluer de manière systématique le risque climatique dans le cadre de nouvelles opérations importantes.

Risques physiques : Ces risques sont liés à l'impact sur les rendements financiers des répercussions physiques du changement climatique. IFC a lancé une opération pilote pour inclure dans les activités de diligence raisonnable menées au titre de ses investissements une analyse des

1. Peut être téléchargé à l'adresse https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/sustainability-at-ifc/policies-standards/performance-standards/performance-standards

2. Peut être téléchargé à l'adresse https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/6b85a6804885569fba64fa6a6515bb18/ClimateChangeSurvey_Report.pdf?MOD=AJPERES
<https://www.mercer.com/content/dam/mercer/attachments/global/investments/mercer-climate-change-report-2015.pdf>

risques physiques posés par le climat qui va plus loin que les évaluations des risques environnementaux et sociaux actuelles. Elle met en place de nouveaux instruments pour évaluer ce risque dans le cadre des investissements qu'elle effectue dans des secteurs clés, notamment les ports, les voies d'eau, les routes, les aéroports, la foresterie, la pâte à papier et le papier, et les assurances. IFC évaluera les résultats de cette opération pilote durant l'exercice 19, et ajustera ou développera cette approche en tant que de besoin.

Risques de transition : pour faire face aux risques posés par les politiques publiques et la possibilité de perdre des actifs, et pour systématiquement incorporer les considérations ayant trait au climat dans ses décisions d'investissement, la direction d'IFC a approuvé en novembre 2016 une opération pilote qui consiste à utiliser un tarif interne du carbone dans le cadre des investissements dans des projets réalisés dans certains secteurs. Elle procède à cette fin à des tests de résistance des investissements antérieurement effectués dans ces secteurs et inclut un tarif du carbone dans le calcul du taux de rendement économique des nouveaux investissements.

En mars 2018, la direction a approuvé l'application d'un tarif du carbone à l'intégralité des transactions de financement sur projets dans certains secteurs émettant de grandes quantités de GES. Depuis mai 2018, IFC applique un tarif du carbone, conformément au rapport intitulé *Report of the High-Level Commission on Carbon Prices*³, dans le cadre de l'analyse économique des transactions de financement des projets dont les émissions annuelles dépassent 25 000 tonnes d'équivalent CO₂ par an dans les secteurs de production d'électricité thermique, de ciment et de produits chimiques. IFC procède à une analyse de sensibilité des résultats des projets dont elle soumet les résultats au Conseil. Elle envisage à présent de procéder à de telles analyses dans d'autres secteurs et pour d'autres types de transactions.

CIBLES ET INDICATEURS

Cibles : IFC a établi deux cibles quantifiables pour ses activités ayant trait au climat, comme indiqué précédemment dans le contexte du Plan pour la mise en œuvre de l'action climatique. L'inclusion de la performance climatique dans les fiches d'évaluation de l'institution et de ses différents services a un caractère incitatif.

En avril 2018, dans le cadre de l'augmentation de capital approuvée pour la Société, les administrateurs d'IFC ont fixé une nouvelle cible de 35 % à l'horizon 2030 pour les investissements réalisés par l'institution pour son propre compte dans des opérations ayant trait au climat. Étant donné l'évolution à la hausse du volume total des investissements d'IFC, cette nouvelle cible devrait se traduire par le triplement ou presque du montant en dollars des engagements ayant trait au climat par rapport à celui de l'exercice 17. IFC mettra également en œuvre un plan pour systématiquement déterminer le risque climatique auquel sont exposées ses transactions en se fondant sur l'opération pilote décrite précédemment.

Matrice climatique : les définitions et indicateurs des activités ayant trait au climat présentés par IFC dans le rapport *Definitions and Metrics for Climate-Related Activities* permettent de recenser les projets et les secteurs donnant lieu à des investissements qui peuvent être considérés comme des investissements climatiques ; ces définitions ont été harmonisées avec celle d'autres banques multilatérales de développement puis publiées⁴.

Divulgaration des investissements : IFC déclare ses engagements au titre de financements climatiques dans le présent rapport annuel (voir p. 75) et dans le rapport conjoint sur les financements climatiques des banques multilatérales de développement intitulé *Joint Report on Multilateral Development Banks' Climate Finance*⁵. Elle indique aussi, dans son rapport annuel sur l'impact des obligations vertes, les effets sur l'environnement et les marchés des projets financés au moyen des obligations vertes qu'elle a émises⁶.

Divulgaration des émissions : IFC indique les réductions nettes globales d'émission de gaz à effet de serre permises par ses investissements climatiques dans le présent Rapport annuel (voir p. 49). Durant l'exercice 18, ces réductions ont atteint 10,4 millions de tonnes, contre 6,7 millions de tonnes pour l'exercice précédent. Conformément à la Norme de performance 3 d'IFC, les émissions des projets dont le montant annuel des émissions dépasse, selon les estimations, 25 000 tonnes d'équivalent CO₂ sont divulguées dans l'étude environnementale et sociale effectuée pour chaque projet.

3. Peut être téléchargé à l'adresse <https://www.carbonpricingleadership.org/report-of-the-highlevel-commission-on-carbon-prices>

4. Disponible à l'adresse <https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/8ea3b242-c6bb-4132-82b1-ee4bd7007567/IFC+Climate+Definitions+v3.1+.pdf?MOD=AJPERES>

5. Rapport disponible à l'adresse <http://pubdocs.worldbank.org/en/266191504817671617/2016-joint-report-on-mdb-climate-finance.pdf>

6. <https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/37ad9090-df3f-489e-b3d7-66d3ca2ff69c/201710-IFC-Green-Bond-Impact-Report-FY17-v2.pdf?MOD=AJPERES>

Rapport indépendant d'assurance sur différentes informations relatives au développement durable

À la demande d'IFC, nous avons procédé à l'examen de différentes informations relatives au développement durable présentées dans le Rapport annuel pour l'exercice clos le 30 juin 2018, notamment des indicateurs quantitatifs (les « Indicateurs ») et des déclarations qualitatives (les « Déclarations »). Nous avons sélectionné les indicateurs et déclarations qui ont été jugés présenter un intérêt particulier pour les parties prenantes, qui peuvent poser un risque de réputation pour IFC et/ou qui peuvent avoir de la valeur pour la gestion et la performance de la responsabilité institutionnelle.

Les Déclarations figurant dans les sections ci-après ont été examinées : Les Déclarations effectuées dans les sections indiquées ci-après ont été examinées : « Redéfinir le financement du développement » (p. 24–61), « Répondre aux attentes » (p. 73–75), « Comprendre l'impact d'IFC sur le développement » (p. 85–91), « Responsabilité institutionnelle » (p. 92–94), « Le cadre de viabilité d'IFC » (p. 102–103) et « Présentation d'informations dans le cadre du Groupe de travail sur l'information financière relative au changement climatique » (p. 104–105).

Les indicateurs ci-après ont fait l'objet d'un examen :

DOMAINES ESSENTIELS	INDICATEURS
Notes du DOTS pour l'exercice 18 (p. 90-91)	Notes du DOTS attribuées aux services d'investissement (pourcentages, pondérés et non pondérés) par catégorie de résultat, par branche d'activité et par région. Notes du DOTS attribuées aux services-conseil (pourcentages) par catégorie de résultat, par branche d'activité et par région
Indicateurs du champ d'action durant l'année civile 2017 (p. 89)	Emplois (millions), consultations médicales (millions), élèves desservis (millions), agriculteurs bénéficiaires (millions), distribution de gaz (millions de personnes desservies), distribution d'eau (millions de personnes desservies), alimentation en électricité (millions de personnes desservies), production d'électricité (millions de personnes desservies), branchements téléphoniques (millions de personnes desservies). Financement du commerce : nombre (millions) et montant (milliards d'USD). Microcrédits et prêts aux PME : nombre (millions) et montants (milliards d'USD). Financements facilités par les services-conseil (milliards d'USD)
Engagements à long terme par catégorie environnementale et sociale pour l'exercice 18 (p. 66)	Engagements à long terme (millions d'USD) et projets (nombre) par catégorie environnementale et sociale
Réalisations dans le domaine climatique pour l'exercice 18 (p. 75)	Engagements au titre d'investissements climatiques (milliards d'USD)
Émission des opérations mondiales d'IFC durant l'exercice 17 (p. 94)	Émissions de carbone (tCO ₂ e) des opérations d'IFC pour son propre compte

Notre examen visait à assurer dans une mesure limitée¹ que :

1. Les Indicateurs ont été préparés conformément aux normes de déclaration de l'information applicables durant l'exercice 18 (les « Normes de déclaration »), qui recouvrent les instructions, procédures et directives établies par IFC pour chaque indicateur, et qui sont récapitulées dans le Rapport annuel, en ce qui concerne les indicateurs relatifs aux Engagements par catégorie environnementale et sociale (p. 66) et à l'Efficacité des investissements et des services-conseil au plan du développement et sur le site Internet d'IFC pour les autres.
2. Les Déclarations ont été présentées conformément à la « Politique d'information d'IFC », qu'il est possible de consulter sur le site Internet de la Société² et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de fiabilité et aussi de neutralité et de clarté tels que définis par les normes internationales³.

IFC a la responsabilité de préparer les Indicateurs et Déclarations afin de fournir des informations sur les Normes de déclaration et d'établir le Rapport annuel.

Nous avons pour mission d'exprimer une opinion sur les Indicateurs et les Déclarations fondée sur notre examen. Celui-ci a été réalisé conformément à la norme ISAE 3000 (*International Standard on Assurance Engagements*) de l'IFAC⁴. Notre indépendance est définie par le code de déontologie professionnelle de l'IFAC.

NATURE ET PORTÉE DE NOTRE EXAMEN

En vue de présenter une opinion, nous avons procédé à l'examen ci-après :

- Nous avons évalué les Normes de déclaration, ainsi que les directives et principes applicables pour déterminer leur pertinence, leur exhaustivité, leur neutralité et leur fiabilité.
- Nous avons examiné le contenu du Rapport annuel pour identifier les principales déclarations concernant les domaines du développement durable énoncés plus haut.
- Au niveau de l'institution, nous avons eu des entretiens avec plus de 20 personnes responsables de la déclaration des informations pour évaluer la mesure dans laquelle les Normes de déclaration ont été appliquées ou pour établir le bien-fondé des Déclarations.
- Au niveau de l'institution, nous avons appliqué des procédures d'analyse et vérifié, par sondages, les calculs et le rapprochement des Indicateurs.
- Nous avons réuni les documents sur la base desquels les Indicateurs ou les Déclarations sont fondés, tels que les rapports préparés, notamment, pour les réunions des administrateurs ou d'autres réunions, les accords de prêts, les exposés et rapports internes et externes, ou les résultats d'enquêtes.
- Nous avons examiné la présentation des Déclarations et des Indicateurs dans le Rapport annuel ainsi que les notes correspondantes sur les méthodes suivies.

1. Un degré d'assurance plus poussé aurait exigé des travaux plus importants.

2. <https://disclosures.ifc.org>

3. ISAE 3000 de l'IFAC, Global Reporting Initiative (GRI), ou AA1000 Accountability Standard.

4. ISAE 3000 : Assurance Engagement other than reviews of historical data, International Federation of Accountants, International Audit and Assurance Board, décembre 2003.

LIMITES DE NOTRE EXAMEN

Notre examen s'est limité aux Déclarations et aux Indicateurs identifiés dans le tableau précédent, à l'exclusion d'autres informations présentées dans le Rapport annuel.

Nos sondages ont donné uniquement lieu à l'examen de documents et à des entrevues au siège d'IFC à Washington. À l'intérieur du périmètre d'étude couvert par la présente déclaration, nous n'avons participé à aucune activité avec les parties prenantes extérieures ou avec les clients et nous n'avons réalisé qu'une quantité limitée de tests destinés à vérifier la validité des informations sur un échantillon de projets.

INFORMATIONS SUR LES NORMES DE DÉCLARATION ET LE PROCESSUS DE PRÉPARATION DES DÉCLARATIONS

En ce qui concerne les Normes de déclaration et les directives et principes de préparation des Déclarations, nous présentons les commentaires suivants :

Indicateurs du champ d'action

Les indicateurs du champ d'action récapitulent les réalisations des clients d'IFC dans le domaine du développement. Les chiffres correspondants n'indiquent donc pas les avantages supplémentaires procurés en ce domaine par les investissements d'IFC.

Ces indicateurs étant, par ailleurs, établis à partir des informations fournies par les différents clients, les mises en garde ci-après s'imposent :

- Même si IFC communique avec ses clients durant la campagne de communication d'informations, il ne lui est pas toujours possible d'obtenir des données. La portée des indicateurs du champ d'action peut donc varier d'une année sur l'autre, en fonction des réponses apportées par les clients. Pour les microcrédits, les prêts aux PME et les financements du commerce, IFC procède à des extrapolations prudentes assorties d'une marge d'erreur que nous jugeons acceptable. D'autres indicateurs du champ d'action ne sont pas calculés par extrapolation et peuvent donc être sous-estimés.
- Les données soumises à IFC ne sont pas toujours établies conformément aux définitions et suivant les directives fournies. IFC procède par conséquent à une série de contrôles approfondis et d'opérations complémentaires, en particulier pour les clients les plus importants. Ces contrôles revêtent encore plus d'importance pour les indicateurs relatifs aux microcrédits, aux prêts aux PME et aux financements du commerce dans le cas desquels IFC observe des interprétations non conformes.

Enfin, pour évaluer le nombre ultime de bénéficiaires au moyen des indicateurs d'alimentation en gaz, en électricité et en eau, IFC utilise le nombre moyen de personnes par ménage, qui est considéré être de quatre pour les pays autres que les pays IDA et de cinq pour les pays IDA. Ces moyennes ont été définies antérieurement et sont conformes à celles retenues par d'autres banques multilatérales de développement, bien qu'elles puissent ne pas correspondre à l'évolution démographique dans certains pays.

Notes du Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS)

Le DOTS, qui est le système actuel de notation *ex post* de l'impact des projets d'IFC dans le domaine du développement, est en cours de révision et sera progressivement remplacé par une méthode de bout en bout (c'est-à-dire *d'ex ante* à *ex post*) appelée Système de mesure et suivi de l'impact attendu (AIMM).

Les notes du DOTS attribuées aux services d'investissement indiquent la mesure dans laquelle les projets d'investissement ont permis d'atteindre les résultats prévus durant la supervision du portefeuille. Ces résultats sont regroupés dans quatre catégories :

- Les notes du DOTS couvrent les réalisations au plan du développement (performance économique et impact sur le développement du secteur privé), les rendements financiers (performance financière) et la gestion des risques environnementaux et sociaux (performance environnementale et sociale). Le nouveau cadre du système AIMM considérera uniquement les résultats relatifs au développement ; les autres aspects seront considérés séparément.
- Les réalisations sont évaluées par rapport à l'impact sur le développement prévu *ex ante*. IFC a entrepris de formuler des règles pour déterminer l'évolution des notes durant la supervision du portefeuille, qui lui permettront à terme de remplacer les notes du DOTS par les notes AIMM du portefeuille.

Investissements ayant trait au climat

IFC est déterminée à atteindre les quatre cibles ayant trait au climat énoncées dans son Plan pour la mise en œuvre de l'action climatique de 2016, qui s'inscrit dans le cadre du Plan d'action sur le changement climatique du Groupe de la Banque mondiale. Grâce à l'approfondissement des connaissances, IFC précise périodiquement les définitions et la typologie utilisées pour identifier, promouvoir et suivre les projets d'investissement et de service-conseil ayant trait au climat en coordonnant son action avec d'autres banques multilatérales de développement. Bien que la typologie n'ait pas été modifiée au cours des deux dernières années, il peut être plus difficile, par suite des précisions apportées, de comparer les chiffres d'une année sur l'autre, même si IFC indique à quel moment la méthodologie a changé et explique les répercussions des changements effectués sur les chiffres.

IFC a mis au point un outil de calcul *ex ante* des émissions de gaz à effet de serre qui lui permet, ainsi qu'à ses clients, d'évaluer dans la mesure du possible les émissions que les projets dans lesquels elle investit pourraient permettre d'éviter. Ces outils sont régulièrement améliorés et adaptés à des activités et à des secteurs particuliers. Aujourd'hui, les réductions annuelles ne sont pas systématiquement contrôlées *ex post* et IFC ne procède pas au suivi des émissions brutes et des émissions nettes (par comparaison à une valeur de référence) de ses engagements annuels, bien qu'elle envisage de procéder de la sorte au cours de l'année à venir.

Étant donné les difficultés que pose l'obtention de données dans les domaines d'intervention et les débats actuellement consacrés aux méthodologies, IFC n'est pas en mesure d'évaluer la compatibilité de ses engagements annuels avec le maintien du réchauffement climatique à 2°C au-dessus des températures de la période antérieure à l'ère industrielle ainsi que le recommande le Groupe de travail sur l'information financière relative au changement climatique. Elle a toutefois entrepris d'appliquer progressivement un tarif du carbone fictif dans ses analyses économiques des décisions d'investissement.

CONCLUSION

Sur la base de notre examen, nous n'avons relevé aucune anomalie qui nous permettrait de penser que :

- Les Indicateurs n'ont pas été établis, en ce qui concerne tous les points importants, conformément aux Normes de Déclaration.
- Les Déclarations n'ont pas été présentées, en ce qui concerne tous les points importants, conformément à la « Politique d'information d'IFC » et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de neutralité, de clarté et de fiabilité définis par les normes internationales.

Paris-La Défense (France), 8 août 2018

Auditeurs indépendants
ERNST & YOUNG et Associés



Caroline Delérable
Partenaire, Viabilité de la performance et transformation

Résumé de la performance financière

L'environnement général du marché influe de façon importante sur la performance financière d'IFC. Le tableau suivant récapitule les principaux éléments composant le revenu net (ou la perte nette) et le revenu global (ou la perte globale) d'IFC, ainsi que les facteurs auxquels ces éléments sont soumis et qui influent sur le niveau et la variabilité du revenu net (ou de la perte nette) et du revenu global (ou de la perte globale) d'une année sur l'autre :

ÉLÉMENTS	FACTEURS D'INFLUENCE IMPORTANTS
Revenu net :	
Rendement des actifs porteurs d'intérêts	Situation du marché, notamment le niveau des spreads et le degré de concurrence. Sont également inclus dans les revenus des prêts les intérêts non comptabilisés et les intérêts recouvrés sur des prêts précédemment à intérêts non comptabilisés et les revenus des participations à des prêts individuels.
Revenu des actifs liquides	Plus-values et moins-values réalisées sur les portefeuilles d'actifs liquides, qui dépendent de facteurs externes tels que les taux du marché et la liquidité de certaines classes d'actifs à l'intérieur du portefeuille d'actifs liquide.
Revenu du portefeuille de participations en capital	Climat mondial pour les participations en capital sur les marchés émergents, fluctuations sur les marchés des devises et des produits de base et performances individuelles des entreprises pour les participations en capital. Performance du portefeuille de participations en capital (principalement les plus-values réalisées, les dividendes, les dépréciations pour perte de valeur, les gains sur les échanges non monétaires et les plus-values et moins-values latentes sur les participations en capital).
Provisions pour pertes sur les prêts et les garanties	Évaluation des risques associés aux emprunteurs et probabilité de défaut et de perte en cas de défaut.
Autres revenus et dépenses	Niveau des services-conseil fournis par IFC à ses clients, niveau des dépenses afférentes aux prestations de retraite et autres versées au personnel, et dépenses administratives approuvées et effectives et autres budgets.
Plus-values et moins-values sur les autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur marchande	Principalement différences entre les changements enregistrés dans les justes valeurs marchandes des emprunts, y compris le spread de crédit d'IFC, et les instruments dérivés associés, ainsi que les plus-values et moins-values latentes associées au portefeuille d'investissements, notamment les options de vente, les bons de souscription et les options d'achat d'actions qui dépendent en partie du climat mondial pour les marchés émergents. La valeur de ces titres est calculée au moyen de modèles développés en interne ou de méthodes utilisant des facteurs observables ou non.
Dons à l'IDA	Niveau des dons à l'IDA approuvés par le Conseil des Gouverneurs.

Autres composantes du revenu global/des pertes globales :

Plus-values et moins-values latentes sur des titres de participation de sociétés cotées et des titres de créance comptabilisés comme étant disponibles à la vente	Climat mondial pour les participations en capital sur les marchés émergents, fluctuations sur les marchés des devises et des produits de base et performances individuelles des entreprises. La valeur de ces participations est calculée au moyen des cours du marché non ajustés et celle des titres de créance au moyen de modèles développés en interne ou de méthodes utilisant des facteurs observables ou non.
Gains et pertes actuariels nets non constatés et coûts non constatés des prestations futures au titre de régimes d'avantages sociaux	Rendement des actifs de régimes de retraite et principales hypothèses sur lesquelles reposent les prévisions de prestations futures à verser, notamment les taux d'intérêt du marché, les dépenses de personnel, l'expérience passée et l'estimation faite par la direction de l'évolution du coût des prestations futures et de la situation économique.

Les marchés boursiers des pays émergents ont été instables ces dernières années, mais l'environnement opérationnel s'est généralement amélioré au cours de l'exercice 18, en dépit d'une certaine dégradation au quatrième trimestre de l'exercice. Les principales monnaies en lesquelles IFC investit sont demeurées relativement stables pendant la majeure partie de l'exercice 18 par rapport au dollar des États-Unis, qui est la monnaie utilisée par IFC pour établir ses rapports, mais un certain nombre d'entre elles ont affiché une nette dépréciation par rapport au dollar au quatrième trimestre. Les cours des produits de base ont dans l'ensemble augmenté durant l'exercice 18, bien que la situation varie selon les secteurs.

La volatilité du marché, ainsi que l'évolution de différents projets, a eu des répercussions sur la valorisation des investissements d'IFC et ses résultats financiers globaux. IFC a enregistré un revenu de ses participations et des instruments connexes plus élevé pour l'exercice 18 que pour l'exercice 17, en raison essentiellement de l'amointrissement des dépréciations. IFC a également tiré de plus amples revenus de ses prêts et de ses garanties grâce à la hausse des taux d'intérêt et à l'augmentation du produit des titres de créance due à des soldes plus

importants. Le revenu des prêts enregistré pour l'exercice 17 avait bénéficié de la comptabilisation exceptionnelle d'intérêts résultant du paiement anticipé de l'intégralité d'un prêt. IFC a toutefois aussi enregistré des coûts plus élevés pour ses emprunts, également du fait de la hausse des taux d'intérêt, ainsi qu'une diminution du revenu des opérations sur actifs liquides. Les provisions pour pertes sur prêts ont fortement diminué durant l'exercice 18 en raison de l'évolution de certains projets, mais cette baisse a été contrebalancée par une augmentation des provisions générales au titre des prêts parce qu'un montant de 156 millions de dollars avait été versé à titre exceptionnel durant l'exercice 17 au titre de la mise en œuvre d'un nouveau système de notation des risques.

La Société a déclaré un revenu, avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisées à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA et des gains et pertes nets sur les participations minoritaires, de 1 272 millions de dollars durant l'exercice 18, contre 1 129 millions de dollars durant l'exercice 17. L'augmentation de 143 millions de dollars entre les exercices 17 et 18 est essentiellement due aux facteurs suivants :

Variation du revenu, avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA et des gains ou pertes sur les participations minoritaires, comparaison Ex. 18/Ex. 17 (en millions de dollars)

	HAUSSE (BAISSE) COMPARAISON EX. 18/EX. 17
Hausse des moins-values monétaires sur les transactions en devises	311
Baisse des dépréciations autres que temporaires sur les participations en capital et les titres de créance	150
Augmentation du revenu des prêts et garanties, gains et pertes réalisés sur les prêts et produits dérivés	79
Augmentation du revenu des titres de créance	66
Hausse des plus-values latentes au titre des participations en capital et des produits dérivés, net	50
Augmentation du revenu d'autres sources	50
Baisse des dépenses au titre du plan de retraite	49
Augmentation des dépenses administratives	(67)
Baisse des plus-values réalisées au titre des participations en capital et des produits dérivés, net	(81)
Baisse du revenu des opérations sur actifs liquides	(146)
Hausse du coût des emprunts	(329)
Divers, net	11
Variation du revenu, avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA et des gains ou pertes sur les participations minoritaires	143

Le revenu net (ou la perte nette) d'IFC pour chacun des cinq derniers exercices jusqu'au 30 juin 2018 est présenté(e) ci-après :

Revenu net (perte nette) d'IFC, exercices 14–18

Au 30 juin, date de clôture des exercices (millions d'USD)

2014		1 483
2015		445
2016		(33)
2017		1 418
2018		1 280

Le revenu disponible pour les affectations (une mesure non-GAAP)¹ se chiffre à 1 318 millions de dollars contre 1 233 millions de dollars pour l'exercice 17 et 770 millions de dollars pour l'exercice 16.

1. Le revenu disponible pour les affectations comprend généralement le revenu net hors plus-values et moins-values latentes au titre d'investissements et d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, le revenu des EDDV consolidées, et les dépenses déclarées dans le revenu net liées aux affectations de l'exercice précédent.

Rapprochement du revenu net déclaré et du revenu disponible pour les affectations (millions d'USD)

	EX. 18	EX. 17	EX. 16
Revenu net (perte nette) imputable à IFC	1 280	1 418	(33)
Plus : gains nets (pertes nettes) sur les participations minoritaires	–	4	(1)
Revenu net (perte nette)	1 280	1 422	(34)
Ajustements visant à rapprocher le revenu net et le revenu disponible pour les affectations			
Moins-values et (plus-values) latentes au titre d'emprunts	93	(74)	(62)
Dons à l'IDA	80	101	330
Dépenses consacrées aux services-conseil au titre de montants affectés durant l'exercice précédent	60	64	57
Moins-values et (plus-values) latentes au titre d'investissements	(198)	(287)	470
Divers	3	7	9
Revenu disponible pour les affectations	1 318	1 233	770

Conformément à la nouvelle politique de distribution approuvée par le Conseil d'administration, le montant maximum disponible pour les affectations se montait à 230 millions de dollars. Le 9 août 2018, le Conseil d'administration a approuvé l'affectation de 70 millions de dollars des bénéfices d'IFC mis en réserve au Guichet de conseil d'IFC sur la création de nouveaux marchés (CMAW), de 45 millions de dollars des bénéfices d'IFC

mis en réserve aux services-conseil et, sous réserve des conditions stipulées ci-dessus, une affectation pouvant aller jusqu'à 115 millions de dollars des bénéfices d'IFC mis en réserve aux dons à l'IDA. Ces affectations devraient être approuvées par le Conseil des Gouverneurs et, sous réserve des conditions stipulées ci-dessus, être effectuées durant l'exercice 19.

Principales données financières des cinq derniers exercices (millions d'USD)

AU 30 JUIN DATE DE CLÔTURE DES EXERCICES	2018	2017	2016	2015	2014
Revenus consolidés, principales données :					
Revenu des prêts et garanties, y compris les gains et pertes réalisés sur les prêts et produits dérivés	1 377	1 298	1 126	1 123	1 065
Provisions pour pertes sur prêts, garanties, intérêts courus et autres créances	(90)	(86)	(359)	(171)	(88)
Revenu des participations en capital et produits dérivés	853	707	518	427	1 289
Revenu des titres de créance, y compris les gains et pertes réalisés sur les titres de créance et produits dérivés	363	282	129	132	89
Revenu des opérations sur actifs liquides	771	917	504	467	599
Coûts des emprunts	(1 041)	(712)	(409)	(258)	(196)
Autres revenus	578	528	501	505	461
Autres dépenses	(1 662)	(1 617)	(1 464)	(1 423)	(1 418)
Plus-values (moins-values) monétaires sur les transactions en devises	123	(188)	(46)	53	(19)
Revenu avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA	1 272	1 129	500	855	1 782
Plus-values et moins-values nettes latentes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur	88	394	(204)	(106)	(43)
Revenu avant dons à l'IDA	1 360	1 523	296	749	1 739
Dons à l'IDA	(80)	(101)	(330)	(340)	(251)
Revenu net (perte nette)	1 280	1 422	(34)	409	1 488
Moins : pertes nettes (gains nets) sur les participations minoritaires	-	(4)	1	36	(5)
Revenu net (perte nette) imputable à IFC	1 280	1 418	(33)	445	1 483

AU 30 JUIN, DATE DE CLÔTURE DES EXERCICES	2018	2017	2016	2015	2014
Bilan consolidé, principales données :					
Total, actif	94 272	92 254	90 434	87 548	84 130
Portefeuille de liquidités ¹	38 936	39 192	41 373	39 475	33 738
Investissements	42 264	40 519	37 356	37 578	38 176
Emprunts en cours, avec prise en compte des variations de la juste valeur	53 095	54 103	55 142	51 265	49 481
Total capitaux propres	26 136	25 053	22 766	24 426	23 990
dont :					
Bénéfices non affectés mis en réserve	23 116	21 901	20 475	20 457	20 002
Bénéfices affectés mis en réserve	190	125	133	184	194
Capital social	2 566	2 566	2 566	2 566	2 502
Montants cumulés des autres composantes du revenu global (de la perte globale) (AOCl)	264	458	(431)	1 197	1 239
Participations minoritaires	-	3	23	22	53

1. Net des titres cédés dans le cadre d'accords de rachat, des montants à verser au titre de garanties reçues et des produits dérivés.

PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS
2018
2017
2016
2015
2014
Ratios financiers^a :

Rendement de l'actif moyen (base GAAP) ^b	1,4 %	1,6 %	0,0 %	0,5 %	1,8 %
Rendement de l'actif moyen (base non-GAAP) ^c	1,4 %	1,3 %	0,5 %	1,3 %	1,8 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP) ^d	5,0 %	5,9 %	(0,1) %	1,8 %	6,4 %
Rendement des capitaux propres moyens (base non-GAAP) ^e	5,1 %	4,9 %	1,8 %	4,6 %	6,5 %
Ratio de liquidité global ^f	100 %	82 %	85 %	81 %	78 %
Niveau de liquidité des financements extérieurs ^g	N/A	N/A	504 %	494 %	359 %
Ratio d'endettement ^h	2,5:1	2,7:1	2,8:1	2,6:1	2,7:1
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	5,1 %	6,1 %	7,4 %	7,5 %	6,9 %
Mesure du capital :					
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD) ^j	20,1	19,4	19,2	19,2	18,0
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD) ^k	24,7	23,6	22,5	22,6	21,6
Capital stratégique ^l	4,6	4,2	3,3	3,4	3,6
Capital stratégique utilisable ^m	2,2	1,8	1,0	1,1	1,4
Capital stratégique utilisable en pourcentage des ressources totales disponibles	9 %	8 %	4 %	5 %	7 %

- a. Certains ratios financiers (voir ci-dessous) font abstraction des effets des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements, d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, d'AOCI et de l'impact des entités à débiteurs de droits variables consolidées (EDDV).
- b. Revenu net pour l'exercice en pourcentage de la moyenne du total des actifs à la fin de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.
- c. Le rendement de l'actif moyen est défini comme étant le revenu net faisant abstraction des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements comptabilisés à leur juste valeur, du revenu des EDDV consolidées et des plus-values ou moins-values nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, en pourcentage des participations et des prêts décaissés (nets de toute provision), des liquidités (hors mises en pension) et d'autres actifs calculés selon la moyenne de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.
- d. Revenu net pour l'exercice en pourcentage de la moyenne du total des capitaux propres (abstraction faite des paiements effectués au titre des souscriptions en cours) à la fin de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.
- e. Le rendement des capitaux propres moyens est défini comme étant le revenu net faisant abstraction des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements comptabilisés à leur juste valeur, du revenu des EDDV consolidées et des plus-values ou moins-values nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, en pourcentage du capital appelé et des bénéfices non distribués (avant certaines plus-values ou moins-values latentes et abstraction faite des affectations cumulatives pas encore imputées) calculés selon la moyenne de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.
- f. Selon la politique globale d'IFC en matière de liquidité, la somme des disponibilités de la Société et de ses emprunts non retirés auprès de la BIRD ne doit pas représenter, à tout moment, moins de 45 % de ses besoins estimés de financement nets pour les trois prochains exercices.
- g. Ce ratio n'étant plus considéré comme un ratio majeur d'IFC, il a été supprimé à la fin de l'exercice 17.
- h. Le ratio de levier financier (ou « ratio d'endettement ») est défini comme étant le nombre de fois que la somme de l'encours des emprunts et de l'encours des garanties couvre le capital libéré et les bénéfices accumulés (nets du montant des affectations sur les bénéfices mis en réserve et de certaines plus-values/moins-values latentes).
- i. Le ratio entre les réserves totales pour pertes sur prêt et le portefeuille total de prêts décaissés est défini comme étant les réserves pour pertes sur prêts exprimées en pourcentage du portefeuille total des prêts décaissés.
- j. Le montant total des ressources nécessaires (TRR) est le capital minimum requis pour couvrir les pertes attendues ou imprévues du portefeuille d'IFC, calibré de manière à permettre à IFC de conserver sa note triple-A. Le TRR est la somme des normes de capital économique applicables aux différents actifs de la Société. Il est déterminé par la taille absolue du portefeuille d'engagements et la gamme de produits (participations, prêts, financements à court terme et actifs du portefeuille de trésorerie) ainsi que par les risques opérationnels et autres.
- k. Le montant total des ressources disponibles (TRA) est le montant total des capitaux de la Société. Il est composé i) du capital libéré, ii) des bénéfices mis en réserve, nets du montant des affectations et de certaines plus-values et moins-values latentes, et iii) des réserves totales pour pertes sur prêt. Le TRA augmente en fonction des bénéfices mis en réserve (bénéfices moins distributions) et de l'accroissement des réserves.
- l. Le montant total des ressources disponibles moins le total des ressources requises.
- m. 90 % du total des ressources disponibles moins le total des ressources requises.

ENGAGEMENTS

Durant l'exercice 18, le programme de financement à long terme s'est monté à 11 630 millions de dollars, contre 11 854 millions de dollars au cours de l'exercice 17, tandis que les ressources mobilisées ont atteint 11 671 millions de dollars, contre 7 462 millions pour l'exercice 17, soit une hausse totale de 21 %.

Par ailleurs, le montant moyen du solde des financements à court terme était de 3 435 millions de dollars au 30 juin 2018 contre 3 185 millions de dollars au 30 juin 2017.

RESSOURCES MOBILISÉES

L'expression « ressources mobilisées » désigne les financements provenant d'entités autres qu'IFC mis à la disposition des clients grâce à la participation directe de la Société à la mobilisation des ressources. IFC finance seulement une partie — pas plus de 25 % en général — du coût des projets. Les projets financés par IFC nécessitent donc tous la participation de partenaires financiers.

Financements à long terme et ressources mobilisées durant les Ex. 18 et 17 (en millions de dollars)

	EX. 18	EX. 17
Total des financements à long terme et ressources mobilisées	23 301	19 316
Total des financements à long terme	11 630	11 854
Total des ressources mobilisées	11 671	7 462

Asset Management Company (AMC)

Fonds gérés par AMC et leurs activités, comparaison Ex. 18/Ex. 17 (en millions de dollars sauf indication contraire)

	AU 30 JUIN, 2018				POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2018	
	TOTAL DES FONDS MOBILISÉS			SOLDE TOTAL DES ENGAGE- MENTS**	ENGAGEMENTS DU FONDS AU TITRE D'INVE- TISSEMENTS***	DÉCAISSEMENTS DU FONDS AU TITRE D'INVE- TISSEMENTS
	TOTAL	PROVENANT D'IFC	PROVENANT D'AUTRES INVESTISSEURS			
Période d'investissement						
IFC Catalyst Fund, LP, IFC Catalyst Fund (UK), LP et IFC Catalyst Fund (Japan), LP (collectivement dénommés « Fonds catalyseurs »)	418	75	343	379	73	70
IFC Global Infrastructure Fund, LP (Fonds mondial pour l'infrastructure d'IFC)*	1 430	200	1 230	891	23	44
China-Mexico Fund, LP (Fonds Chine-Mexique)	1 200	–	1 200	320	–	75
IFC Financial Institutions Growth Fund, LP (Fonds d'IFC pour la croissance des institutions financières ou Fonds FIG)	505	150	355	133	–	–
IFC Global Emerging Markets Fund of Funds, LP (Fonds mondial des fonds pour les marchés émergents d'IFC) et IFC Global Emerging Markets Fund of Funds (Japan Parallel), LP (collectivement dénommés « Fonds GEM »)	800	150	650	397	189	120
IFC Middle East and North Africa Fund, LP (Fonds d'IFC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ou Fonds MENA)	162	60	102	52	25	2
Women Entrepreneurs Debt Fund, LP (Fonds d'emprunt pour les femmes entrepreneurs ou Fonds WED)	115	30	85	87	19	32
IFC Emerging Asia Fund, LP (Fonds d'IFC pour pays émergents d'Asie ou Fonds Asie)	693	150	543	90	20	11
Période post-investissement						
IFC Capitalization (Equity) Fund, L.P. (Fonds de recapitalisation d'IFC, participations)	1 275	775	500	1 226	–	–
IFC Capitalization (Subordinated Debt) Fund, L.P. (Fonds de recapitalisation d'IFC, créances subordonnées)	1 725	225	1 500	1 614	–	–
IFC African, Latin American and Caribbean Fund, LP (Fonds d'IFC pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes ou Fonds ALAC)	1 000	200	800	876	–	25
Africa Capitalization Fund, Ltd. (Fonds de recapitalisation pour l'Afrique)	182	–	182	130	–	–
IFC Russian Bank Capitalization Fund, LP (Fonds de recapitalisation des banques russes d'IFC)****	550	250	300	82	–	–
Total	10 055	2 265	7 790	6 277	349	379

* Comprend un fonds d'investissements conjoints géré par AMC au nom des commanditaires du Fonds.

** Net des engagements annulés.

*** Non compris les engagements de périodes antérieures qui ont été annulés.

**** Le Fonds de recapitalisation des banques russes d'IFC s'est désengagé de tous ses investissements et a été dissous durant l'exercice 18.

	AU 30 JUIN, 2018			POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2018		
	TOTAL DES FONDS MOBILISÉS			SOLDE TOTAL DES ENGAGE- MENTS**	ENGAGEMENTS DU FONDS AU TITRE D'INVES- TISSEMENTS***	DÉCAISSEMENTS DU FONDS AU TITRE D'INVES- TISSEMENTS
	TOTAL	PROVENANT D'IFC	PROVENANT D'AUTRES INVESTIS- SEURS			
IFC Capitalization (Equity) Fund, L.P. (Fonds de recapitalisation d'IFC, participations)	1 275	775	500	1 226	-	-
IFC Capitalization (Subordinated Debt) Fund, L.P. (Fonds de recapitalisation d'IFC, créances subordonnées)	1 725	225	1 500	1 619	-	-
IFC African, Latin American and Caribbean Fund, LP (Fonds d'IFC pour l'Afrique l'Amérique latine et les Caraïbes « Fonds ALAC »)*	1 000	200	800	901	36	14
Africa Capitalization Fund Ltd. (Fonds de recapitalisation pour l'Afrique)	182	-	182	130	-	-
IFC Russian Bank Capitalization Fund, LP (Fonds de recapitalisation des banques russes d'IFC)****	550	250	300	82	-	-
IFC Catalyst Fund, LP, IFC Catalyst Fund (UK), LP et IFC Catalyst Fund (Japan), LP (collectivement dénommés « Fonds catalyseurs »)	418	75	343	306	49	48
IFC Global Infrastructure Fund, LP (Fonds mondial pour l'infrastructure d'IFC)*	1 430	200	1 230	868	189	151
China-Mexico Fund, LP (Fonds Chine-Mexique)	1 200	-	1 200	320	180	43
IFC Financial Institutions Growth Fund, LP (Fonds d'IFC pour la croissance des institutions financières ou Fonds FIG)	505	150	355	133	-	37
IFC Global Emerging Markets Fund of Funds, LP (Fonds mondial des fonds pour les marchés émergents d'IFC) et IFC Global Emerging Markets Fund of Funds (Japan Parallel), LP (collectivement dénommés « Fonds GEM »)	800	150	650	207	99	44
IFC Middle East and North Africa Fund, LP (Fonds d'IFC pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ou Fonds MENA)	162	60	102	27	15	15
Women Entrepreneurs Debt Fund, LP (Fonds d'emprunt pour les femmes entrepreneurs ou Fonds WED)	110	30	80	70	40	45
IFC Emerging Asia Fund, LP (Fonds d'IFC pour les pays émergents d'Asie ou Fonds Asie)	440	150	290	69	67	70
Total	9 797	2 265	7 532	5 958	675	467

* Comprend un fonds d'investissements conjoints géré par AMC au nom des commanditaires du Fonds.

** Montants net des engagements annulés durant l'exercice 18. Les chiffres relatifs à l'exercice 17 ont été actualisés de manière à assurer leur cohérence avec les montants établis suivant la méthodologie de l'exercice 18.

*** Non compris les engagements de périodes antérieures qui ont été annulés.

**** Le Fonds de recapitalisation des banques russes d'IFC s'est désengagé de tous ses investissements et a été dissous durant l'exercice 18.



Le Conseil d'administration d'IFC a fait préparer ce rapport annuel conformément aux statuts de la Société. Jim Yong Kim, président d'IFC et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des Gouverneurs. Les Administrateurs constatent avec satisfaction que, durant l'exercice clos le 30 juin 2018, IFC a accru sa contribution à un développement durable grâce à ses investissements dans le secteur privé et ses services-conseil.

Restez en contact

INTERNET ET MÉDIAS SOCIAUX

Le site web d'IFC (www.ifc.org) présente des informations détaillées sur tous les aspects des activités de l'institution. Il indique comment contacter les bureaux de la Société dans le monde entier, diffuse des communiqués de presse et des articles, ainsi que des données sur l'évaluation des résultats et les documents publiés au sujet des investissements proposés, et expose les grands principes et directives qui régissent l'action d'IFC.

La version en ligne du Rapport annuel 2018 d'IFC (www.ifc.org/annualreport) contient des documents PDF téléchargeables qui couvrent tous les points présentés dans ce volume ainsi que les versions en langue étrangère disponibles. Suivez le rapport sur les médias sociaux : #ifcar18

IFC EN LIGNE

Site Web d'IFC
ifc.org

Rapport annuel
ifc.org/AnnualReport

Index des médias sociaux
ifc.org/SocialMediaIndex

Facebook
facebook.com/IFCwbq

Twitter
twitter.com/IFC_org

LinkedIn
linkedin.com/company/IFClinkedin

YouTube
youtube.com/IFCvideocasts

Instagram
instagram.com/IFC_org/

Medium
medium.com/@IFC_org

SoundCloud
soundcloud.com/IFC_org

Scribd
scribd.com/IFCpublications

COLLABORATEURS

ÉQUIPE DU RAPPORT ANNUEL D'IFC :

Mame Annan-Brown
Directrice, Relations extérieures d'IFC

Joseph Rebello
Rédacteur en chef

Rob Wright
Responsable, Gestion de la marque et marketing

Aaron Rosenberg
Chef, Relations publiques

M.A. Deviah
Conseiller de rédaction

Alice Ngoc-Anh Cao
Consultante en communications

Adrian Romero Cazares
Assistant de l'équipe

Conception :

Addison
www.addison.com

Impression :

Sandy Alexander
www.sandyinc.com

Couverture

Lucamanieri/Getty

Page 1

Dominic Chavez/IFC

Page 2

Grant Ellis/Banque mondiale

Page 3

Marcia Juzga/
Banque mondiale

Page 7

Cameron Davidson

Page 9

Cameron Davidson
David Hills
Grant Ellis/Banque mondiale

Page 11

Sven Torfinn/Panos Pictures

Page 12–13

Kessudap/iStock

Page 14–15

Victor J. Blue/Bloomberg

Page 16–17

Dhiraj Singh/Bloomberg

Page 18

Scott Wallace/
Banque mondiale

Page 19

Dhiraj Singh/Bloomberg

Page 26–27

Karel Prinsloo/IFC

Page 28–29

Truong Vu Minh Hieu/IFC

Page 30

Sun_Shine/Shutterstock

Page 31

Paul Kennedy/Alamy

Page 34–35

Bluedog Studio/
Shutterstock

Page 36

Chaldal

Page 37

500 Luchadores

Page 38–39

Dominic Chavez/IFC

Page 40–41

Dominic Chavez/IFC

Page 42

Goodlife

Page 43

Dominic Chavez/IFC

Page 46–47

ARTESP
Autif Sayyed/IFC

Page 48–49

Jason Chute

Page 50

Thommen Jose/IFC

Page 51

Chor Sokunthea/IFC

Page 54

Dominic Chavez/IFC

Page 55

Nicholas Bertrand/Taimani
Films/Banque mondiale

Page 56–57

Karel Prinsloo/IFC

Page 58–59

Raju Ghosh/National
Mission for Clean Ganga

Page 60

Dominic Chavez/IFC

Page 61

Wissam Nassar/IFC



2121 PENNSYLVANIA AVENUE, NW
WASHINGTON, DC 20433
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

IFC.ORG